

sommaire

chiffres clés	3
renseignements concernant l'activité de la société	
1 / Le métier	4
2 / L'organisation du Groupe	14
3 / Les infrastructures	17
4 / Historique	20
5 / Administration et direction	21
6 / Évolution récente	23
renseignements généraux	
1 / Informations concernant l'émetteur	26
2 / Renseignements concernant le capital social	28
3 / Dividendes	31
4 / Politique d'investissements	31
5 / Bourse et actionnariat	32
6 / Calendrier prévisionnel de communication financière	34
rapport de gestion	36
situation financière et résultats 2008	
1 / Comptes consolidés 2008	72
2 / Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés	115
3 / Comptes sociaux 2008	116
4 / Rapport général et spécial des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux	132
5 / Rapport du Président du Conseil d'Administration relatif aux conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil et aux procédures de contrôle interne	138
6 / Rapport des Commissaires aux Comptes sur le rapport du Président du Conseil d'Administration	146
document d'information annuel	148
responsabilités	
1 / Responsable du document de référence et du rapport financier annuel	150
2 / Responsables du contrôle des comptes	150
3 / Responsable de l'information financière	150
table de concordance du document de référence	151
table de concordance du rapport financier annuel	154

profil du Groupe

JACQUET Metals est le numéro 1 européen de la distribution d'aciers inoxydables et d'alliages de nickel, principalement sous forme de tôles épaisses (« Quarto ») dont il est le premier acheteur mondial en tant que distributeur. Fort d'un réseau de 38 filiales ou franchises dont 21 centres de distribution, le Groupe facture ses produits dans plus de 60 pays à 7 500 clients, présents dans les métiers de l'eau, de l'environnement, de l'énergie, de la construction mécanique et chaudronnée, de la chimie et de l'agroalimentaire.

chiffres clés

en K€	2008	2007
Chiffre d'affaires	238 030	301 927
Résultat opérationnel	6 583	50 488
% du chiffre d'affaires	2,8%	16,7%
Résultat net consolidé	510	33 774
% du chiffre d'affaires	0,2%	11,2%
Résultat net part du Groupe	385	30 141
% du chiffre d'affaires	0,2%	10,0%
Résultat net par action (en euros)	0,18	14,42
Capitaux propres	77 258	105 087
Endettement net ¹	64 642	19 166
Gearing ²	84%	18%
Gearing ² hors IMS	6,9%	N/A
Effectif moyen	450	380

¹ calculé par différence entre la dette financière (y compris les concours bancaires créditeurs) et la trésorerie

² rapport entre l'endettement net et les capitaux propres



Le présent document de référence a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 16 avril 2009, conformément à l'article 212.13 de son Règlement Général. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Conformément à l'article 28 de son règlement européen n° 809/2004 du 29 avril 2004, le lecteur est renvoyé aux précédents documents de référence concernant certaines informations :

1. le rapport de gestion, les comptes consolidés et les comptes sociaux, les rapports des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés et sur les comptes sociaux relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007 et le rapport spécial sur les conventions réglementées se rapportant à cet exercice et figurant dans le document de référence déposé auprès de l'AMF le 23 avril 2008 sous le n° D.08-0283.

2. le rapport de gestion, les comptes consolidés et les comptes sociaux, les rapports des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés et sur les comptes sociaux relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2006 et le rapport spécial sur les conventions réglementées se rapportant à cet exercice et figurant dans le document de référence déposé auprès de l'AMF le 25 avril 2007 sous le n° D.07-0391.

renseignements concernant l'activité de la société

1 / le métier

1.1 / le marché

(Source des informations : ARCELOR MITTAL, CRU MONITOR, OUTOKUMPU, SMR)

JACQUET Metals opère sur le marché des métaux nobles destinés à l'industrie, principalement les aciers inoxydables et alliages de nickel. Le Groupe stocke essentiellement des tôles épaisses vendues soit en l'état, soit découpées à la demande.

Le marché mondial de l'acier représente environ 1,2 milliards de tonnes dont environ 2,3%, soit 28 millions de tonnes, pour l'acier inoxydable tous produits confondus.

Dans ce marché de l'acier inoxydable, les produits plats représentent 19 millions de tonnes et se segmentent comme suit :

- tôles laminées à froid, avec 14,5 millions de tonnes produites pour des épaisseurs inférieures à 5 mm, destinées au marché de l'automobile et des industries grand public (électroménager, ustensiles de cuisine, décoration),
- tôles laminées à chaud, avec 4,5 millions de tonnes produites pour l'industrie dans son ensemble (principalement chaudronnerie et construction mécanique).

On distingue :

- les tôles laminées à chaud en bobines (bandes, coils),
- les tôles laminées à chaud au moyen d'un laminoir de type QUARTO. Ces dernières, d'une épaisseur le plus souvent supérieure à 12 mm, représentent environ 1 000 000 tonnes soit 3,6 % du marché total de l'inox. **A cet égard elles constituent un marché de niche et sont l'essentiel du marché de JACQUET Metals.** Ces 1 000 000 tonnes se répartissent généralement à égalité entre les projets et la distribution. Avec sa consommation JACQUET Metals détient environ 10% du marché mondial de la distribution.

Depuis 1985, la consommation mondiale d'acier inoxydable augmente en moyenne de 5,5% par an. En 2008, la consommation d'acier inoxydable à chaud, segment sur lequel opère JACQUET Metals, a progressé durant le premier semestre mais la demande a été plus faible au second semestre, influencée par la crise mondiale.

Les avantages des inox :

- des qualités de résistance à la corrosion et de neutralité des produits pour le traitement des fluides et des gaz dans les secteurs des industries :
 - chimique, y compris pharmaceutique et cosmétique,
 - agro-alimentaire (contraintes d'hygiène et de facilité d'entretien),
 - papetière,
 - de traitement et de stockage des gaz (cryogénie, gaz technique),
 - de traitement de l'eau (bassins de décantation des eaux usées, dessalement d'eau de mer, acheminement et distribution),
 - de l'environnement et de la dépollution (traitements des fumées et des déchets),
 - énergie (centrales hydrauliques, nucléaires, thermiques...),
 - plus récemment, de la construction d'ouvrages d'art, notamment des ponts.

- une adaptation régulière des alliages aux exigences de plus en plus élevées des différents secteurs de l'industrie. Alors que l'on comptait deux nuances d'acier inoxydable en 1960, JACQUET Metals en stocke actuellement dix sept auxquelles sont venus s'ajouter ces dernières années autant d'alliages de nickel dont les qualités de résistance à la corrosion sont encore supérieures à celles de l'inox.

Le marché de JACQUET Metals couvre plus du tiers des applications industrielles.

1.2 / l'offre du Groupe JACQUET Metals et ses avantages

L'acier inoxydable et les différents alliages sont livrés aux filiales du Groupe JACQUET Metals principalement sous forme de tôles, prêtes à être distribuées en l'état ou découpées selon les spécifications de la clientèle.

1.2.1 / l'offre

Le Groupe JACQUET Metals propose à une clientèle industrielle répartie dans le monde entier :

- un service de livraison de tôles entières, de découpage et de fabrication de pièces découpées sur mesure (disques, couronnes, pièces suivant plans...) incluant :
 - deux gammes de métaux nobles : aciers inoxydables (17 références différentes), alliages de nickel (17 références différentes),
 - une gamme d'épaisseurs unique sur le marché de 1 à 150 mm,
 - la livraison en moyenne sous dix jours n'importe où dans le monde,
 - la facturation en devises et la prise en charge de toutes les formalités administratives et douanières,
- une offre complémentaire de celle des producteurs car elle contribue à diffuser leurs produits en apportant un service (logistique, découpage sur mesure) qui nécessite un savoir-faire différent du leur. La complémentarité porte aussi sur la disponibilité de la matière et sur la nature des alliages. JACQUET Metals stocke 34 types d'alliages ce qui représente environ 900 références, avec un positionnement haut de gamme.

1.2.2 / les avantages de l'offre

L'offre du Groupe JACQUET Metals présente les avantages suivants :

- les alliages sont conformes, pour plus de 95% de la gamme, aux normes les plus utilisées dans le monde (EURONORM, ASTM, ASME, AFNOR, DIN). Le Groupe JACQUET Metals a été à l'origine de la double certification des tôles en aciers inoxydables dès 1986. Les spécifications d'achats puis la multiple certification des tôles et la logistique mises en place permettent de vendre ces produits dans le monde entier.
- la gamme est évolutive, intégrant régulièrement de nouveaux aciers inoxydables et alliages de nickel afin de répondre à une demande de plus en plus exigeante en termes de :
 - résistance à la corrosion,
 - caractéristiques mécaniques telles qu'allongement et élasticité,
 - non-dénaturation des produits en contact avec les alliages,
 - résistance à des températures de plus en plus fortes (positives et négatives),
 - hygiène (facilité de nettoyage, pas de corrosion),
 - maintenance.



renseignements concernant l'activité de la société

- les produits livrés par JACQUET Metals sont directement utilisables par le client, compte tenu de leur degré de finition et des procédures de contrôle interne appliquées.
- le stock disponible permet, dans la plupart des cas, de répondre aux demandes des clients en différentes nuances d'alliages dans toutes les gammes d'épaisseurs.

6

Les procédures de contrôle interne sont définies par le système de management de la qualité du Groupe, certifié ISO 9001 et donc audité régulièrement par l'organisme TÜV-CERT. Ces procédures définissent les contrôles qui doivent être effectués par les opérateurs et l'encadrement aux différents stades de fabrication et de traitement administratif.

1.2.3 / le négoce

A partir de 2004, en complément de son métier traditionnel de découpe, le Groupe a développé le négoce de tôles en acier inoxydable vendues sans transformation et disponibles sur stock. En plus du négoce effectué depuis les filiales JACQUET, des sociétés dédiées à cette activité ont été créées sous une enseigne spécifique « QUARTO ». Les sociétés QUARTO Nordic et QUARTO Europe peuvent ainsi développer de nouveaux courants d'affaires avec des stockistes et découpeurs de taille moyenne parfois concurrents des filiales du Groupe, sans pour autant porter préjudice à ces dernières puisque les sociétés QUARTO se substituent aux fournisseurs habituels de ces concurrents.

Le négoce est une activité très complémentaire de la découpe de tôle : Il permet d'accroître de façon significative les approvisionnements du Groupe et donc d'obtenir de meilleures conditions d'achat bénéficiant à l'ensemble des filiales tout en augmentant la rentabilité des actifs des filiales et la rotation des stocks. De plus, les sociétés QUARTO ne requièrent pas d'investissements : elles utilisent les aires de stockages et les moyens de manutention des autres filiales du Groupe. Le négoce est en revanche plus sensible que la découpe aux variations de prix et aux fluctuations de la demande. Les clients peuvent avancer ou repousser leurs commandes de plusieurs semaines en fonction de leurs anticipations de prix.

Avec ses 21 centres de distribution dans le monde, JACQUET Metals bénéficie d'une position unique pour pouvoir mener une politique de négoce opportuniste : profiter des périodes favorables pour accroître les volumes distribués et avoir l'assurance que l'activité tôles découpées pourra absorber les stocks éventuellement invendus en négoce.

Après avoir rencontré des conditions de marché très favorables pendant 24 mois, les volumes de tôles entières distribués ont fortement et régulièrement diminué depuis juin 2007, date pivot du retournement du cycle des métaux. Les volumes distribués en 2008 pour les tôles vendues sans transformation sont inférieurs de 26% à ceux distribués en 2007. En 2008, le négoce a représenté 30% des volumes distribués par le Groupe contre 38% en 2007.

1.3 / les clients

1.3.1 / nature de la clientèle

Le Groupe compte environ 7 500 clients actifs dont le principal représente moins de 1,1% du chiffre d'affaires consolidé. Les 10 premiers clients du Groupe en 2008 contribuent ensemble pour environ 6% de l'activité. La taille moyenne d'une commande est de 3 900 €. Les clients commandent directement aux sociétés du Groupe, sans procédure d'appel d'offre.

La facturation se fait pour chaque commande client après fabrication et expédition des produits. La quasi-totalité du chiffre d'affaires est assurée auprès de différentes compagnies d'assurance crédit.

Le Groupe a référencé environ 1 800 nouveaux clients en 2008 (« source interne ») du fait principalement :

- de l'enrichissement permanent de la gamme stockée,
- de son développement à l'international.

Les relations commerciales sont récurrentes et portent sur une grande quantité de petites commandes qui constituent la majeure partie du chiffre d'affaires du Groupe. Le carnet de commandes représente environ 1 mois de chiffre d'affaires.

Les clients du Groupe sont :

- pour 70% du chiffre d'affaires, des fabricants d'équipements destinés à recevoir un produit fluide, semi-fluide ou un gaz avant chauffage ou refroidissement pour :
 - séparation, en une ou plusieurs étapes, des molécules pour obtenir des extraits,
 - mélange,
 - stockage (tankers, cuves, silos, citernes routières...).
- pour 30% du chiffre d'affaires, des fabricants d'appareillages mécaniques (machines, automatismes,...).

Le Groupe sert une grande partie des entreprises régulièrement utilisatrices de métaux nobles pour la fabrication d'équipements de traitement des fluides à usage chimique, pharmaceutique ou médical. Les fabricants d'équipements de stockage des liquides (produits laitiers, vins, bières, boissons) constituent également des débouchés pour le Groupe ainsi que les sociétés opérant dans les secteurs de la construction mécanique, de l'énergie, des machines textiles, de la mécanique générale, de la construction navale, de l'industrie du papier/cellulose, de la fabrication de fours, de l'armement et de l'environnement.

ABB, ALSTOM, AREVA, SANOFI AVENTIS, VEOLIA WATER, SIEMENS, EIFFEL, ROLLS ROYCE, METSO PAPER, VOITH et aussi une multitude d'entreprises de taille moyenne de la construction sont clientes du Groupe.

Les produits livrés par le Groupe sont utilisés, par exemple, dans la fabrication d'éléments d'échangeurs de chaleur, de compresseurs, de turbines, de générateurs de vapeur, de compensateurs de dilatation, de colonnes de distillation, de réacteurs de désulfurisation, de turbines de propulsion, d'incinérateurs de déchets, d'installations de traitement et d'acheminement de l'eau et d'usines de dessalement d'eau de mer.

1.3.2 / la clientèle internationale

La répartition du chiffre d'affaires a évolué comme suit au cours des deux derniers exercices :

en K€	2008	2007
Europe	205 826 86,5 %	281 715 93,3 %
Amérique	20 172 8,5 %	9 983 3,3 %
Asie	9 482 4,0 %	8 233 2,7 %
Autres	2 550 1,1 %	1 996 0,7 %
Total	238 030	301 927



renseignements concernant l'activité de la société

1.4 / l'organisation commerciale

Le Groupe dispose de sa propre force de vente. Les implantations commerciales (filiales/franchises) du Groupe se répartissent ainsi :

8

Nom	Activité	Site de commercialisation	Sites d'approvisionnement et de parachèvement
JACQUET SAS	distribution et découpe de tôles	FR Saint-Priest (69)	FR Saint-Priest (69)
JACQUET Paris SAS	distribution et découpe de tôles	FR Lizy-sur-Ourcq (77)	FR Lizy-sur-Ourcq (77)
JACQUET Lyon S.A.S.U.	distribution de tôles et de pièces découpées	FR Saint-Priest (69)	FR Saint-Priest (69)
FRANCE INOX SAS	distribution et découpe de tôles	FR Villepinte (93)	FR Villepinte (93)
DETAIL INOX SAS	distribution et découpe de tôles	FR Grésy-sur-Aix (73)	FR Grésy-sur-Aix (73)
OSS SARL	distribution et découpe de tôles	FR Le Chesnay (78)	FR Joigny (89)
JACQUET Benelux SA	distribution et découpe de tôles	BE Herstal BE Lier	BE Herstal FR Saint-Priest (69)
JACQUET Nederland BV	distribution de tôles et de pièces découpées	NL Purmerend	BE Herstal FR Saint-Priest (69) NL Drachten
JACQUET UK Ltd	distribution et découpe de tôles	GB Sheffield	GB Sheffield FR Saint-Priest (69)
JACQUET Deutschland GmbH	distribution de tôles et de pièces découpées	DE Essen	FR Saint-Priest (69) PL Katowice
JACQUET Steinau GmbH	distribution de tôles et de pièces découpées	DE Steinau	FR Saint-Priest (69) PL Katowice
ERDBRÜGGER Metallservice GmbH	distribution de tôles et de pièces découpées	DE Neckarwestheim	FR Saint-Priest (69) PL Katowice
JACQUET Berlin GmbH	distribution de tôles et de pièces découpées	DE Berlin	FR Saint-Priest (69) PL Katowice
JACQUET Polska Sp. zo.o.	distribution de tôles et de pièces découpées	PL Katowice	PL Katowice FR Saint-Priest (69)
JACQUET Osiro AG	distribution et découpe de tôles	CH Aesch	CH Aesch FR Saint-Priest (69)
JACQUET Finland OY	distribution et découpe de tôles	FI Hyvinkää	FI Hyvinkää FR Saint-Priest (69) SE Hjo
JACQUET Metallservice GmbH	distribution et découpe de tôles	AT Ohlsdorf	AT Ohlsdorf PL Katowice FR Saint-Priest (69)
JACQUET Iberica SA	distribution et découpe de tôles	ES Zaragoza	ES Zaragoza FR Saint-Priest (69)
JACQUET Nova Srl	distribution et découpe de tôles	IT Nova Milanese	IT Nova Milanese FR Saint-Priest (69)
JACQUET Sverige AB	distribution et découpe de tôles	SE Hjo	SE Hjo FR Saint-Priest (69)
JACQUET Norge AS	distribution de tôles et de pièces découpées	NO Bergen	SE Hjo FR Saint-Priest (69)
JACQUET Danmark ApS	distribution de tôles et de pièces découpées	DK Odder	SE Hjo FR Saint-Priest (69)
JACQUET s.r.o	distribution de tôles et de pièces découpées	CZ Praha	PL Katowice FR Saint-Priest (69)

JACQUET Jesenice d.o.o.	distribution de tôles et de pièces découpées	SL Jesenice	FR Saint-Priest (69)
JACQUET Magyarorszag Kft.	distribution de tôles et de pièces découpées	HU Budapest	PL Katowice AT Ohlsdorf FR Saint-Priest (69))
QUARTO Nordic AB	distribution de tôles	SE Hjo	SE Hjo FI Hyvinkää
QUARTO Europe S.A.S.U.	distribution de tôles	FR Saint-Priest (69)	FR Saint-Priest (69)
JACQUET Shanghai Special Alloy Processing CO. Ltd	distribution et découpe de tôles	CN Shanghai	CN Shanghai FR Saint-Priest (69)
JACQUET Mid Atlantic Inc.	distribution et découpe de tôles	US Philadelphia	US Philadelphia
JACQUET Houston Inc.	distribution et découpe de tôles	US Houston	US Philadelphia US Houston
JACQUET Midwest Inc.	distribution et découpe de tôles	US Chicago	US Philadelphia US Chicago
JACQUET West Inc.	distribution et découpe de tôles	US Los Angeles	US Philadelphia US Los Angeles
JACQUET Portugal LDA	distribution de tôles et de pièces découpées	PT Vila Nova de Gaia	FR Saint-Priest (69)
JACQUET Export S.A.S.U.	distribution de tôles et de pièces découpées	FR Saint-Priest (69)	FR Saint-Priest (69)
JACQUET Nordpol Sp. zo.o.	distribution de tôles et de pièces découpées	PL Gdansk	PL Katowice FR Saint-Priest (69)
JACQUET Italtaglio Srl	distribution et découpe de tôles	IT Veneto	IT Veneto IT Nova Milanese FR Saint-Priest (69)

1.5 / les achats

en M€	2008	2007
Achats d'aciers inoxydables et alliages de nickel	186	204
Achats de fournitures industrielles et prestations associées	4	4
Transports sur achats et ventes	5	6
Prestations de services et honoraires	11	10
Total	206	223

Etre premier acheteur mondial de tôles inox QUARTO permet à JACQUET Metals d'occuper une place de premier ordre auprès de la plupart de ses fournisseurs :

- en inox, le Groupe s'approvisionne principalement auprès de sociétés comme ACRONI, TISCO, ACERINOX, ARCELOR MITTAL, OUTOKUMPU, COLOMBUS, NAS, DAEKYUNG.
- en alliages de nickel, le Groupe s'approvisionne principalement auprès de THYSSEN KRUPP VDM et bénéficie d'un contrat d'exclusivité pour le marché français.

Le Groupe ne dépend pas d'un fournisseur particulier et n'a recours que de façon occasionnelle à la sous-traitance.



renseignements concernant l'activité de la société

10

Les achats se décomposent en deux parties :

- les achats « usine » : ils représentent environ 85% des volumes et sont généralement ceux pour lesquels le Groupe obtient les prix les plus bas en contrepartie d'un temps de fabrication compris entre 1 et 12 mois. Les conditions d'achats sont négociées par JACQUET Metals puis transmises aux filiales/franchises qui s'approvisionnent directement en fonction de leurs besoins auprès des producteurs.
- les achats « magasin » : les différentes filiales/franchises achètent localement ou non des quantités moindres pour des compléments de stock ou des « packages ». Il peut également s'agir de produits non stockés habituellement. Les conditions peuvent avoir été négociées par JACQUET Metals auprès de certains fournisseurs.

1.6 / la concurrence

1.6.1 / la concurrence en tôles découpées

JACQUET Metals et ses filiales détiennent plus de 50% de parts de marché en Suisse, en Belgique et en France.

La concurrence en Europe :

JACQUET Metals représente environ 25% du marché européen de la distribution. Les principaux concurrents du Groupe sont de deux types :

- des départements intégrés de grands Groupes sidérurgiques européens. Ces derniers sont présents dans plusieurs pays :
 - OUTOKUMPU dispose d'implantations en Finlande, Suède, Allemagne, Angleterre, Belgique, Hollande et Italie.
 - THYSSEN SCHULTE dispose d'implantations de découpe en France et en Italie et est lié au Groupe sidérurgique allemand THYSSEN KRUPP STAHL.
- des sociétés de type familial implantées sur un seul pays avec un chiffre d'affaires compris entre 5 et 40 M€ ; par exemple ROSTFREI STAHL ou NIRO WENDEN en Allemagne, GRIFFON & ROMANO ou CSAI en Italie, METALS UK en Angleterre, TIBNOR en Suède.

1.6.2 / la concurrence en négoce

Les concurrents directs des sociétés « QUARTO » sont :

- les producteurs d'inox qui disposent de leur propre réseau de distribution intégré, tels que ACE-RINOX, OUTOKUMPU, DAEKYUNG et THYSSEN,
- des sociétés indépendantes des producteurs telles NICHELROM en Italie et SALZGITTER en Allemagne. La disponibilité des produits, donc des stocks, étant un facteur clé dans cette activité, les concurrents directs des filiales QUARTO sont peu nombreux.

1.7 / le système d'information

Chaque filiale/franchise utilise exclusivement le Programme de Gestion Intégré (PGI) développé par JACQUET Metals comprenant l'application métier et la solution comptable adaptée aux impositions locales. Ces outils performants et centralisés sont une des clés d'un contrôle de gestion efficace et réactif d'un réseau de franchisés en constant accroissement.

L'outil informatique dédié offre des solutions idéales pour faciliter l'action commerciale. L'interface utilisateur bénéficie de la convivialité d'un mode Windows. Chaque utilisateur dispose d'un accès en temps réel à tous les stocks du Groupe. Les ventes « intragroupe » sont traitées automatiquement. Les documents commerciaux sont édités en langue locale et respectent les prescriptions nationales de présentation.

L'application métier est disponible en de nombreuses langues, ce qui facilite le travail au quotidien de l'ensemble des utilisateurs dans le monde. Par exemple, tous les écrans d'interface utilisateur sont utilisables en chinois, et lorsqu'un collaborateur chinois traite dans sa langue natale une commande à Shanghai, il est possible de visualiser cette commande en français depuis le siège du Groupe.

L'application métier est développée sur des technologies de dernière génération (mode full web sur plateforme Linux-Apache, bases de données Oracle, l'ensemble des sites du Groupe étant relié au site central à travers un réseau VPN ipsec). La forte évolutivité de la solution retenue (baies de disques SAN) permet d'accompagner en toute sérénité les développements du Groupe dans les années à venir, quels que soient le nombre d'utilisateurs et/ou les volumes traités.

JACQUET Metals sécurise son architecture informatique contre tout risque de panne ou de sinistre important au moyen de deux salles informatiques géographiquement distantes, disposant chacune de matériels identiques et reliées par un lien fibre optique dédié, ce qui permet de dupliquer les données d'un site sur l'autre en temps réel. La salle de production est hébergée dans un data center qui offre un haut niveau de service et de sécurité d'accès, ainsi que des accès internet haut débit.

Les données sont répliquées automatiquement en temps réel. Le Groupe dispose ainsi en permanence des données identiques sur les deux sites.

1.8 / un mode de développement original

Depuis 2006, le Groupe développe l'exploitation de sa marque principale JACQUET à travers un business model atypique dans la distribution des métaux. Des « franchises » sont constituées avec un partenaire local qui sera le plus souvent le manager de la franchise. Ce dernier investit et reçoit une participation au capital allant de 10 à 49% et s'engage à recapitaliser la franchise en cas de pertes. Le franchisé bénéficie du droit exclusif d'exploitation de la marque et à ce titre il peut vendre la gamme complète des produits JACQUET sur un territoire déterminé.

L'entrepreneur local bénéficie d'un ensemble de moyens mis à sa disposition par JACQUET Metals : des conditions d'achat négociées au niveau du Groupe, un système d'information tout particulièrement adapté au métier de JACQUET, la formation du personnel, l'accès à un réseau d'information sans équivalent,... tout est mis en œuvre pour permettre à l'entrepreneur local de se concentrer sur sa mission prioritaire : générer des ventes rentables. Le manager gère ses stocks en fonction de la politique commerciale qu'il a déterminée.



renseignements concernant l'activité de la société

12

La rémunération du manager est fortement basée sur le résultat de la franchise. JACQUET Metals facture à la franchise des prestations de direction (corporate fees) et des prestations informatiques (IT fees) basées sur le chiffre d'affaires de la filiale. Le manager et JACQUET Metals perçoivent des dividendes au pro rata des parts détenues.

JACQUET Metals gère tous les aspects juridiques dès la création de la société. Un pacte d'actionnaire encadre les relations entre JACQUET Metals et l'entrepreneur local.

C'est donc un modèle de franchise appliquée à la distribution des métaux que le Groupe a mis en place. Ce modèle fait l'objet d'une promotion active, notamment à travers un site internet dédié, www.jacquetfranchise.com.

1.9 / formation des prix d'achat et des prix de vente

Les prix d'achat des tôles sont fixés entre le management de JACQUET Metals et les producteurs et sont généralement composés de deux éléments distincts : le prix de base qui est le résultat d'une négociation au moment de la commande avec chaque producteur et l'extra d'alliage qui est généralement fixé au moment de la livraison. L'extra d'alliage résulte d'une formule de calcul propre à chaque producteur qui intègre le prix du nickel, du chrome, du titane, du molybdène, de la ferraille, de la parité euro/dollar... La fixation du prix des tôles dépendra également des systèmes conçus par JACQUET Metals et qui pourront faire l'objet d'accords individualisés avec les producteurs. Ces accords pourront être ponctuels, à durée déterminée ou à durée indéterminée. Dans un métier où les extra d'alliages varient et s'appliquent identiquement pour tous les clients des producteurs, le délai de livraison est un paramètre important. Ils sont assez peu respectés et généralement compris entre 1 et 12 mois. C'est pourquoi les prix d'achat pourront faire l'objet de clauses d'ajustement en fonction du respect des délais de livraison. Certains accords pourront également prévoir que l'extra d'alliage sera ajusté en fonction de la date réelle de livraison plutôt qu'à la date théorique, au choix de JACQUET Metals, de même que le prix de base pourra être révisé à posteriori par le producteur etc.... Enfin, des remises annuelles peuvent être prévues en fonction des volumes achetés, de la performance globale du producteur.

Dans la mesure du possible, la politique commerciale du Groupe vise à répercuter systématiquement les variations des prix d'achat sur les prix de vente. Les effets volumes et prix du chiffre d'affaires sont communiqués par le Groupe et ne sont normalement pas corrélés mais les clients auront tendance à reporter ou anticiper leurs commandes en fonction de la tendance à la baisse ou à la hausse des prix de ventes.

En raison des nombreux éléments qui rentrent en compte dans la fixation des prix d'achat et de vente ainsi que dans les marges brutes qui en résultent, le Groupe n'est pas en mesure de donner d'information chiffrée pertinente et fiable sur l'élasticité et la sensibilité des prix et des marges. Le Groupe utilise dans sa gestion les tendances globales et générales de l'évolution des prix d'achat de l'innox, des délais des producteurs, des variations importantes du cours du nickel... qui peuvent avoir une influence sur les prix de l'innox et les volumes vendus. Ces tendances sont régulièrement communiquées par le Groupe.



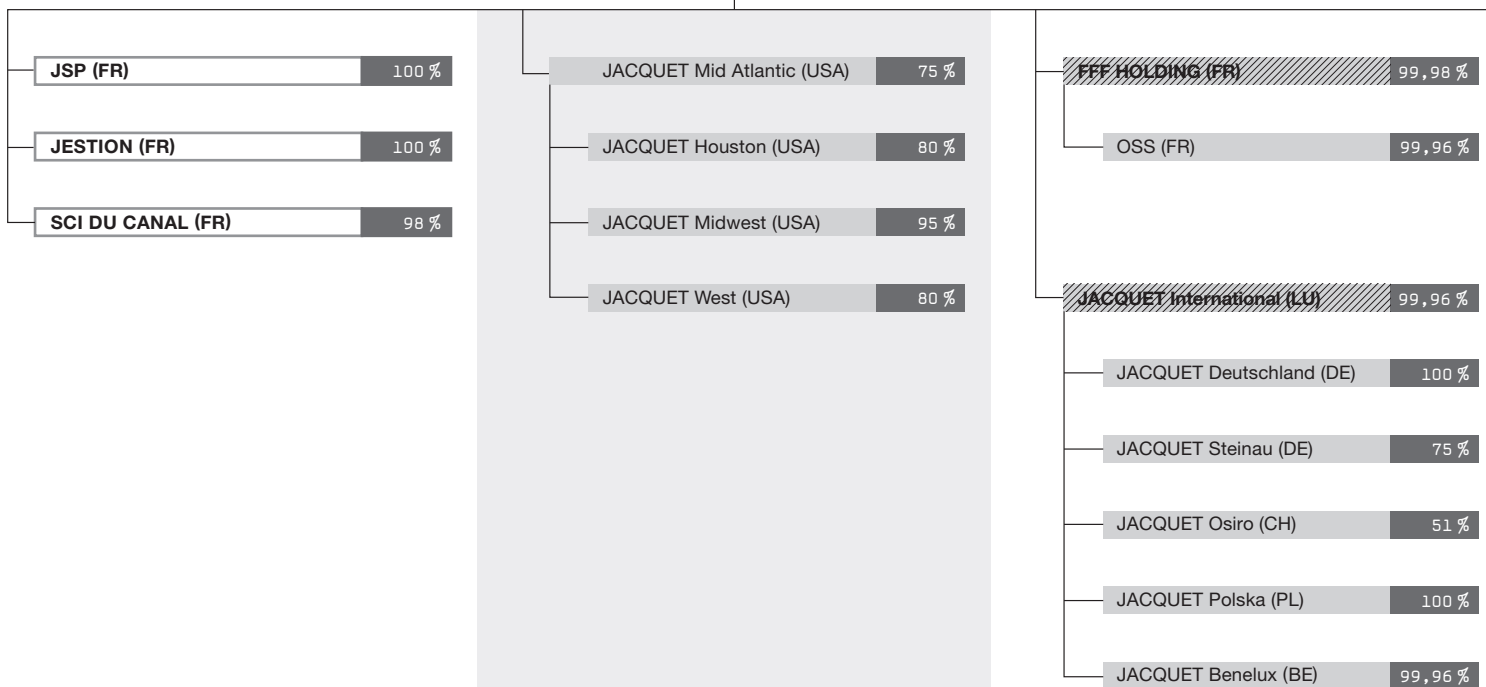
renseignements concernant l'activité de la société

2 / l'organisation du Groupe 2.1 / organigramme juridique du Groupe

14

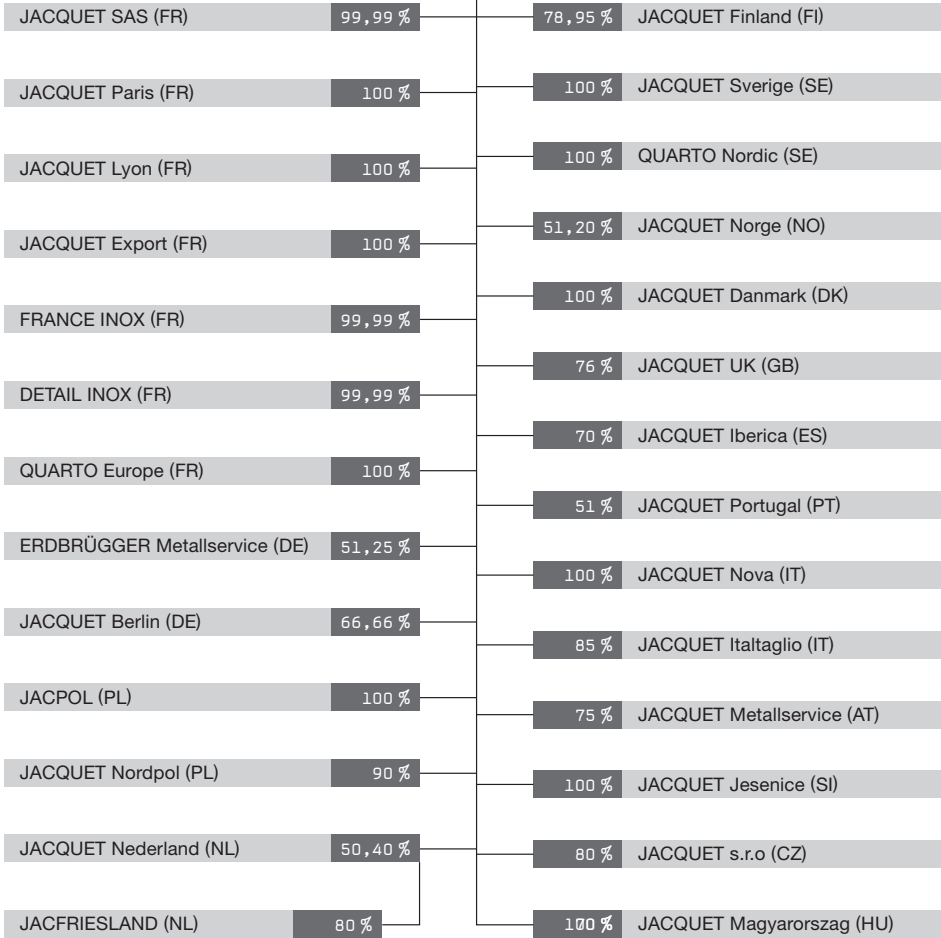
JSA (Éric Jacquet) 61,34 % 38,66 % Public

JACQUET Metals S.A. (FR)
EURONEXT PARIS (ISIN FR0000038747)



Holdings
 Sociétés de prestations de service
 Sociétés industrielles et commerciales

AMERIQUE



EUROPE



ASIE



renseignements concernant l'activité de la société

2.2 / flux intragroupe

La facturation intragroupe a évolué comme suit au cours des deux derniers exercices :

16

Décomposition du chiffre d'affaires 2008 en K€	Intragroupe	Hors Groupe	Total
Mère / filiales	5 410	–	5 410
Filiales / filiales	103 384	238 030	341 413
Total	108 794	238 030	346 824

Décomposition du chiffre d'affaires 2007 en K€	Intragroupe	Hors Groupe	Total
Mère / filiales	6 759	4	6 763
Filiales / filiales	132 923	301 923	434 846
Total	139 681	301 927	441 609

La facturation de la société mère JACQUET Metals à ses filiales est constituée essentiellement de prestations de service, l'assiette de facturation étant le plus souvent le chiffre d'affaires de la filiale. Les règles de facturation sont identiques pour toutes les filiales/franchises et font l'objet de conventions. Les facturations entre filiales sont essentiellement composées de ventes de tôles entières et de tôles découpées. Les prix sont généralement définis par les dirigeants des filiales entre eux sans l'intervention de JACQUET Metals. Il peut exister des règles de partage de marge entre certaines filiales en charge de la découpe et d'autres en charge de la commercialisation. Le cas échéant, la règle de partage de marge est fixée par JACQUET Metals.

Des prestations de service sont facturées par la société JACQUET International aux filiales détenues par elle. Cette société a pour unique activité la gestion d'une partie des filiales étrangères du Groupe.

2.3 / relations mère-filiales

JACQUET Metals n'est pas uniquement une société Holding, mais assure également une activité de prestataire de service pour le compte de ses filiales, visant à optimiser leurs coûts en leur faisant bénéficier d'avantages économiques. Le chiffre d'affaires de JACQUET Metals est ainsi constitué principalement de prestations de direction (corporate fees) et de prestations informatiques (IT fees), facturées directement ou indirectement à toutes les filiales/franchises du Groupe, selon des critères identiques.

Le Groupe JACQUET Metals compte 38 filiales, toutes contrôlées majoritairement, réparties dans 20 pays. Le tableau des filiales et la liste des pays dans lesquels elles sont implantées sont donnés dans l'annexe aux comptes consolidés au paragraphe 3.3 page 78. Les résultats de ces filiales et les commentaires significatifs sur leur activité sont donnés au paragraphe 4 des informations sur le Groupe dans le Rapport de Gestion page 40. La liste des mandats exercés par les dirigeants mandataires sociaux et les administrateurs de la société mère dans les filiales du Groupe est donnée au paragraphe 15 des informations sur la société mère dans le Rapport de Gestion page 65.

Le Groupe contrôle des filiales présentant des intérêts minoritaires. Il s'agit des sociétés suivantes : JACQUET Finland (FI), JACQUET Metallservice (AT), JACQUET Osiro (CH), JACQUET Nederland (NL), JACFRIESLAND (NL), JACQUET Steinau (DE), JACQUET Berlin (DE), JACQUET s.r.o (CZ), JACQUET Iberica (ES), ERDBRÜGGER Metallservice (DE), JACQUET Norge (NO), JACQUET Shanghai (CN), JACQUET Mid Atlantic (Etats-Unis), JACQUET Houston (Etats-Unis), JACQUET Midwest (Etats-Unis), JACQUET West (Etats-Unis), JACQUET Nordpol (PL), JACQUET Portugal (PT), JACQUET Italtaglio (IT), et JACQUET UK (GB). Les pourcentages de détention sont indiqués au paragraphe 2.1.

L'actionnariat minoritaire est composé des dirigeants des franchises à l'exception de JACQUET Osiro (CH), ERDBRÜGGER Metallservice (DE) et JACQUET Norge (NO).

Les valeurs en consolidation s'analysent comme suit :

Valeurs en consolidation en K€	Filiales détenues avec un actionnaire minoritaire	Filiales détenues sans associé	Société cotée	Total consolidé
Actif immobilisé net (y compris écarts d'acquisition)	20 974	12 310	40 466	73 750
Dettes financières	12 162	10 339	73 292	95 794
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 990	16 036	7 126	31 152
Dividendes versés en 2008 à la société cotée	-	-	15 975	-

17

Des pactes d'actionnaires existent entre JACQUET Metals et les actionnaires minoritaires des franchises suivantes : JACQUET Finland (FI), JACQUET Metallservice (AT), JACQUET Osiro (CH), JACQUET Nederland (NL), JACQUET Steinau (DE), ERDBRÜGGER Metallservice (DE), JACQUET Norge (NO), JACQUET Berlin (DE), JACQUET Iberica (ES), JACFRIESLAND (NL), JACQUET s.r.o (CZ), JACQUET Mid Atlantic (Etats-Unis), JACQUET Nordpol (PL), JACQUET Portugal (PT), JACQUET Italtaglio (IT) et JACQUET UK (GB).

Ces pactes visent à arbitrer les intérêts des parties en cas de volonté de désengagement ou de conflit. A l'exception du pacte de JACQUET Finland (FI), il n'existe pas de stipulations susceptibles d'avoir un impact sur JACQUET Metals.

Ces pactes ne traitent en aucune manière de modalités touchant à la vente ou à l'achat d'actions de la société JACQUET Metals.

3 / les infrastructures

3.1 / les actifs du Groupe

Ils sont principalement composés de bâtiments, de machines de découpe et d'outils de maintenance (ponts roulants et chariots élévateur).

3.1.1 / le parc machines

Le parc machines est composé d'une centaine de machines dont les capacités de découpe sont comprises entre 1 et 300 mm d'épaisseur de tôle. Quatre procédés de découpe sont utilisés : la découpe à la scie, à l'eau, au plasma et au laser.

Le parc machines appartient en pleine propriété au Groupe, à l'exception de matériels financés en location financement pour un montant de 1 250 K€ au 31 décembre 2008 (cf. paragraphe 7.1 de l'annexe aux comptes consolidés page 91).

La durée d'utilisation moyenne du parc machines est de l'ordre de 10 ans.



renseignements concernant l'activité de la société

3.1.2 / l'immobilier au 31 décembre 2008

18

	Occupant		Superficie		Renouvellement du bail	Loyer annuel HT en K€
	Locataire	Propriétaire	Terrain	Bâtiment		
JACQUET Metals (Saint-Priest)	•		38 605 m ²	10 969 m ²	31.12.2011	369
JACQUET Paris ¹		•	10 000 m ²	2 639 m ²	-	-
FRANCE INOX	•		7 870 m ²	2 500 m ²	31.12.2011	103
OSS		•	10 000 m ²	2 000 m ²	-	-
DETAIL INOX	•		1 600 m ²	3 490 m ²	30.09.2011	77
JACQUET Benelux		•	10 000 m ²	3 360 m ²	-	-
JACQUET UK		•	17 000 m ²	2 000 m ²	-	-
JACPOL		•	12 214 m ²	3 941 m ²	-	-
JACQUET Osiro	•		940 m ²	700 m ²	01.12.2009	87
JACQUET Finland		•	25 397 m ²	2 340 m ²	-	-
JACQUET Nova	•		3 500 m ²	880 m ²	30.06.2013	85
JACQUET Sverige		•	12 483 m ²	1 957 m ²	-	-
JACFRIESLAND		•	13 000 m ²	5 000 m ²	-	-
JACQUET Shanghai		•	20 300 m ²	4 740 m ²	-	-
JACQUET Iberica		•	9 000 m ²	1 500 m ²	-	-
JACQUET Mid Atlantic	•		-	6 503 m ²	30.06.2009	139
JACQUET Midwest	•		14 248 m ²	6 410 m ²	30.09.2012	130
JACQUET Houston	•		6 798 m ²	2 081 m ²	01.02.2012	107
JACQUET West	•		18 580 m ²	7 525 m ²	31.03.2011	393
JACQUET Jesenice		•	5 663 m ²	247 m ²	-	-
JACQUET Metallservice		•	2 811 m ²	1 395 m ²	-	-
JACQUET Berlin		•	4 736 m ²	1 800 m ²	-	-
JACQUET Italtaglio		•	3 700 m ²	2 000 m ²	-	-

¹ JACQUET Paris loue l'immobilier du site de Lizy à la SCI du Canal appartenant à JACQUET Metals.

3.1.3 / contraintes environnementales pouvant influencer l'utilisation faite par l'émetteur de ses immobilisations corporelles

Néant.

3.1.4 / actifs appartenant directement ou indirectement aux dirigeants mandataires sociaux et exploités dans le cadre de l'activité du Groupe

Cette information est donnée au paragraphe 13 des informations sur la société mère dans le Rapport de Gestion page 60 et au paragraphe 12.2.1 de l'annexe aux comptes consolidés page 108.

3.2 / agréments et certifications du Groupe

Société	Certification ISO 9001	Organisme certificateur	Date de reconduction
JACQUET SAS (Saint-Priest)	oui	TÜV-CERT (Saarland)	06.2010
JACQUET Paris	oui	TÜV-CERT (Saarland)	09.2009
OSS	oui	TÜV-CERT (Rheinland)	01.2009
JACPOL	oui	TÜV-CERT (TUV NORD)	11.2009
JACQUET Benelux	oui	TÜV-CERT (Saarland)	09.2009
JACQUET Sverige	oui	DNV	06.2009

3.3 / les marques

Le Groupe est propriétaire de l'ensemble des marques nécessaires à son exploitation (JACQUET, QUARTO...). Ces marques ne sont pas activées.

3.4 / ressources humaines

La répartition du personnel par catégorie s'analyse comme suit :

Effectif moyen	2008	2007
Cadres	54	52
Employés	217	179
Ouvriers	179	149
Total	450	380

Le taux de départ dans l'entreprise hors éléments non récurrents est faible. Il est inférieur à 10% par an sur les 2 dernières années.

La rémunération brute moyenne par personne a évolué de la manière suivante sur les deux dernières années :

en K€ / an	2008	2007
Fixe + variable	34	40
Fixe	31	32
Taux de charges sociales	29,2%	30,0%



renseignements concernant l'activité de la société

4 / historique

20

- 1962** — Création à Lyon par Michel Jacquet, père de l'actuel dirigeant, des Etablissements JACQUET dont la spécialité est le découpage à façon des métaux.
- 1977** — Ouverture à Lizy-sur-Ourcq (77) d'un deuxième site de parachèvement.
- 1986** — Apport par Michel Jacquet des fonds de commerce Saint-Priest et Lizy à JACQUET SA.
- 1988** — Création en Allemagne d'une filiale commerciale, JACQUET Deutschland.
 - Acquisition de FFF (Fabrication Française de Fonds) et de ses filiales, FORME et OSS (Oxycoupage Sciage Service).
- 1991** — Création d'une joint-venture en Espagne (JACQUET Iberica), devenue franchise à 70 % en 1993.
 - Création de JACQUET Benelux, centre de distribution.
- 1993** — Le 23 décembre 1993, Éric Jacquet devient actionnaire majoritaire (51 %) de JACQUET SA qui est alors la société-mère du Groupe.
- 1994** — Création de JACQUET Industries, détenue à 100 % par Éric Jacquet.
 - Rachat par JACQUET Industries des 49 % encore détenus par Michel Jacquet dans JACQUET SA.
- 1997** — Création de JACQUET Nederland.
 - Rachat de FFF et de ses filiales par JACQUET Industries.
 - 23 octobre : entrée de JACQUET Industries au Second Marché de la Bourse de Paris. Le public détient 15 % du capital.
- 1998** — Création de JACQUET UK (Angleterre), centre de distribution.
 - Création de JACPOL (Pologne), centre de distribution.
 - Création de JACQUET Polska (Pologne), filiale commerciale.
 - Reprise des actifs de BEYER devenant JACQUET Steinau (Allemagne).
 - Rachat des 90 % du capital de FRANCE INOX détenus par des tiers.
- 1999** — Cession de l'activité aluminium (département intégré de JACQUET SA).
 - Prise de participation (51 %) dans JACQUET Osiro (Suisse). Les 49 % restant sont détenus par FA (Flaschenfabrik Angeinstein GmbH).
- 2000** — Création de JACQUET Finland (Finlande), centre de distribution.
 - Création d'une franchise en Autriche, JACQUET Metallservice.
- 2001** — Création de 3F et apport de l'activité industrielle et commerciale de FFF à 3F.
 - Création de JACQUET Nova en Italie, centre de distribution.
- 2002** — Acquisition de la société SVETSPRODUKTER-JACQUET (Suède) en janvier, devenue par la suite JACQUET Sverige (centre de distribution).
 - Acquisition de la société DETAIL INOX (France) en avril.
- 2003** — Création d'une filiale commerciale en République Tchèque, JACQUET s.r.o.
 - Transformation du bureau de vente de Budapest en filiale commerciale, JACQUET Magyarorszag.
 - Création de QUARTO Nordic en Suède : plateforme de stockage et de distribution de tôles inox.
 - Création de JACQUET Danmark, filiale commerciale.
- 2004** — Création d'un centre de distribution aux Pays-Bas, JACFRIESLAND, dédié à la découpe laser.
 - Rachat par JACQUET Industries de 40 % des parts de JACQUET Danmark.
 - Création de JACSLO en Slovénie.
 - Prise de participation à hauteur de 51 % dans ERDBRÜGGER METALLSERVICE en Allemagne.
 - Création de JACQUET Shanghai Special Alloy Processing en Chine, centre de distribution.
 - Création de QUARTO Europe à Lyon : plateforme de stockage et de distribution de tôles inox.
 - Cession de la société FORME.
- 2005** — Création d'une nouvelle franchise en Allemagne, JACQUET Berlin.
 - Création d'une franchise en Norvège, JACQUET Norge.
 - Ouverture d'un bureau commercial à Gdansk (Pologne).

- 2006** – Création de JACQUET Mid Atlantic (Etats-Unis), centre de distribution.
- Création de JACQUET Houston (Etats-Unis), centre de distribution.
- JACQUET Industries devient **JACQUET Metals**.
- Création de JACQUET Lyon, filiale commerciale.
- Cession de la société 3F.
- 2007** – Création de JACQUET Export (France), filiale commerciale.
- Création de JACQUET Nordpol (Pologne), franchise.
- Création de JACQUET Portugal, franchise.
- Création de JACQUET Romania, franchise.
- Création de JACQUET Midwest (Etats-Unis), centre de distribution.
- Création de JACQUET Italtaglio (Italie), centre de distribution.
- 2008** – Création de JACQUET West (Etats-Unis), centre de distribution.
- JACSLO devient JACQUET Jesenice, filiale commerciale.
- Cession de JACQUET Romania (Roumanie).

5 / administration et direction

5.1 / conseil d'administration

Il est composé des membres suivants :

Nom	Fonction	Date de nomination	Échéance	Nombre d'actions détenues	Expérience professionnelle
Éric Jacquet	Président	23.06.2003	2009	5	- Autodidacte. - Président du Conseil d'Administration depuis 1994. - A effectué toute sa carrière au sein du Groupe JACQUET Metals.
Michel Perrin	Administrateur	23.06.2003	2009	1	- Retraité du Groupe JACQUET Metals depuis 2008.
Philippe Goczol	Directeur Général Délégué	13.06.2008	2014	1	- Directeur Général Délégué du Groupe depuis 2008. - Directeur Général du Groupe entre 2004 et 2008. - Directeur du développement du Groupe entre 2001 et 2004. - Directeur des ventes Industeel (ex CLI-FAFFER) entre 1998 et 2001. - Fondateur de pouvoir FAFER entre 1988 et 1998.
Jean Révérand	Administrateur	23.06.2003	2009	1	- Responsable des Achats Groupe depuis 1990. - Auparavant Responsable zone export chez Brossette Sovema – Export.



renseignements concernant l'activité de la société

22

La liste des mandats exercés par les dirigeants mandataires sociaux et les administrateurs dans et en dehors du Groupe est communiquée au paragraphe 15 des informations sur la société mère dans le Rapport de Gestion page 65.

L'adresse professionnelle des membres du Conseil d'Administration est la suivante : Rue Michel Jacquet 69800 Saint Priest, France.

Les rémunérations et avantages de toute nature, directs et indirects, des membres du Conseil d'Administration sont présentés au paragraphe 13 des informations sur la société mère dans le Rapport de Gestion page 60.

Il est précisé qu'il existe un lien de parenté entre Monsieur Eric Jacquet et Monsieur Michel Perrin.

5.2 / équipes de direction

Elles se répartissent comme suit :

5.2.1 / directions opérationnelles

Eric Jacquet	Président Directeur Général
Philippe Goczol	Directeur Général Délégué
Jean-Luc Vogt	Directeur opérationnel
François Bujadoux	Directeur d'exploitation
Robert Babolat	Responsable d'exploitation

5.2.2 / directions fonctionnelles

Thierry Philippe	Directeur financier
Patrick Guien	Directeur informatique
Jean Révérand	Responsable logistique et achats
Patrick Vaucher	Responsable assurance qualité

5.2.3 / directions des filiales

William Casson	JACQUET Paris
Philippe Pourre	FRANCE INOX
Philippe Allaix	OSS
Raphaëlle Alberti, Hervé Deymonnaz	DETAIL INOX
Christian Chazel	JACQUET Lyon
Ljupka Nikolova	JACQUET Jesenice (ex JACCSLO)
Daniel Gaspard	JACQUET Benelux
Keith Bonnington	JACQUET UK
Klaus Bökels	JACQUET Deutschland
Jean-Luc Vogt	JACQUET Steinau
Mirosław Machowski	JACQUET Polska / JACPOL
Lester De Jong, Ron Kras	JACQUET Nederland
Renze De Graaf	JACFRIESLAND
Robert Müller	JACQUET Osiro
Ilkka Jauhiainen	JACQUET Finland
Günter Räjnoch	JACQUET Metallservice
Alfonso Abad Olalla, Daniel Lopez	JACQUET Iberica
Alessandro Torriani	JACQUET Nova
Hans Mattsson	JACQUET Sverige
François Bujadoux	JACQUET Magyarorszag
Ivan Burda	JACQUET s.r.o.
Hans Mattsson	QUARTO Nordic

Monika Erdbrügger
 Paul Chen / Wu Shiqiang
 Philippe Goczol
 Dominik Misselhorn
 JACQUET Metals / Wave Holding
 Terry Engle
 Matt Budzisz
 Dan Chatterton
 Kevin McKown
 José Alberto
 Sulekha Prasad
 Giorgio Ventura
 Andrzej Zastawny

ERDBRÜGGER Metallservice
 JACQUET Shanghai Special Alloy Processing
 QUARTO Europe
 JACQUET Berlin
 JACQUET Norge
 JACQUET Mid Atlantic
 JACQUET Houston
 JACQUET Midwest
 JACQUET West
 JACQUET Portugal
 JACQUET Export
 JACQUET Italtaglio
 JACQUET Nordpol

5.3 / fonctionnement des organes de direction

Le fonctionnement des organes de direction et les règles relatives au gouvernement d'entreprise sont détaillés dans le rapport du Président du Conseil d'Administration relatif aux conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil et aux procédures de contrôle interne.

5.4 / conventions

Les conventions faisant l'objet d'une procédure réglementée sont données dans le rapport spécial des Commissaires aux Comptes. Aucune convention et aucun prêt n'a été conclu entre JACQUET Metals et ses administrateurs et actionnaires.

6 / évolution récente

Le communiqué de presse du 12 mars 2009 est rappelé ci-dessous :

Des résultats 2008 impactés par la dégradation du marché en 2009

en millions d'euros	2008	2008 retraité*	2007	T4 2008	T4 2008 retraité*
chiffre d'affaires	238,0	238,0	301,9	49,9	49,9
résultat opérationnel	6,6	15,0	50,5	(6,7)	1,7
résultat financier	(1,2)	(1,2)	(2,3)	(1,0)	(1,0)
résultat net consolidé	0,5	9,0	33,8	(8,1)	0,3
résultat net part du Groupe	0,4	7,5	30,1	(6,7)	0,4
endettement net :	64,6 M€				
gearing :	84,0%				
gearing hors participation IMS :	6,9%				

* retraité des éléments non récurrents principalement liés à la dégradation des conditions de marché en 2008 qui s'accroît début 2009 : dépréciation des stocks et non activation de reports fiscaux déficitaires.



renseignements concernant l'activité de la société

24

Hors éléments non récurrents, le résultat opérationnel 2008 ressort à 1,7 millions d'euros pour le quatrième trimestre et à 15 millions d'euros pour l'ensemble de l'exercice.

Les conditions de marché de l'exercice ont été difficiles et plus particulièrement au quatrième trimestre, caractérisé par une forte baisse des prix de vente et un ralentissement de la demande. La stratégie de développement en Amérique et en Asie a porté ses fruits avec des ventes qui ont représenté 12,5% de l'activité contre 6% en 2007 et a permis d'augmenter les volumes de tôles découpées, cœur de métier du Groupe, de 3% par rapport à 2007. Pris globalement et comparés à 2007, les volumes distribués sont inférieurs de 8% en raison de la faible activité dans les tôles vendues sans transformation.

Début 2009, les conditions de marché sont extrêmement dégradées et le Groupe n'anticipe pas d'amélioration avant le second semestre. En effet, alors qu'à l'achat les prix des métaux approchent leurs points bas, les prix de vente à la clientèle chutent dans un climat de concurrence exacerbée et des volumes très faibles. Prenant en compte ces éléments, le Groupe a déprécié ses stocks de 11,6 millions d'euros soit près de 14% de leur valeur brute. De même, le Groupe n'a pas enregistré pour les filiales les plus récemment créées certains produits d'impôts différés sur reports déficitaires pour un montant de 2,4 millions d'euros.

A l'issue de ces opérations le résultat net consolidé 2008 ressort à 0,5 million d'euros.

Au cours de l'exercice 2008, JACQUET Metals a acquis une participation de 23,17% dans IMS (FR0000033904) pour un montant de 58 millions d'euros. Au 31 décembre 2008, la baisse du cours de l'action IMS par rapport au prix moyen d'achat dégrade les capitaux propres du Groupe de 19 millions d'euros. Hors effet de la participation dans IMS, l'endettement net au 31 décembre 2008 s'élève à 6,6 millions d'euros et le gearing à 6,9%.

En 2008, JACQUET Metals a généré 28,5 millions d'euros de trésorerie d'exploitation ; au 31 décembre la trésorerie active s'élève à 31 millions d'euros.

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale du 23 juin 2009 le vote d'un dividende de 1 euro par action.

renseignements généraux

26

1 / informations concernant l'émetteur

Dénomination sociale

JACQUET Metals

Siège social

Rue Michel Jacquet – BP 61 – F-69802 SAINT-PRIEST Cedex

Date de création

14 mars 1994

Durée

La société a une durée de vie qui expire le 13 avril 2093, soit 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

Immatriculation

La société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro B 394 672 166. Son code APE est 741J, correspondant à l'activité : Administration d'entreprises.

Forme juridique

Société Anonyme

Lieu où peuvent être consultés les documents et renseignements relatifs à la société

Les statuts, comptes et rapports, procès-verbaux d'Assemblées Générales qui en application de la législation sur les sociétés commerciales sont mis à disposition des actionnaires et du public, peuvent être consultés au siège social de la société.

Objet social (article 2 des statuts)

La société a pour objet :

- l'achat, la revente, la fabrication, le négoce, tant en France qu'à l'étranger, pour elle-même et/ou pour le compte de tiers, de tous produits métallurgiques,
- la fabrication de pièces découpées à usage industriel en tous alliages, notamment aciers inoxydables et alliages de nickel,
- la définition de la stratégie du Groupe, tant en France qu'à l'étranger,
- l'animation de l'ensemble de ses filiales notamment aux niveaux industriel, financier, logistique et informatique,
- la création, l'acquisition, l'exploitation, la vente, la prise ou la dation à bail de tous établissements industriels ou commerciaux se rattachant à cet objet,
- l'acquisition par voie d'achat, d'apport, de souscription au capital, l'administration, la gestion de toutes parts ou actions de sociétés civiles, de sociétés à responsabilité limitée, ou sociétés anonymes, ainsi que de toutes valeurs mobilières dans le cadre de la gestion d'un portefeuille, la prise de participation dans toutes sociétés quel que soit son objet et sa forme,
- et généralement toutes opérations financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet social et à tous objets similaires ou connexes, ou susceptibles d'en faciliter l'application et le développement, le tout tant pour elle-même que pour le compte de tiers ou en participation sous quelque forme que ce soit.

Exercice social (article 5 des statuts)

Du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année.

Assemblées Générales (articles 30 à 32 des statuts)

Les Assemblées Générales sont convoquées dans les conditions fixées par la loi. Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation. Tout actionnaire a le droit de participer aux Assemblées sur justification de son identité et de l'inscription de ses actions dans les comptes de la société. La compétence des Assemblées ordinaires, extraordinaires ou spéciales est celle prévue par la loi.

Il est justifié du droit de participer aux Assemblées Générales de la Société par l'enregistrement comptable des actions au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte (dans les conditions prévues par la loi) au troisième jour ouvré précédent l'assemblée à zéro heure, heure de Paris :

- pour les actionnaires nominatifs : dans les comptes titres nominatifs tenus par la Société,
- pour les actionnaires au porteur : dans les comptes titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Le cas échéant, les propriétaires d'actions nominatives ou au porteur devront en outre, trois jours avant la réunion de l'assemblée, avoir déposé une formule de procuration ou de vote par correspondance, ou le document unique en tenant lieu, ou, si le Conseil d'Administration en a décidé, une demande de carte d'admission. Toutefois, le Conseil d'Administration aura toujours, s'il le juge convenable, la faculté d'abrégé ce délai. Il aura aussi la faculté d'autoriser l'envoi par transmission (y compris par voie électronique) à la Société des formules de procuration et de vote par correspondance dans les conditions légales et réglementaires en vigueur.

Répartition des bénéfices (article 40 des statuts)

Le compte de résultat, qui récapitule les produits et les charges de l'exercice, fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice. Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fond de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fond de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice disponible est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

L'Assemblée Générale a la faculté de reporter à nouveau ce bénéfice ou de l'affecter en totalité ou en partie à la dotation de tous fonds de réserve. Elle peut également prélever sur ce bénéfice un dividende réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux. En outre, l'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle. Dans ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque l'actif net est ou deviendrait à la suite de celle-ci inférieur au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.



renseignements généraux

28

Paiement du dividende (article 41 des statuts)

L'Assemblée Générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

Droits attachés aux actions (articles 7 et 14 des statuts)

Toutes les actions sont de même catégorie et bénéficient des mêmes droits, tant dans la répartition des bénéfices que dans le boni de liquidation.

Droits de vote et droits de vote doubles (article 14 des statuts)

Lors du vote aux Assemblées, chaque action donne droit à une voix. L'Assemblée Générale en date du 18 septembre 1997 a instauré un droit de vote double bénéficiant à toute action détenue nominativement par un même actionnaire depuis au moins deux ans à compter du 18 septembre 1997.

En cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes d'émission, ce droit de vote double sera conféré, dès leur émission, aux actions nominatives, attribuées gratuitement à un actionnaire de la société à raison d'actions anciennes pour lesquelles ce dernier bénéficierait déjà de ce droit.

Le transfert par quelque moyen dans quelque condition que ce soit ainsi que la conversion de l'action au porteur mettra fin de plein droit au droit de vote double qui s'y rattache, hors les cas visés à l'article L225-124 du code de commerce.

Franchissement de seuil

Les statuts ne prévoient aucune disposition particulière. Les seuils de déclaration sont les seuils légaux. Les franchissements, à la hausse ou à la baisse des seuils prévus par la loi, doivent être déclarés par tout actionnaire auprès de l'Autorité des Marchés Financiers, selon les dispositions légales en vigueur. L'absence de déclaration entraîne l'application des dispositions légales en vigueur.

2 / renseignements concernant le capital social

Capital social

Le capital social de la société est de 15 000 000 euros divisé en 2 090 000 actions sans expression de leur valeur nominale, entièrement libérées, toute de même catégorie.

Négociabilité des actions – Place de cotation (article 12 des statuts)

Toutes les actions sont librement cessibles et cotées sur NYSE Euronext depuis le 23 octobre 1997.

Forme et mode d'inscription en compte des actions (article 11 des statuts)

Après l'introduction en Bourse, et conformément aux dispositions de l'article 94-II de la loi n°81-1160 du 30 décembre 1980 (loi de finance pour 1982) et du décret 83-359 du 2 mai 1983 relatif aux régimes des valeurs mobilières, les droits des titulaires sont représentés par une inscription en compte à leur nom :

- s'agissant des actions nominatives, en compte nominatif pur auprès de la société ou en nominatif administré auprès d'un intermédiaire habilité,
- s'agissant de titres au porteur, chez l'intermédiaire de leur choix.

Lors de l'Assemblée Générale du 18 septembre 1997, l'article 11 des statuts de la société a été modifié afin que la société puisse demander à tout moment, dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, à EUROCLEAR, le nom ou, s'il s'agit d'une personne morale, la dénomination, la nationalité et l'adresse des détenteurs de titres conférant, immédiatement ou à terme, le droit de vote dans ses propres assemblées d'actionnaires ainsi que la quantité de titres détenus par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés. Les actions sont admises aux opérations EUROCLEAR.

Capital potentiel : Néant

Évolution du capital de JACQUET Metals

Date	Opération	Augmentation de capital en nominal en €	Prime d'émission ou d'apport en €	Nombre de titres émis	Montant cumulé (A)/(B)		
					en € (A)	en titres (B)	
15.03.94	Création ¹	38 112	-	25 000	38 112	25 000	1,52
30.06.94	Apports en nature ²	2 652 613	-	1 740 000	2 690 725	1 765 000	1,52
23.10.97	Augmentation de capital en numéraire ³	495 459	3 319 577	325 000	3 186 184	2 090 000	1,52
01.06.01	Transformation du capital en euros ⁴	4 313 816	(3 319 577)	-	7 500 000	2 090 000	3,59
13.06.08	Augmentation de capital par incorporation de réserves ⁵	7 500 000	-	-	- 15 000 000	2 090 000	7,18

¹ suivant Assemblée Constitutive du 15.03.94

² suivant décision Assemblée Générale Extraordinaire du 30.06.94

³ suivant Assemblée Générale Mixte du 18.09.97

⁴ suivant Assemblée Générale Mixte du 01.06.01

⁵ suivant Assemblée Générale Mixte du 13.06.08

Le nombre de titres est inchangé depuis octobre 1997.

Répartition du capital et des droits de vote sur les trois derniers exercices

	Au 31.12.2008			Au 31.12.2007			Au 31.12.2006		
	Nombre d'actions	% capital	% droits de vote	Nombre d'actions	% capital	% droits de vote	Nombre d'actions	% capital	% droits de vote
JSA ⁴	1 281 655 ¹	61,32	75,09	1 139 296 ²	54,51	70,54	1 347 600 ³	64,48	77,55
Public ⁵	802 464	38,40	24,91	950 704	45,49	29,46	742 400	35,52	22,45
Jacquet Metals ⁶	5 881	0,28	-	-	-	-	-	-	-
Total	2 090 000	100	100	2 090 000	100	100	2 090 000	100	100

¹ dont 1 139 296 actions ayant un droit de vote double

² dont 1 137 410 actions ayant un droit de vote double

³ dont 1 217 410 actions ayant un droit de vote double

⁴ JSA est une société anonyme de droit belge détenue par Eric Jacquet, immatriculée à Liège sous le n°162 301 RCS Liège - Belgique

⁵ actionnaires individuels

⁶ auto-contrôle



renseignements généraux

30

Le 7 août 1998, Monsieur Eric Jacquet a fait apport à la société JSA de 1 567 000 actions et autant de droits de vote de JACQUET Metals sur les 1 764 994 actions dont il était propriétaire. Cette opération n'a pas eu d'effet sur le contrôle final de JACQUET Metals, Monsieur Eric Jacquet détenant 99,99% du capital et des droits de vote de JSA.

Les pourcentages en droits de vote ont fait l'objet d'une déclaration auprès de l'Autorité des Marchés Financier le 22 juillet 2008 qui fait état d'un capital composé de 2 090 000 actions et d'un nombre total de 3 227 418 droits de vote. Une déclaration mensuelle est effectuée chaque fois que les droits de vote et le nombre d'actions ont varié par rapport à ceux publiés antérieurement.

Au 31 décembre 2008, la société est contrôlée à hauteur de 61,32 % du capital et 74,95 % des droits de vote théoriques par son actionnaire majoritaire, JSA, elle-même détenue à 99,99 % par Monsieur Eric Jacquet ; en dehors des protections légales prévues par le code de commerce, il n'existe pas de mesure particulière prise en vue d'assurer que ce contrôle ne soit pas exercé de manière abusive.

Au 12 mars 2009, JSA détient 61,34 % du capital et 74,97 % des droits de vote théoriques.

L'information concernant l'identité des détenteurs du capital dépassant les seuils légaux est donnée au paragraphe 9 des informations sur la société mère dans le Rapport de Gestion, page 58.

Nantissement des actions

Aucune action de la société ne fait l'objet de nantissement ou de quelque garantie que ce soit.

Pacte d'actionnaires

Il n'existe pas de pacte d'actionnaires.

Titres non représentatifs du capital

Néant.

Obligations convertibles échangeables ou remboursables en titres donnant accès au capital

Néant.

Rachat par la société de ses actions

L'Assemblée Générale du 13 juin 2008 a autorisé le Conseil d'Administration à faire acheter par la société ses propres actions en vue de :

- Permettre la mise en œuvre de tout plan d'attribution gratuite d'actions au profit de salariés et/ou dirigeants sociaux de la société et/ou des sociétés de son Groupe,
- Permettre l'animation du marché ou la liquidité de l'action par un prestataire de services d'investissement intervenant dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers,
- La conservation pour la remise d'actions à titre d'échange ou de paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe, conformément aux pratiques de marché reconnues et à la réglementation applicable.

- L'assemblée a fixé :
- Le prix maximum d'achat à 130 € par action,
 - Le nombre maximum d'actions à acquérir à 10 % du nombre total des actions composant le capital social au 31 décembre 2007 soit 209 000 actions, pour un montant maximal de 27 170 000 €, sous réserve des limites légales,
 - La durée de cette autorisation à dix-huit mois à compter du 13 juin 2008.

Au 31 décembre 2008, la société a procédé au rachat de 5 881 actions.

3 / dividendes

Exercices ¹	Dividende net	Avoir fiscal	Dividende global
2008 ²	1,00 €	– €	1,00 €
2007	2,25 €	– €	2,25 €
2006	2,70 €	– €	2,70 €
2005	1,35 €	– €	1,35 €
2004	1,00 €	– €	1,00 €

¹ exercice au titre duquel le dividende a été mis en paiement

² proposition soumise au vote de l'Assemblée Générale du 23 juin 2009

4 / politique d'investissements

Investissements du Groupe (en K€)	Total	Dont corporels	Dont financiers
2008	65 385	7 059	58 087 ¹
2007	11 977	10 269	1 708 ²
2006	6 334	5 908	426 ³
2005	4 566	4 186	108 ⁴
2004	8 020	4 228	3 724 ⁵

¹ participation de 23,17% dans IMS International Metal Service.

² y compris le rachat de la participation minoritaire dans JACQUET Nova.

³ création de JACQUET Mid Atlantic Inc. et JACQUET Lyon S.A.S.U.

⁴ création de JACQUET Norge AS et JACQUET Berlin GmbH.

⁵ y compris les créations de JACQUET Shanghai Special Alloy Processing Co.Ltd, JACSLO d.o.o, JACFRIESLAND BV, QUARTO Europe S.A.S.U et la prise de participation dans ERDBRÜGGER METALLSERVICE GmbH.

Le Groupe JACQUET Metals ne procède, du fait de son activité même, à aucun investissement de recherche et de développement.

Les investissements corporels du Groupe sont constitués essentiellement de bâtiments et d'équipements de parachèvement (matériels de découpe, de stockage et de manutention). Le lancement d'un second centre de distribution en Italie, JACQUET Italtaglio, les travaux d'agrandissement du centre de distribution hollandais et la création de JACQUET West aux Etats-Unis représentent plus de la moitié des investissements corporels de l'exercice 2008. Ces investissements sont financés par des avances de trésorerie consenties par JACQUET Metals (JACQUET West), par emprunt bancaire (JACFRIESLAND) ou les deux (JACQUET Italtaglio).



renseignements généraux

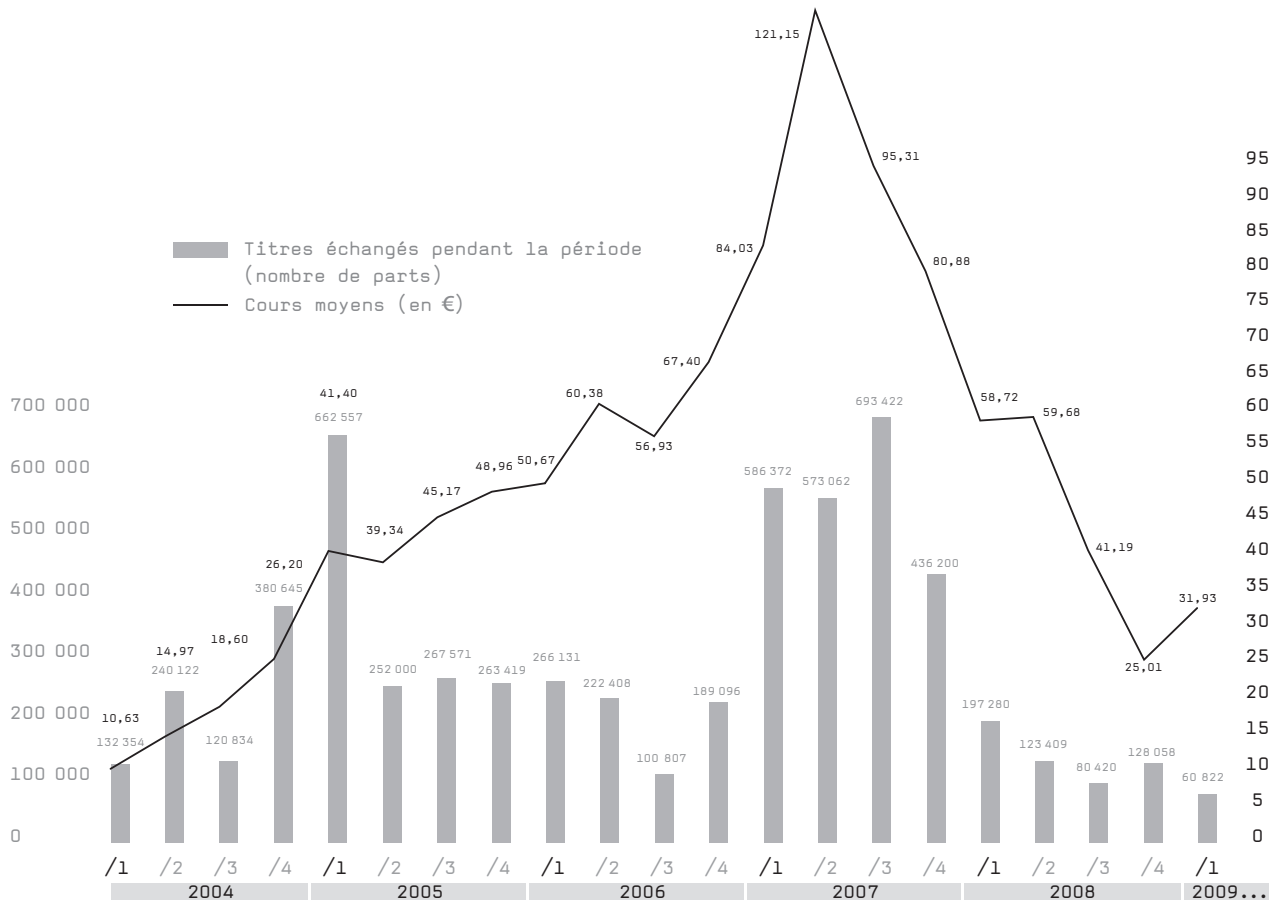
32

Au cours du second semestre 2008, JACQUET Metals a acquis une participation de 23,17 % dans la société cotée IMS International Metal Service (FR0000033904). Au 31 décembre 2008, cet investissement est financé au moyen de trois crédits amortissables, tirables par billets, pour un montant total de 32 millions d'euros (dont 30,4 millions d'euros utilisés au 31 décembre 2008). Le 2 janvier 2009, un quatrième crédit amortissable a été mis en place pour un montant de 20 millions d'euros portant le financement de cette participation à 52 millions d'euros, soit 90% de l'investissement. Les remboursements de ces crédits amortissables s'échelonnent trimestrielle-ment jusqu'en 2014.

5 / bourse et actionariat

JACQUET Metals est coté sur NYSE Euronext depuis le 23 octobre 1997 (code ISIN FR0000038747-JCQ) ; compartiment C.

Données boursières sur les cinq dernières années
(Source NYSE Euronext)



Synthèse des données boursières sur les cinq derniers exercices
(Source NYSE Euronext)

en euros	2008	2007	2006	2005	2004
Nombre d'actions (au 31 décembre)	2 090 000	2 090 000	2 090 000	2 090 000	2 090 000
Cours le plus haut	75,65	133,90	74,95	54,00	33,20
Cours le plus bas	18,70	65,94	47,00	33,03	7,07
Cours moyen de l'année	46,15	95,34	58,85	43,72	17,65
Dernier cours de l'année	29,00	73,00	70,90	49,15	33,20
Capitalisation boursière (au dernier cours de l'année)	60 610 000	152 570 000	148 181 000	102 723 500	69 388 000

33

Evolution des cours et volumes sur l'exercice 2008 et le premier trimestre 2009
(Source NYSE Euronext)

2008	Nombre de titres échangés	Moyenne par séance	Cours en euros		
			plus bas	moyen	plus haut
Janvier	102 132	4 642	42,72	60,19	75,65
Février	51 401	2 448	49,65	55,92	69,27
Mars	43 747	2 302	52,55	60,06	67,00
Avril	41 973	1 908	54,30	58,37	65,97
Mai	37 183	1 771	57,20	62,26	65,39
Juin	44 253	2 107	49,35	58,41	63,50
Juillet	39 345	1 711	40,21	44,75	51,01
Août	6 542	312	40,30	41,84	43,50
Septembre	34 533	1 570	31,28	36,98	41,95
Octobre	53 078	2 308	18,70	25,38	32,50
Novembre	42 887	2 144	20,43	23,19	28,50
Décembre	32 093	1 528	21,30	26,45	30,00
2009	Nombre de titres échangés	Moyenne par séance	plus bas	moyen	plus haut
Janvier	16 557	828	27,12	34,25	39,90
Février	29 273	1 464	29,71	33,16	35,00
Mars	14 992	714	25,02	28,37	32,65



renseignements généraux

34

Depuis avril 2002, l'action JACQUET Metals fait l'objet d'un contrat de liquidité afin de favoriser l'animation de son titre.

En date du 31 décembre 2008, il a été mis fin au contrat de liquidité confié à la société BANQUE PRIVEE FIDEURAM WARGNY le 23 décembre 2005, puis transféré chez TSAF le 31 août 2007.

Par contrat en date du 23 février 2009 et pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction, la société JACQUET Metals a confié à SG Securities (Paris) la mise en œuvre d'un contrat de liquidité portant sur les actions ordinaires conforme à la Charte de déontologie de l'AFEI datée du 14 mars 2005 et approuvée par l'AMF par décision du 22 mars 2005, publiée au BALO du 1^{er} avril 2005.

Les sociétés de bourse Aurel Leven et SG Securities publient régulièrement des analyses sur la valeur.

6 / calendrier prévisionnel de communication financière

09.04.2009	Communiqué chiffre d'affaires au 31.03.2009
03.06.2009	Communiqué sur résultats du 1 ^{er} trimestre 2009
23.06.2009	Assemblée Générale de JACQUET Metals Exercice 2008
09.07.2009	Communiqué chiffre d'affaires au 30.06.2009
31.08.2009	Communiqué sur résultats semestriels 2009
08.10.2009	Communiqué chiffre d'affaires au 30.09.2009
Fin novembre	Communiqué sur résultats 3 ^{ème} trimestre 2009
12.01.2010	Communiqué chiffre d'affaires annuel 2009

L'ensemble des informations financières est à la disposition des investisseurs et des actionnaires sur le site Internet de la société à l'adresse suivante : www.jacquetmetals.com ou peuvent être obtenues sur simple demande auprès de la société.

Tous les éléments de communication financière sont disponibles en langue anglaise et téléchargeables sur le site Internet de la société.

Les communiqués de JACQUET Metals sont disponibles la veille (après 18h) de leur publication dans la presse financière. Ils sont adressés systématiquement à toute personne qui en fait la demande.

informations sur le Groupe

1 / présentation des comptes consolidés

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du Groupe JACQUET Metals publiés au titre de l'exercice 2008 et les comptes comparatifs au titre de l'exercice 2007 ont été préparés conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Les normes et interprétations retenues sont celles publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) avant le 31 décembre 2008 et qui sont d'application obligatoire à cette date.

2 / situation et évolution de l'activité au cours de l'exercice

2.1 / contexte général et environnement économique

Les conditions de marché de l'exercice ont été difficiles et plus particulièrement au quatrième trimestre, caractérisé par une forte baisse des prix de vente et un ralentissement de la demande. La stratégie de développement en Amérique et en Asie a porté ses fruits avec des ventes qui ont représenté 12,5% de l'activité contre 6% en 2007 et a permis d'augmenter les volumes de tôles découpées, cœur de métier du Groupe, de 3% par rapport à 2007. Pris globalement et comparés à 2007, les volumes distribués sont inférieurs de 8% en raison de la faible activité dans les tôles vendues sans transformation.

Début 2009, les conditions de marché sont extrêmement dégradées et le Groupe n'anticipe pas d'amélioration avant le second semestre. En effet, alors qu'à l'achat les prix des métaux approchent leurs points bas, les prix de vente à la clientèle chutent dans un climat de concurrence exacerbée et des volumes très faibles. Prenant en compte ces éléments, le Groupe a déprécié ses stocks de 11,6 millions d'euros soit près de 14% de leur valeur brute. De même, le Groupe n'a pas enregistré pour les filiales les plus récemment créées certains produits d'impôts différés sur reports déficitaires pour un montant de 2,4 millions d'euros.

Sur 2008, JACQUET Metals a poursuivi son développement à l'international et le montant des CAPEX (acquisitions d'immobilisations) s'élève à 7,3 millions d'euros. Deux nouveaux centres de distribution ont été lancés en 2008 :

- JACQUET West, quatrième franchise du Groupe aux Etats-Unis lancée en deux ans.
- JACQUET Italtaglio, deuxième centre de distribution en Italie.

La répartition du chiffre d'affaires a évolué comme suit au cours des deux derniers exercices :

en K€	2008	2007
Europe	205 826 86,5%	281 715 93,3%
Amérique	20 172 8,5%	9 983 3,3%
Asie	9 482 4,0%	8 233 2,7%
Autres	2 550 1,1%	1 996 0,7%
Total	238 030	301 927

Au cours du second semestre 2008, JACQUET Metals a acquis une participation de 23,17 % dans la société IMS International Metal Service (FR0000033904). L'acquisition de cette participation représente un investissement de 58 millions d'euros. La baisse du cours de l'action IMS par rapport au prix moyen d'achat dégrade les capitaux propres du Groupe de 19 millions d'euros au 31 décembre 2008.

Monsieur Eric Jacquet a informé la société qu'en date du 12 mars 2009 il détient, de concert avec JSA sa holding personnelle et JACQUET Metals, 33,19% du capital et des droits de vote de la société IMS ainsi répartis :

JACQUET Metals	23,17%
JSA	9,98%
Eric Jacquet	0,04%
Total	33,19%

L'effectif au 31 décembre 2008 s'établit à 483 personnes contre 459 personnes au 31 décembre 2007. L'effectif moyen est de 450 personnes en 2008 contre 380 en 2007. La montée en puissance des franchises américaines et de JACQUET Shanghai explique l'essentiel de cette augmentation.

2.2 / chiffres clés et commentaires

A / compte de résultat

en K€	2008	2007
Chiffre d'affaires	238 030	301 927
Marge brute	50 947	93 013
% du chiffre d'affaires	21,4%	30,8%
Résultat opérationnel	6 583	50 488
% du chiffre d'affaires	2,8%	16,7%
Résultat financier	(1 201)	(2 311)
Résultat net	510	33 774
% du chiffre d'affaires	0,2%	11,2%
Résultat net part du Groupe	385	30 141

Chiffre d'affaires

En 2008, le Groupe a rencontré des conditions de marché difficiles, particulièrement au quatrième trimestre, caractérisées par une forte baisse des prix de vente et un ralentissement de la demande. Dans ce contexte, le Groupe réalise en 2008 un chiffre d'affaires de 238 millions d'euros contre 302 millions d'euros en 2007. La distribution de tôles vendues sans transformation, plus volatile par nature que la distribution de tôles découpées et pratiquée par le Groupe principalement en période de hausse des prix, explique les deux tiers de la baisse du chiffre d'affaires. Les ventes de tôles découpées, dont les volumes augmentent de 3% en 2008, n'ont pas bénéficié d'un effet prix favorable.

Résultat opérationnel

Les conditions de marché se sont fortement dégradées début 2009 ce qui a conduit le Groupe à déprécier ses stocks de 11,6 millions d'euros soit près de 14% de leur valeur brute au 31 décembre 2008. Cette dépréciation dégrade la marge brute et le résultat opérationnel. Ce dernier s'établit à 6,6 millions d'euros contre 50,5 millions d'euros au cours de l'exercice précédent. Hors impact de cette dépréciation, le résultat opérationnel est de 15 millions d'euros.



Résultat financier

en K€	2008	2007
Coût de l'endettement	2 795	2 477
Revenu des placements	(1 451)	(1 157)
Coût de l'endettement net	1 344	1 320
Autres produits financiers	(2 978)	(2 596)
Autres charges financières	2 835	3 587
Résultat financier	(1 201)	(2 311)

Les taux d'intérêts moyen des emprunts pour les exercices 2007 et 2008 s'élèvent à 4,7%.

Le coût de l'endettement net est stable d'un exercice à l'autre.

Les autres produits financiers et les autres charges financières correspondent principalement au résultat de change.

B / bilan

en K€	2008	2007
Actif immobilisé net	73 750	32 720
Besoin en fonds de roulement	68 813	92 332
Actif	142 562	125 052
Capitaux propres	77 258	105 087
Endettement net ¹	64 642	19 166
Capitaux engagés	141 899	124 253
Provisions	663	800
Passif	142 562	125 052

¹ calculé par différence entre la dette financière (y compris les concours bancaires créditeurs) et la trésorerie

Hors investissement dans la société IMS International Metal Service, les investissements s'élèvent à 7,3 millions d'euros sur l'exercice 2008 contre 10,7 millions d'euros au cours de l'exercice précédent. Le lancement d'un second centre de distribution en Italie, les travaux d'agrandissement du centre de distribution hollandais et la création de JACQUET West représentent plus de la moitié des investissements de l'exercice. La dotation aux amortissements de l'exercice s'élève à 4,5 millions d'euros contre 3,6 millions d'euros en 2007. Cette augmentation des amortissements est principalement due aux lancements de centres de distribution en 2007 (Espagne, Autriche, Chicago - Etats-Unis) et en 2008 (Italie, Los Angeles - Etats-Unis).

La baisse des stocks de 32 millions d'euros explique l'essentiel de la diminution du besoin en fonds de roulement. Cette évolution s'explique par la diminution des volumes stockés et par l'enregistrement d'une dépréciation des stocks de 11,6 millions d'euros au 31 décembre 2008 contre 3,4 millions d'euros au 31 décembre 2007.

La participation de 23,17 % dans IMS représente un investissement de 58 millions d'euros sur l'exercice. Au 31 décembre 2008, elle est valorisée 39 millions d'euros sur la base d'un cours de bourse de 9,25 € par action.

Au 31 décembre 2008, la participation dans IMS est financée au moyen de trois crédits amortissables, tirables par billets, pour un montant total de 32 millions d'euros (dont 30,4 millions d'euros utilisés au 31 décembre 2008). Le 2 janvier 2009, un quatrième crédit amortissable a été mis en place pour un montant de 20 millions d'euros portant le financement de la participation à 52 millions d'euros, soit 90% de l'investissement. Les remboursements de ces crédits amortissables s'échelonnent trimestriellement jusqu'en 2014. Au 31 décembre 2008, la trésorerie active s'élève à 31 millions d'euros.

L'endettement net du Groupe s'élève à 64,6 millions d'euros au 31 décembre 2008. Hors effet de la participation dans IMS, l'endettement net au 31 décembre 2008 s'élève à 6,6 millions d'euros et le ratio d'endettement net sur capitaux propres à 6,9%.

Le tableau des flux de trésorerie consolidés se présente comme suit :

en M€	2008	2007
Trésorerie résultant de l'exploitation	28,5	(3,8)
Trésorerie consacrée aux investissements	(65,2)	(10,1)
dont acquisitions d'immobilisations	(7,3)	(10,7)
dont participation IMS	(58,1)	-
Trésorerie consacrée aux financements	32,8	1,6
dont dividendes	(7,1)	(7,9)
dont nouveaux emprunts	48,3	17,4
dont remboursements d'emprunts	(8,3)	(7,2)
Incidence des variations des cours des devises	(1,7)	0,1
Variation de trésorerie	(5,6)	(12,2)

La diminution des stocks a permis au Groupe de générer 28,5 millions d'euros de trésorerie d'exploitation dans un contexte de ralentissement économique.

3 / premier trimestre 2009 et développements

3.1 / activité sur le premier trimestre 2009

Début 2009, les conditions de marché sont extrêmement dégradées et le Groupe n'anticipe pas d'amélioration avant le second semestre.

3.2 / développement du Groupe

Le Groupe étudie régulièrement de nombreuses opportunités de développement (candidats à la franchise, acquisitions...) :

- En Amérique : Etats-Unis, Canada, Brésil.
- En Asie : Chine, Japon.
- En Europe : Italie, Allemagne, Pologne, Ukraine, Russie.

JACQUET Metals entend ainsi poursuivre son développement à l'international selon le modèle qui a fait son succès en Europe. JACQUET Metals a développé un business model original pour sa marque phare « JACQUET », la franchise appliquée à la distribution des métaux nobles. C'est la combinaison entre l'expertise du manager local (le franchisé) et le potentiel d'un distributeur mondial de métaux nobles. Ce modèle atypique dans la distribution des métaux est clairement mis en avant à travers un site internet dédié et un référencement ciblé, www.jacquetfranchise.com.



4 / informations concernant les filiales et franchises

JACQUET S.A.S.

La société exerce son activité dans le stockage et la distribution de tôles entières et découpées à partir de métaux nobles et vend principalement aux sociétés du Groupe. L'activité de l'exercice 2008 a été impactée par la baisse des prix des matières premières et de la demande. Les stocks ont été dépréciés de 4,3 M€ au 31 décembre 2008. Une provision pour hausse des prix de 0,2 M€ est constatée en charges exceptionnelles au 31 décembre 2008.

en K€	2008	2007
Chiffre d'affaires	63 659	81 770
Résultat net	(885)	4 005
Effectif en nombre	4	5

JACQUET Lyon S.A.S.U.

La société, créée en 2006 et qui loue une partie du fonds de commerce de JACQUET SAS, exerce son activité en France dans la distribution de tôles entières et découpées à partir de métaux nobles. L'activité de l'exercice 2008 a été impactée par la baisse des prix des matières premières et de la demande.

en K€	2008	2007
Chiffre d'affaires	14 482	16 640
Résultat net	405	715
Effectif en nombre	7	6

JACQUET Export S.A.S.U.

La société, dont le siège est en France, exerce son activité à l'export dans la distribution de tôles entières et découpées à partir de métaux nobles, sur les marchés où le Groupe ne dispose pas d'implantation. Elle a été créée en 2007 et loue une partie du fonds de commerce de JACQUET SAS. L'activité de l'exercice 2008 a été impactée par la baisse des prix des matières premières.

en K€	2008	2007
Chiffre d'affaires	4 788	2 859
Résultat net	141	54
Effectif en nombre	3	4

JACQUET Paris S.A.S.

La société exerce son activité en France dans la distribution et la découpe de tôles à partir de métaux nobles. L'activité de l'exercice 2008 a été impactée par la baisse des prix des matières premières et de la demande.

en K€	2008	2007
Chiffre d'affaires	6 901	9 661
Résultat net	8	397
Effectif en nombre	15	14

FRANCE INOX S.A.S.

La société exerce son activité en France dans la distribution et la découpe de tôles à partir de métaux nobles. L'activité de l'exercice 2008 a été impactée par la baisse des prix des matières premières.

en K€	2008	2007
Chiffre d'affaires	6 340	7 289
Résultat net	200	410
Effectif en nombre	10	11

OSS S.A.R.L.

La société exerce son activité en France dans la distribution et la découpe de tôles larges à partir de métaux nobles. L'activité de l'exercice 2008 a été impactée par la baisse des prix des matières premières et de la demande.

en K€	2008	2007
Chiffre d'affaires	6 052	8 267
Résultat net	8	245
Effectif en nombre	16	15

DETAIL INOX S.A.S.

La société exerce son activité en France dans la distribution et la découpe de tôles à partir de métaux nobles. L'activité de l'exercice 2008 a été impactée par la baisse des prix des matières premières.

en K€	2008	2007
Chiffre d'affaires	4 533	5 222
Résultat net	274	530
Effectif en nombre	11	11

JACQUET Benelux S.A.

La société exerce son activité au Benelux depuis 1991 dans la distribution et la découpe de tôles à partir de métaux nobles. Les ventes de l'exercice 2008 ont été impactées par la baisse des prix des matières premières et de la demande.

en K€	2008	2007
Chiffre d'affaires	19 012	25 198
Résultat net	1 032	2 189
Effectif en nombre	21	23



JACQUET UK LTD

Cette franchise, détenue à 76% par JACQUET Metals, exerce son activité depuis 1998 en Grande-Bretagne dans la distribution et la découpe de tôles à partir de métaux nobles. L'activité de l'exercice 2008 a été impactée par la baisse des prix des matières premières et de la demande.

en K€	2008	2007
Taux de change €/GBP	0,780	0,680
Chiffre d'affaires	10 252	13 247
Résultat net	1 062	2 093
Effectif en nombre	19	20

JACQUET Deutschland GmbH

La société exerce son activité en Allemagne dans la distribution de tôles entières et découpées à partir de métaux nobles. L'activité de l'exercice 2008 a été impactée par la baisse des prix des matières premières.

en K€	2008	2007
Chiffre d'affaires	16 621	22 855
Résultat net	701	1 198
Effectif en nombre	10	13

JACQUET Steinau GmbH

Cette franchise, détenue à 75% par JACQUET International, exerce son activité en Allemagne dans la distribution de tôles entières et découpées à partir de métaux nobles. L'activité de l'exercice 2008 a été impactée par la baisse des prix des matières premières et de la demande.

en K€	2008	2007
Chiffre d'affaires	6 405	8 650
Résultat net	244	645
Effectif en nombre	4	6

JACQUET Polska Sp. z o.o.

La société exerce son activité en Pologne dans la distribution de tôles entières et découpées à partir de métaux nobles. L'activité de l'exercice 2008 a été impactée par la baisse des prix des matières premières et de la demande.

en K€	2008	2007
Taux de change €/PLN	3,476	3,800
Chiffre d'affaires	6 804	7 897
Résultat net	295	211
Effectif en nombre	6	10

JACPOL Sp. z o.o.

La société exerce son activité en Pologne dans la distribution et la découpe de tôles à partir de métaux nobles pour le compte d'autres filiales du Groupe, principalement en Pologne, Allemagne, Hongrie et en République Tchèque. L'activité de l'exercice 2008 a été impactée par la baisse des prix des matières premières et de la demande. Au 31 décembre 2008, les stocks ont été dépréciés de 0,5 M€.

en K€	2008	2007
Taux de change €/PLN	3,476	3,800
Chiffre d'affaires	19 128	24 307
Résultat net	(104)	1 543
Effectif en nombre	32	35

ERDBRÜGGER Metallservice GmbH

Cette franchise, détenue à 51,25 % par JACQUET Metals, exerce son activité en Allemagne dans la distribution de tôles entières et découpées à partir de métaux nobles. L'activité de l'exercice 2008 a été impactée par la baisse des prix des matières premières.

en K€	2008	2007
Chiffre d'affaires	3 877	3 984
Résultat net	22	90
Effectif en nombre	3	4

JACQUET Nederland B.V.

Cette franchise, détenue à 50,4 % par JACQUET Metals, exerce son activité depuis 1997 aux Pays-Bas dans la distribution de tôles entières et découpées à partir de métaux nobles. L'activité de l'exercice 2008 a été impactée par la baisse des prix des matières premières et de la demande.

en K€	2008	2007
Chiffre d'affaires	28 245	36 832
Résultat net	1 738	2 254
Effectif en nombre	16	16

JACQUET Osiro AG

Cette franchise, détenue à 51 % par JACQUET International, exerce son activité depuis 1999 en Suisse dans la distribution et la découpe de tôles à partir de métaux nobles. L'activité de l'exercice 2008 a été impactée par la baisse des prix des matières premières et de la demande.

en K€	2008	2007
Taux de change €/CHF	1,596	1,637
Chiffre d'affaires	8 878	10 691
Résultat net	965	1 282
Effectif en nombre	10	10



JACQUET Finland OY

Cette franchise, détenue à 78,95 % par JACQUET Metals, exerce son activité depuis 2000 en Finlande dans la distribution et la découpe de tôles à partir de métaux nobles. L'activité de l'exercice 2008 a été impactée par la baisse des prix des matières premières et de la demande.

en K€	2008	2007
Chiffre d'affaires	14 255	24 729
Résultat net	274	2 629
Effectif en nombre	18	20

JACQUET Metallservice GmbH

Cette franchise, détenue à 75 % par JACQUET Metals, exerce son activité en Autriche dans la distribution et la découpe de tôles à partir de métaux nobles. Le centre de distribution de JACQUET Metallservice est opérationnel depuis le quatrième trimestre 2007. Cet investissement de près de 2,4 M€ a permis à la société d'accroître ses volumes distribués de plus de 50% en 2008. Le chiffre d'affaires de l'exercice a été impacté par un effet prix défavorable.

en K€	2008	2007
Chiffre d'affaires	8 793	9 079
Résultat net	(214)	143
Effectif en nombre	22	23

JACQUET Iberica S.A.

Cette franchise, détenue à 70 % par JACQUET Metals, exerce son activité en Espagne dans la distribution et la découpe de tôles à partir de métaux nobles. Le centre de distribution de JACQUET Iberica est opérationnel depuis le quatrième trimestre 2007. Cet investissement de près de 2 M€ a permis à la société d'accroître ses volumes distribués d'environ 50% en 2008. Le chiffre d'affaires de l'exercice a été impacté par un effet prix défavorable.

en K€	2008	2007
Chiffre d'affaires	6 641	6 351
Résultat net	8	313
Effectif en nombre	10	8

JACQUET Nova Srl

La société exerce son activité en Italie dans la distribution et la découpe de tôles à partir de métaux nobles. L'activité de l'exercice 2008 a été impactée par la baisse des prix des matières premières et de la demande.

en K€	2008	2007
Chiffre d'affaires	6 041	10 477
Résultat net	(107)	1 213
Effectif en nombre	10	9

JACQUET Sverige AB

La société exerce son activité en Suède dans la distribution et la découpe de tôles à partir de métaux nobles. L'activité de l'exercice 2008 a été impactée par la baisse des prix des matières premières et de la demande.

en K€	2008	2007
Taux de change €/SEK	9,501	9,218
Chiffre d'affaires	7 336	10 043
Résultat net	586	1 363
Effectif en nombre	22	24

JACQUET Magyarország Kft.

La société a été créée en janvier 2003 et exerce son activité en Hongrie dans la distribution de tôles entières et découpées à partir de métaux nobles. L'activité de l'exercice 2008 a été impactée par la baisse des prix des matières premières et de la demande.

en K€	2008	2007
Taux de change €/HUF	250,000	251,256
Chiffre d'affaires	801	1 197
Résultat net	(27)	40
Effectif en nombre	2	2

JACQUET s.r.o.

Cette franchise, détenue à 80 % par JACQUET Metals, a été créée en 2003 et exerce son activité en République Tchèque dans la distribution de tôles entières et découpées à partir de métaux nobles. L'activité de l'exercice 2008 a été impactée par la baisse des prix des matières premières.

en K€	2008	2007
Taux de change €/CZK	24,988	27,778
Chiffre d'affaires	3 279	4 822
Résultat net	90	219
Effectif en nombre	3	3

JACQUET Shanghai Special Alloy Processing Co. Ltd

Cette société, créée en juin 2004 et basée à Shanghai, exerce son activité dans la distribution et la découpe de tôles à partir de métaux nobles. Elle constitue la tête de pont du Groupe pour son développement sur les marchés chinois et asiatique. Le centre de distribution est opérationnel depuis le quatrième trimestre 2006. En 2008, l'activité de la société a été renforcée avec la création de trois succursales commerciales basées à Chengdu, Canton et Shenyang où le Groupe étudie la possibilité de lancer de nouveaux centres de distribution. Les volumes distribués augmentent ainsi d'environ 30% en 2008. Le chiffre d'affaires de l'exercice a été impacté par un effet prix défavorable. Au 31 décembre 2008, les stocks ont été dépréciés de 1,6 M€.

en K€	2008	2007
Taux de change €/CNY	10,295	10,381
Chiffre d'affaires	6 080	3 942
Résultat net	(1 939)	59
Effectif en nombre	31	20

JACFRIESLAND BV

Cette franchise, détenue à 80 % par JACQUET Nederland BV, exerce son activité dans la distribution et la découpe de tôles à partir de métaux nobles. Opérationnel depuis octobre 2004, ce centre de distribution, spécialisé dans la découpe laser, réalise la quasi-totalité de son chiffre d'affaires avec la société JACQUET Nederland BV et a réalisé un investissement de 1,7 millions d'euros en 2008 afin d'augmenter ses capacités de découpe. L'activité de l'exercice 2008 a été impactée par la baisse des prix des matières premières et de la demande.

en K€	2008	2007
Chiffre d'affaires	9 633	11 495
Résultat net	740	1 136
Effectif en nombre	26	22

QUARTO Nordic AB

Cette société basée en Suède a été créée en octobre 2003 et exerce son activité en Scandinavie dans la distribution de tôles entières. Elle commercialise ses produits à partir des sites de JACQUET Sverige et de JACQUET Finland. La clientèle de la société est composée de stockistes et de découpeurs, parfois concurrents des filiales de découpe JACQUET. L'activité de l'exercice 2008 a été fortement impactée par la baisse des prix des matières premières et de la demande. Au 31 décembre 2008, les stocks ont été dépréciés de 0,9 M€.

en K€	2008	2007
Taux de change €/SEK	9,501	9,218
Chiffre d'affaires	2 768	8 253
Résultat net	(1 272)	(650)
Effectif en nombre	1	-

QUARTO Europe S.A.S.U.

Cette société a été créée en juillet 2004. Elle est l'équivalent sur les marchés d'Europe continentale et d'Europe du sud de la société QUARTO Nordic. L'activité de l'exercice 2008 a été fortement impactée par la baisse des prix des matières premières et de la demande. Au 31 décembre 2008, les stocks ont été dépréciés de 1,1 M€. Une provision pour hausse des prix de 0,1 M€ est constatée en charges exceptionnelles au 31 décembre 2008.

en K€	2008	2007
Chiffre d'affaires	7 568	17 170
Résultat net	(1 153)	(276)
Effectif en nombre	-	2

JACQUET Jesenice d.o.o

Cette société a été créée en mai 2004. Jusqu'alors plateforme de stockage de tôles destinée à approvisionner l'ensemble des sites du Groupe, JACSLO est devenue JACQUET Jesenice en 2008 et exerce désormais son activité dans la distribution de tôles entières et découpées à partir de métaux nobles en Slovénie. Le chiffre d'affaires de l'exercice 2008 a été fortement impacté par cette réorientation stratégique.

en K€	2008	2007
Chiffre d'affaires	3 239	17 943
Résultat net	95	1 909
Effectif en nombre	4	4

JACQUET Danmark ApS.

La société exerce son activité au Danemark dans la distribution de tôles entières et découpées à partir de métaux nobles. L'organisation commerciale est aujourd'hui pilotée depuis JACQUET Sverige.

en K€	2008	2007
Taux de change €/DKK	7,460	7,450
Chiffre d'affaires	81	432
Résultat net	(23)	49
Effectif en nombre	-	-

JACQUET Berlin GmbH

Cette franchise, détenue initialement à 75 % par JACQUET Metals, a été créée en décembre 2005 et exerce son activité en Allemagne dans la distribution de tôles entières et découpées à partir de métaux nobles. En 2008, le manager de la franchise a souhaité augmenter sa participation dans le capital. Le pourcentage de détention de JACQUET Metals dans cette franchise passe ainsi de 75% à 66,66%. La société dispose d'un terrain acquis dans Berlin et un projet de centre de distribution est à l'étude pour un lancement en 2009. L'activité de l'exercice 2008 a été impactée par la baisse des prix des matières premières.

en K€	2008	2007
Chiffre d'affaires	3 446	2 366
Résultat net	107	78
Effectif en nombre	4	3

JACQUET Norge AS

Cette franchise, détenue à 51,2 % par JACQUET Metals, a été créée en décembre 2005. Elle exerce depuis début 2006 son activité en Norvège dans la distribution de tôles entières et découpées à partir de métaux nobles. Le chiffre d'affaires 2008 a été impacté par la baisse des prix des matières premières et de la demande. L'organisation commerciale est aujourd'hui pilotée depuis JACQUET Sverige.

en K€	2008	2007
Taux de change €/NOK	8,098	8,028
Chiffre d'affaires	1 571	3 007
Résultat net	(147)	67
Effectif en nombre	-	2

JACQUET Mid Atlantic Inc.

Cette franchise, opérationnelle depuis le quatrième trimestre 2006 et basée à Philadelphie aux Etats-Unis, exerce son activité dans la distribution et la découpe de tôles à partir de métaux nobles. Elle constitue la tête de pont du Groupe pour son développement sur le marché Américain. Elle est détenue à 75 % par JACQUET Metals en partenariat avec le manager local. La société réalise une très belle percée commerciale pour son deuxième exercice complet d'activité. Les volumes distribués augmentent de plus de 80% en 2008. Le chiffre d'affaires de l'exercice a été impacté par un effet prix défavorable. Au 31 décembre 2008, les stocks ont été dépréciés de 1,5 M€. Ces stocks, principalement constitués en cycle baissier, ont permis à JACQUET Mid Atlantic de gagner des parts de marché importantes aux Etats-Unis. La société a lancé deux franchises en 2007, JACQUET Houston et JACQUET Midwest, et une en 2008, JACQUET West. La société n'a pas activé de produits d'impôts différés sur reports déficitaires (exercice 2008 et précédents) pour 1,2 M€.

en K€	2008	2007
Taux de change €/USD	1,474	1,356
Chiffre d'affaires	14 217	8 936
Résultat net	(2 834)	(131)
Effectif en nombre	32	26

JACQUET Houston Inc.

Cette franchise est détenue par JACQUET Mid Atlantic à 80 %. Elle exerce depuis mars 2007 son activité dans le sud des Etats-Unis dans la distribution et la découpe de tôles à partir de métaux nobles. Les stocks ont été dépréciés de 0,8 M€ au 31 décembre 2008. Ces stocks, principalement constitués en cycle baissier, ont permis à JACQUET Houston de gagner des parts de marché importantes aux Etats-Unis. La société n'a pas activé de produits d'impôts différés sur reports déficitaires (exercice 2008 et précédents) pour 0,5 M€.

en K€	2008	2007
Taux de change €/USD	1,474	1,356
Chiffre d'affaires	4 644	944
Résultat net	(1 324)	(248)
Effectif en nombre	8	5

JACQUET Midwest Inc.

Cette franchise, détenue par JACQUET Mid Atlantic à 95 %, est opérationnelle depuis le premier trimestre 2008 et exerce son activité dans la région de Chicago aux Etats-Unis dans la distribution et la découpe de tôles à partir de métaux nobles. La société n'a pas activé de produits d'impôts différés sur reports déficitaires (exercice 2008 et précédent) pour 0,5 M€.

en K€	2008	2007
Taux de change €/USD	1,474	1,356
Chiffre d'affaires	2 191	-
Résultat net	(987)	(112)
Effectif en nombre	16	8

JACQUET West Inc.

Cette franchise, détenue par JACQUET Mid Atlantic à 80 %, est opérationnelle depuis le troisième trimestre 2008 et exerce son activité aux Etats-Unis dans la région de Los Angeles dans la distribution et la découpe de tôles à partir de métaux nobles. Elle constitue la quatrième franchise du Groupe aux Etats-Unis lancée en deux ans. La société n'a pas activé de produits d'impôts différés sur reports déficitaires (exercice 2008) pour 0,2 M€.

en K€	2008
Taux de change €/USD	1,474
Chiffre d'affaires	1 174
Résultat net	(787)
Effectif en nombre	7



JACQUET Portugal LDA

Cette franchise, détenue par JACQUET Metals à 51 %, a été créée en mars 2007 et exerce son activité au Portugal dans la distribution de tôles entières et découpées à partir de métaux nobles.

en K€	2008	2007
Chiffre d'affaires	3 253	2 533
Résultat net	79	65
Effectif en nombre	3	3

JACQUET Nordpol Sp. z o.o.

Cette franchise, détenue par JACQUET Metals à 90 %, a été créée en décembre 2007 et exerce son activité dans la région de Gdansk en Pologne dans la distribution de tôles entières et découpées à partir de métaux nobles. Elle constitue la troisième implantation du Groupe en Pologne. JACQUET Nordpol dispose d'un terrain acquis en 2008 et un projet de centre de distribution est à l'étude pour un lancement en 2009.

en K€	2008
Taux de change €/PLN	3,476
Chiffre d'affaires	1 975
Résultat net	80
Effectif en nombre	2

JACQUET Italtaglio Srl

Cette franchise, détenue par JACQUET Metals à 85 %, est opérationnelle depuis le quatrième trimestre 2008 et exerce son activité dans la région de Venise en Italie dans la distribution et la découpe de tôles à partir de métaux nobles. Elle constitue la deuxième implantation du Groupe en Italie.

en K€	2008
Chiffre d'affaires	1 237
Résultat net	(348)
Effectif en nombre	4

5 / informations sociales et environnementales

5.1 / effectif

Au 31 décembre 2008, l'effectif du Groupe est de 483 personnes (dont 137 en France et 346 à l'étranger) contre 459 personnes au 31 décembre 2007. L'effectif comprend l'ensemble des salariés liés par un contrat à durée indéterminée ou à durée déterminée, travaillant à temps plein ou à temps partiel, incluant les apprentis et contrats de qualification, ainsi que les personnes en longue maladie ou en congé parental. A ce chiffre s'ajoute le personnel intérimaire, soit 12 personnes au 31 décembre 2008.

En équivalent temps plein, c'est-à-dire abstraction faite des temps partiels, des absences ainsi que des arrêts maladie, l'effectif moyen 2008 s'établit à 450 personnes contre 380 personnes en 2007.

5.2 / temps de travail

Le Groupe applique la durée légale locale du temps de travail conformément aux législations en vigueur dans l'ensemble des pays où il est implanté.

5.3 / sous-traitance

Le Groupe ne fait appel à la sous-traitance qu'occasionnellement et pour des opérations ponctuelles (usinage..). Il n'y a donc pas de situation de dépendance envers la sous-traitance.

5.4 / politique salariale et sociale

La rémunération brute moyenne par personne a évolué de la manière suivante sur les deux dernières années :

en K€ / an	2008	2007
Fixe + variable	34	40
Fixe	31	32
Taux de charges sociales	29,2%	30,0%

Un système de bonus basé sur les résultats avant impôt est en place pour la plupart des managers et des équipes commerciales de filiales et franchises. Un système de bonus basé sur les résultats du Groupe existe pour les cadres de direction de JACQUET Metals.

La politique en matière d'œuvre sociale ne fait pas l'objet d'une directive Groupe, chaque directeur de filiale étant libre d'engager des dépenses suivant les usages et les pratiques locales dans la limite d'un budget autorisé.

5.5 / formation

Les dépenses consacrées à la formation des salariés du Groupe se sont élevées à 219 K€ en 2008 contre 120 K€ au cours de l'exercice précédent.

5.6 / environnement

Il n'existe aucun litige d'aucune sorte en matière environnementale susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, l'activité, le résultat ou le patrimoine du Groupe. Aucune provision n'a été comptabilisée.

Intrinsèquement, l'acier est un matériau de choix pour la protection de l'environnement compte tenu de ses propres qualités et de sa supériorité dans le domaine du recyclage vis-à-vis d'autres matériaux. Par nature, les métiers du Groupe (découpe et distribution de métaux nobles) ne génèrent pas d'émission de déchets toxiques pour l'environnement. Les chutes, qui constituent les produits résiduels de l'activité de découpe sont entièrement recyclées et permettent ainsi de fabriquer de nouvelles tôles d'acier inoxydable. Par ailleurs, les techniques de production mises en œuvre ne recourent pas à l'utilisation de matières dangereuses et polluantes.

La consommation d'eau et d'énergie générée par l'activité est peu significative et n'entraîne pas de nuisances se traduisant par le rejet de matières polluantes dans l'eau ou dans l'air. Les équipements de découpe sont conçus et installés de manière à limiter toute infiltration nocive dans le sol pouvant porter atteinte à l'équilibre du milieu naturel. A ce jour, le Groupe n'a pas entrepris de démarche d'évaluation ou de certification en matière d'environnement.

6 / activité en matière de recherche et de développement

Le Groupe n'a pas d'activité dans ce domaine.



7 / risques

7.1 / risques généraux

En matière de risques juridiques, industriels et environnementaux, le Groupe JACQUET Metals - de part la nature même de son métier de distribution et de découpe d'aciers inoxydables - n'est pas exposé à des litiges ou des différends susceptibles d'avoir une incidence significative sur sa situation financière, son activité, son résultat ou son patrimoine. L'ensemble des filiales du Groupe dispose d'une couverture adaptée à l'activité, à travers des polices d'assurance couvrant l'ensemble des risques. Par ailleurs, JACQUET Metals n'a pas recours à des opérations financières complexes et n'encourt donc aucun risque significatif de marché. A la connaissance de ses dirigeants, JACQUET Metals n'est pas exposé à d'autres risques, notamment en matière sociale, susceptibles d'avoir une incidence significative sur sa situation financière.

7.2 / risques sur approvisionnement

La nature même de l'activité de JACQUET Metals lui permet de ne dépendre d'aucun contrat d'approvisionnement particulier. Cette orientation se traduit par une politique d'achat diversifiée, et un processus de sélection rigoureux, qui veille notamment à éviter une situation de dépendance vis à vis d'un ou plusieurs fournisseurs.

7.3 / risques sur l'évolution du cours des matières premières

L'analyse des risques liés à l'évolution des cours des matières premières est exposée dans la note 11.3.5 de l'annexe aux comptes consolidés page 107.

7.4 / risques de change

L'analyse des risques de change est exposée dans la note 11.3.3 de l'annexe aux comptes consolidés page 106.

7.5 / risques de taux

L'analyse des risques de taux est exposée dans la note 11.3.4 de l'annexe aux comptes consolidés page 107.

7.6 / risques actions

Comme exposé dans la note 7.4 de l'annexe aux comptes consolidés page 96, au 31 décembre 2008, les placements de trésorerie du Groupe sont essentiellement des SICAV monétaires offrant une liquidité instantanée, dont la date d'échéance est généralement inférieure à 3 mois lors de leur acquisition, et présentant un risque très limité. Ces SICAV comprennent essentiellement des fonds monétaires en euros.

Le taux moyen de rémunération des SICAV s'élève à environ 4,3% sur l'exercice 2008. Au 31 décembre 2008, afin de valoriser les SICAV à leur valeur de marché, un produit latent de 329 K€ a été comptabilisé.

7.7 / risques de liquidité

L'analyse des risques de liquidité est exposée dans la note 11.3.2 de l'annexe aux comptes consolidés page 105.

Il existe des clauses d'exigibilité anticipée de remboursement des emprunts sous forme de covenant bancaire. Le caractère non applicable de ces clauses au 31 décembre 2008 est exposé dans la note 7.6.1 de l'annexe aux comptes consolidés page 97.

7.8 / risques de crédit

L'analyse des risques de crédit est exposée dans la note 11.3.1 de l'annexe aux comptes consolidés page 105.

7.9 / risques informatiques

JACQUET Metals sécurise son architecture informatique contre tout risque de panne ou de sinistre important au moyen de deux salles informatiques distantes, disposant chacune de matériels identiques et reliées par un lien fibre optique dédié, ce qui permet de dupliquer les données d'un site sur l'autre en temps réel. La salle de production est hébergée dans un « data center » qui offre un haut niveau de service et de sécurité d'accès, ainsi que des accès internet haut débit. Les données sont répliquées automatiquement en temps réel. Le Groupe dispose ainsi en permanence des données identiques sur les deux sites.

7.10 / risques pays

Le Groupe réalise plus de 86 % de ses ventes en Europe, l'Asie représentant aujourd'hui 4 % et l'Amérique 9 % des ventes à l'export. Le Groupe est installé principalement dans des pays membres de l'Union Européenne ou considérés comme politiquement très stables. Le risque pays est donc considéré comme faible.

8 / assurances

La politique d'assurance du Groupe vise à couvrir sans limitation ni plafond les deux principaux facteurs de risque à savoir :

- la responsabilité civile par la couverture des risques et dommages indirects issus de l'utilisation ou de la mise en œuvre des produits JACQUET.
- l'incendie et la perte d'exploitation par la couverture des dommages aux matériels et bâtiments consécutifs à un sinistre et l'indemnisation de la perte d'exploitation qui en résulte.

Les polices d'assurance sont souscrites pays par pays et société par société auprès de plusieurs compagnies d'assurances. Le montant des primes d'assurance payé par le Groupe en 2008 s'analyse comme suit :

Type assurance	2008	2007
Responsabilité civile	181	150
Multirisques	178	164
Flotte véhicules	112	99
Divers	73	52
Total	544	465

L'augmentation des primes payées sur l'exercice 2008 résulte principalement du développement du Groupe aux Etats-Unis et en Chine.

9 / honoraires d'audit

Les honoraires d'audit et de Commissariat aux Comptes sont donnés dans la note 12.9 de l'annexe aux comptes consolidés page 114.

10 / événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi

Néant.



informations sur la société mère

1 / situation et évolution de l'activité au cours de l'exercice

Les états financiers de JACQUET Metals SA sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises.

54

1.1 / compte de résultat

Le compte de résultat synthétique se présente comme suit :

en K€	2008	2007
Chiffre d'affaires	5 410	6 763
Résultat opérationnel	3 500	5 012
Résultat financier	349	14 341
Résultat net	1 700	17 426

Le chiffre d'affaires de JACQUET Metals est constitué essentiellement de prestations de service facturées aux autres sociétés du Groupe, l'assiette de facturation étant le plus souvent le chiffre d'affaires de la filiale. Les règles de facturation sont identiques pour toutes les filiales et font l'objet de conventions. Son évolution est directement liée à l'activité du Groupe.

La baisse du cours de l'action de IMS (FR0000033904), société dans laquelle JACQUET Metals a acquis une participation de 23,17% en 2008, a conduit la société à comptabiliser une dépréciation sur titres de 17 232 K€ au 31 décembre 2008. Cette dépréciation explique principalement la variation du résultat financier entre 2007 et 2008.

Le tableau en Annexe 1 résume l'activité de la société au cours des cinq derniers exercices.

1.2 / bilan

L'analyse du bilan fait ressortir les grandes tendances suivantes :

en K€	2008	2007
Actifs financiers	101 800	48 905
Immobilisations incorporelles et corporelles	1 340	988
Trésorerie	14 417	21 798
Autres actifs	9 318	12 208
Total	126 875	83 900
Capitaux propres	37 589	40 591
Endettement	84 922	36 579
Autres passifs	4 365	6 731
Total	126 875	83 900

Les actifs financiers en valeurs nettes s'analysent comme suit :

en K€	2008	2007
Titres de participations	21 301	21 475
Titres de participations non consolidés	40 855	-
Créances rattachées à des participations	39 209	26 935
Prêts et autres immobilisations financières	435	495
Total	101 800	48 905

55

L'analyse de la variation des titres de participation est donnée dans la note 3.

L'augmentation des créances rattachées à des participations s'explique principalement par l'augmentation des avances de trésorerie consenties aux filiales américaines lancées en 2006, 2007 et 2008.

L'augmentation de l'endettement est principalement expliquée par la prise de participation de JACQUET Metals dans la société IMS. Au 31 décembre 2008, cet investissement est financé au moyen de trois crédits amortissables, tirables par billets, pour un montant total de 32 millions d'euros (dont 30,4 millions d'euros utilisés au 31 décembre 2008). Le 2 janvier 2009, un quatrième crédit amortissable a été mis en place pour un montant de 20 millions d'euros portant le financement de cette participation à 52 millions d'euros, soit 90% de l'investissement. Les remboursements de ces crédits amortissables s'échelonnent trimestriellement jusqu'en 2014.

JACQUET Metals dispose d'une trésorerie active disponible de 14,4 millions d'euros au 31 décembre 2008.

2 / évolution et perspectives d'avenir

La société continuera à piloter la stratégie du Groupe et à gérer ses participations dans ses différentes filiales.

3 / prises de participations

La variation des titres de participations en valeur brute s'élève à 57 947 K€ pour l'exercice clos au 31 décembre 2008 et s'analyse comme suit :

en K€	Variation des participations
Cession d'une filiale en Roumanie détenue à 70 %, JACQUET Romania Srl	-140
Acquisition d'une participation de 23,17% dans la société IMS International Metal Service	58 087
Total	57 947

La variation des titres de participations est principalement liée à l'acquisition de 23,17 % dans IMS pour un investissement total de 58 millions d'euros sur l'exercice. La baisse du cours de l'action de IMS par rapport au prix moyen d'achat a conduit JACQUET Metals à comptabiliser une dépréciation sur titres de 17 232 K€ au 31 décembre 2008. Ces titres sont ainsi valorisés au bilan pour une valeur nette de 40 855 K€ au 31 décembre 2008.

Le tableau résumant la situation des filiales et participations et la quote-part du capital détenue est joint en Annexe 2 du rapport de gestion. Les principaux commentaires relatifs à l'évolution de l'activité des filiales au cours de l'exercice 2008 sont donnés au paragraphe 4 du rapport de gestion dans les informations sur le Groupe.



4 / capital social

Conformément à la délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 juin 2008 le capital social de JACQUET Metals a été augmenté de 7,5 millions d'euros pour être porté à 15 millions d'euros par voie de capitalisation à due concurrence de pareille somme prélevée sur le compte « autres réserves ».

56

5 / programme de rachat par la société de ses propres actions et actions propres détenues (informations communiquées en application de l'article L. 225-211, al.2 du Code de commerce)

L'Assemblée Générale du 13 juin 2008 a autorisé le Conseil d'Administration à faire acheter par la société ses propres actions en vue de :

- Permettre la mise en œuvre de tout plan d'attribution gratuite d'actions au profit de salariés et/ou dirigeants sociaux de la société et/ou des sociétés de son Groupe,
- Permettre l'animation du marché ou la liquidité de l'action par un prestataire de services d'investissement intervenant dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers,
- La conservation pour la remise d'actions à titre d'échange ou de paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe, conformément aux pratiques de marché reconnues et à la réglementation applicable.

L'assemblée a fixé :

- Le prix maximum d'achat à 130 € par action,
- Le nombre maximum d'actions à acquérir à 10 % du nombre total des actions composant le capital social au 31 décembre 2007 soit 209 000 actions, pour un montant maximal de 27 170 000 €, sous réserve des limites légales,
- La durée de cette autorisation à dix-huit mois à compter du 13 juin 2008.

Faisant usage de cette autorisation :

- 5 881 actions ont été achetées à un cours d'achat moyen de 24,04 euros.
- Aucune action n'a été vendue.

Le montant total hors taxes des frais de négociation n'est pas significatif.

Le nombre d'actions inscrites au nom de la société au 31 décembre 2008 s'élève à 5 881 actions d'une valeur nominale de 1,39 € (valeur arrondie) chacune.

1 131 actions propres ne sont pas affectées au 31 décembre 2008 et sont enregistrées en « autres immobilisations financières » pour une valeur d'entrée de 28 313 € et une valeur nominale de 1 575,86 euros. La valeur d'entrée de ces actions propres étant inférieure au cours moyen de bourse du dernier mois de l'exercice, aucune provision pour dépréciation n'a été constatée.

4 750 actions propres ont été affectées au plan d'attribution gratuite d'actions par le Conseil d'Administration du 13 juin 2008 et sont enregistrées en « valeurs mobilières de placement » pour une valeur d'entrée de 113 073 € et une valeur nominale de 6 618,33 euros.

La méthode de valorisation de l'engagement de la société lié au plan d'attribution gratuite d'actions est exposée dans la note 7 ci-après.

La société n'a pas émis d'obligations convertibles, ni d'actions avec option de souscription.

6 / attribution gratuite d'actions (informations communiquées en application de l'article L. 225-197-4 du Code de commerce)

6.1 / descriptif

Un outil de rémunération complémentaire a été mis en place en 2008 par le biais d'Attributions Gratuites d'Actions (« AGA »).

La huitième résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 13 juin 2008 autorise le Conseil à procéder à des attributions gratuites d'actions (AGA) existantes au profit des bénéficiaires qu'il déterminera parmi les membres du personnel salarié et dirigeants mandataires sociaux de la société ou parmi les membres du personnel salarié et dirigeants mandataires sociaux des entités qui lui sont liées au sens de l'article L 225-197-2 dudit Code, dans la limite d'un plafond d'attribution égal à 1 % du capital social de la Société au jour de la décision d'attribution du Conseil.

Le Conseil d'Administration, agissant dans le cadre de cette autorisation, a adopté le 13 juin 2008 un plan d'attribution d'actions régissant l'attribution gratuite d'actions de la Société aux bénéficiaires déterminés par le Conseil.

Les AGA sont assorties :

a) d'une condition de présence

L'attribution définitive des actions impose pour chaque bénéficiaire de conserver sa situation de salarié et/ou de dirigeant mandataire social de la Société ou des entités qui lui sont liées au sens de l'article L 225-197-2 dudit Code, de façon ininterrompue jusqu'au terme de la période d'acquisition.

En conséquence, la rupture du contrat de travail et/ou la cessation de leurs fonctions de mandataires sociaux pendant la période d'acquisition, pour quelque cause que se soit, entraîne la perte pour le bénéficiaire du droit à l'Attribution Gratuite d'Actions objet du Plan d'Attribution Gratuite d'Actions.

Toutefois, conformément aux dispositions de l'article L 225-197-3 alinéa 2, du code de commerce, en cas de décès du bénéficiaire, ses héritiers peuvent demander l'attribution des actions dans un délai de six mois à compter du décès.

b) d'une obligation de conservation

La durée de la période de conservation a été fixée à deux ans à compter de la date d'attribution effective des actions.

Toutefois, les actions attribuées gratuitement seront librement cessibles en cas de décès du bénéficiaire, par les héritiers de ce dernier, ou en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou troisième catégorie prévue à l'article L 341-4 du Code de la sécurité sociale.

Pendant toute la période de conservation, les bénéficiaires s'engageront à maintenir les actions attribuées au nominatif avec mention de l'indisponibilité de leurs actions dans la convention de tenue de compte.

En application des dispositions de l'article L 225-197-1 II alinéa 4 du code de commerce, les bénéficiaires d'attribution gratuite d'actions qui exercent une fonction de président du conseil d'administration, de directeur général ou de directeur général délégué de la Société sont tenus de conserver au nominatif cinq pour cent (5 %) des actions issues de l'attribution gratuite d'actions jusqu'à la cessation de leurs fonctions.



6.2 / AGA décidées en 2008

Le Conseil d'Administration a décidé le 13 juin 2008 de procéder à l'attribution gratuite de 4 750 actions de la société JACQUET Metals dont 3 550 au profit des dirigeants mandataires sociaux et administrateurs suivants :

Bénéficiaires	Qualité	Société	Nombre d'actions attribuées	Valeur des actions attribuées au 31.12.2008
M. Eric Jacquet	Président Directeur Général	JACQUET Metals	2 100 actions	61 K€
M. Philippe Goczol	Directeur Général Délégué	JACQUET Metals	1 350 actions	39 K€
M. Jean Révérand	Administrateur salarié	JACQUET Metals	100 actions	2,9 K€

7 / valorisation du plan d'attribution gratuite d'actions

Au 31 décembre 2008, l'engagement de la société lié aux actions propres affectées au plan d'attribution gratuite d'actions est évalué à 109 K€. Cet engagement est calculé en fonction du cours de bourse constaté à la date d'achat et de la probabilité d'attribution des actions constatée à la date de clôture. Cet engagement est matérialisé par une provision de 29 K€, après amortissement sur une durée de 2 ans à partir de la date d'attribution des actions, constatée en « charges de personnel ».

8 / dividendes mis en distribution

Les dividendes versés au cours des trois exercices précédents s'établissent comme suit :

Exercice	Nombre d'actions	Dividendes nets en €	Dividendes nets par action en €	Avoir fiscal en €	Dividende global en €
2007	2 090 000	4 702 500	2,25	-	2,25
2006	2 090 000	5 643 000	2,70	-	2,70
2005	2 090 000	2 821 500	1,35	-	1,35

9 / identité des détenteurs du capital dépassant les seuils légaux

Au 31 décembre 2008, à la connaissance de la société, il n'existe qu'un actionnaire détenant directement, indirectement ou de concert 5% ou plus du capital ou des droits de vote :

Nom ou dénomination	Adresse	Nombre d'actions	Au 31.12.2008 Capital détenu en %	Droits de vote en %
JSA	ZI des Hauts Sarts B-4040 Herstal	1 281 655	61,32	75,09

Au 31 décembre 2008, la société est contrôlée à hauteur de 61,32 % du capital et 74,95 % des droits de vote théoriques par son actionnaire majoritaire, JSA, elle-même détenue à 99,99 % par Monsieur Eric Jacquet ; en dehors des protections légales prévues par le code de commerce, il n'existe pas de mesure particulière prise en vue d'assurer que ce contrôle ne soit pas exercé de manière abusive.

Au 12 mars 2009, la société JSA détient 61,34 % du capital et 74,97 % des droits de vote théoriques.

Du 1^{er} janvier 2008 au 12 mars 2009, les franchissements de seuils légaux, à la hausse comme à la baisse, ont été les suivants :

- SIA FUNDS AG a déclaré avoir franchi, le 17 octobre 2008, le seuil de 5% du capital à la baisse et ne plus détenir aucun titre JACQUET Metals.
- Monsieur Richard W. Colburn a déclaré avoir franchi le seuil de 5 % du capital à la hausse le 2 mars 2009 et détenir 109 649 actions JACQUET Metals représentant autant de droits de vote, soit 5,25% du capital et 3,40% des droits de vote, dans les conditions suivantes :
 - Richard W. Colburn : 89 649 actions représentant autant de droits de vote, soit 4,29% du capital et 2,78% des droits de vote.
 - Metal Compagnies Mutli-Employer Pension Plan : 20 000 actions représentant autant de droits de vote, soit 0,96% du capital et 0,62% des droits de vote.

Le déclarant a précisé avoir procédé à cette déclaration au motif qu'il siège au sein du comité d'investissement du fonds de pension Metal Compagnies Multi-Employer Pension Plan.

Il est rappelé qu'à la clôture des deux exercices précédents, les détenteurs du capital dépassant les seuils légaux étaient les suivants :

Nom ou dénomination	Adresse	Nombre d'actions	Au 31.12.2007 Capital détenu en %	Droits de vote en %
JSA	ZI des Hauts Sarts B-4040 Herstal	1 139 296	54,51	70,54
SIA FUNDS AG	Seedammstrasse 3, Postfach CH-8808 Pfaffikon, Suisse	111 599	5,34	3,46

Nom ou dénomination	Adresse	Nombre d'actions	Au 31.12.2006 Capital détenu en %	Droits de vote en %
JSA	ZI des Hauts Sarts B-4040 Herstal	1 347 600	64,48	77,55



10 / opérations sur titres des dirigeants de l'émetteur

Conformément à l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier et à l'article 223-22 de l'Autorité des Marchés Financiers, les opérations effectuées sur les instruments financiers de JACQUET Metals par chacun des membres du Conseil d'Administration et des «personnes liées» doivent être déclarées dans la mesure où le montant cumulé des opérations effectuées par chacun de ces dirigeants dépasse 5 000 euros par année civile.

Sur l'exercice 2008, les opérations suivantes, réalisées par JSA (détenue par E. Jacquet), ont été portées à notre connaissance :

Type d'opération	Date	Nombre d'actions	Prix unitaire
Acquisition	17.10.2008	142 359	29,50 €

11 / opérations réalisées au titre des options d'achat ou de souscription d'actions réservées au personnel salarié de la société

Néant.

12 / proportion du capital détenue à la clôture de l'exercice par le personnel de la société

Néant.

13 / rémunération des dirigeants mandataires sociaux et des administrateurs

13.1 / rémunération des dirigeants mandataires sociaux

En 2008, les dirigeants mandataires sociaux sont Monsieur Eric Jacquet en ses qualités de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général et Monsieur Philippe Goczol en sa qualité de Directeur Général Délégué. En 2007, Monsieur Philippe Goczol exerçait les fonctions de Directeur Général salarié non administrateur de la société.

A / rémunérations

Monsieur Eric Jacquet :

en K€	2 008	2 007
Avantages à court terme	353	358
dont salaire fixe	200	182
dont salaire variable	148	176
dont avantages en nature	–	–
dont jetons de présence	5	–
dont autres	–	–
Avantages postérieurs à l'emploi	43	58
Autres avantages à long terme	Non applicable	Non applicable
Indemnités de fin de contrat de travail	Non applicable	Non applicable
Paiement en actions	Non applicable	Non applicable
Total	396	416

Monsieur Philippe Goczol :

en K€	2 008
Avantages à court terme	195
dont salaire fixe	120
dont salaire variable	70
dont avantages en nature	–
dont jetons de présence	5
dont autres	–
Avantages postérieurs à l'emploi	7
Autres avantages à long terme	Non applicable
Indemnités de fin de contrat de travail	Non applicable
Païement en actions	Non applicable
Total	202

61

Les dirigeants mandataires sociaux ne bénéficient pas de régimes de retraite spécifiques, ni de rémunérations sous forme de plans d'options portant sur des actions, ni de primes de départ. Les rémunérations variables sont principalement calculées sur des critères de rentabilité nette. Les avantages postérieurs à l'emploi mentionnés correspondent aux engagements de retraite provisionnés au 31 décembre 2008 (cf. note 12.4 de l'annexe aux comptes consolidés page 112). Il est précisé que ces montants ne tiennent pas compte des versements à la compagnie d'assurance car ceux-ci sont versés de manière globale par société.

B / actions gratuites

Le 13 juin 2008, le Conseil d'Administration a attribué 2 100 actions gratuites à Monsieur Eric Jacquet et 1 350 actions gratuites à Monsieur Philippe Goczol. L'attribution de ces actions ne deviendra définitive qu'au terme d'une période d'acquisition minimale de deux ans. A la suite de cette période, les bénéficiaires devront conserver ces actions pendant une durée minimale de deux ans. Sur la base du dernier cours coté au 31 décembre 2008, la valorisation des actions attribuées s'élève à 61 K€ pour Monsieur Eric Jacquet et à 39 K€ pour Monsieur Philippe Goczol.

Au 31 décembre 2008, conformément aux modalités décrites dans la note 7 page 58, l'engagement de la société lié aux actions gratuites attribuées aux dirigeants mandataires sociaux est évalué à 53 K€ pour Monsieur Eric Jacquet et à 25 K€ pour Monsieur Philippe Goczol soit respectivement une provision de 14 K€ et 7 K€ comptabilisée en « charges de personnel » après étalement.

En application des dispositions de l'article L 225-197-1 II alinéa 4 du code de commerce, les bénéficiaires d'attribution gratuite d'actions qui exercent une fonction de président du conseil d'administration, de directeur général ou de directeur général délégué de la Société sont tenus de conserver au nominatif cinq pour cent (5 %) des actions issues de l'attribution gratuite d'actions jusqu'à la cessation de leurs fonctions.



C / actifs appartenant directement ou indirectement à Monsieur Eric Jacquet et exploités dans le cadre de l'activité du Groupe

en K€	Sites	Loyers 2008 HT	Loyers 2007 HT	Locataires
JERIC SARL	Saint-Priest (69) Villepinte (93)	369 103	341 99	JACQUET METALS FRANCE INOX
SCI Rogna Boue	Grézy sur Aix (73)	77	63	DETAIL INOX

D / indemnité de révocation ou de non renouvellement de mandat de Monsieur Philippe Goczol

Le Conseil d'Administration du 13 juin 2008 a décidé d'allouer à Monsieur Philippe Goczol, une indemnité de révocation ou de non-renouvellement de son mandat et a fixé les conditions et les modalités de versement suivantes :

— Cas d'attribution de l'indemnité

Monsieur Philippe Goczol bénéficiera d'une indemnité de révocation dans les hypothèses suivantes, sous réserve de la constatation par le Conseil d'Administration de la réalisation des conditions de performances :

- Décision du Conseil d'Administration de révoquer Monsieur Philippe Goczol de ses fonctions de Directeur Général Délégué ;
- Décision du Conseil d'Administration de ne pas renouveler le mandat de Directeur Général Délégué de Monsieur Philippe Goczol, à moins qu'il lui soit proposé d'exercer d'autres fonctions, salariées ou non, au sein de la société JACQUET Metals et/ou de toutes sociétés qui lui sont liées au sens de l'article au sens de l'article L 225-197-2 du code de commerce, moyennant une rémunération annuelle correspondant à la somme de l'ensemble des rémunérations brutes effectivement perçues par Monsieur Philippe Goczol au cours des 24 derniers mois écoulés qui précèdent celui au cours duquel intervient l'un des cas d'attribution de l'indemnité de révocation, divisée par deux. On entend par rémunérations perçues les salaires fixes et variables, hors stock option et/ou attribution gratuite d'actions. Pour calculer les rémunérations perçues au cours des 24 derniers mois, on se référera au « Salaire Brut » tel qu'il apparaît dans la fiche de paie de Monsieur Philippe Goczol.

Enfin, le Conseil d'Administration a décidé qu'aucune indemnité de révocation ne sera due au Directeur Général Délégué si sa révocation ou le non renouvellement de son mandat intervient postérieurement à la date à laquelle ce dernier aura fait valoir ou aura été mis à la retraite.

— Détermination des conditions cumulatives de performance

1 / Conditions liées aux performances du Directeur Général Délégué

L'acquisition dans le cadre d'opérations de croissance externe et/ou la création selon le modèle de franchise JACQUET Metals d'au moins trois nouvelles sociétés filiales, à compter du 1^{er} janvier 2009 et sur la durée d'exercice des fonctions du Directeur Général Délégué.

2 / Conditions liées aux performances de la société

Le chiffre d'affaires consolidé « B » du Groupe JACQUET Metals devra être supérieur ou égal à 90% du chiffre d'affaires consolidé « A » du Groupe JACQUET Metals.

Où :

A : correspond à la moyenne des chiffres d'affaires consolidés du Groupe JACQUET Metals à la clôture des cinq exercices qui précèdent celui au cours duquel intervient l'un des cas d'attribution de l'indemnité de révocation ;

B : correspond à la moitié de la somme des chiffres d'affaires consolidés du Groupe JACQUET Metals des huit trimestres civils qui précèdent celui au cours duquel intervient l'un des cas d'attribution de l'indemnité de révocation.

Le recours à des moyennes de chiffres d'affaires est justifié pour éviter les effets pervers que les variations de cours des matières premières pourraient exercer sur le chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

Les valeurs A et B s'entendent à périmètre au moins égal à celui existant au moment de la nomination du Directeur Général Délégué. Si au moment de la révocation, le périmètre du Groupe est moindre que celui existant au moment de la nomination, alors la valeur A sera ajustée au pro rata du chiffre d'affaires consolidé du Groupe correspondant à la réduction du périmètre.

Par périmètre, il faut entendre :

- L'ensemble des filiales du Groupe intégré dans les comptes consolidés.
- L'ensemble des produits et services vendus.

— Calcul du montant de l'indemnité

Le montant de l'indemnité sera calculé comme suit :

$$\text{Indemnité} = (4 \times \text{FM}) + (1,4 \times \text{RM}) + (0,6 \times \text{RM} \times \text{P})$$

Où :

FM : correspond à la rémunération fixe mensuelle brute versée au Directeur Général Délégué au titre du mois qui précède celui au cours duquel intervient l'un des cas d'attribution de l'indemnité de révocation.

RM : s'entend de la Rémunération Mensualisée, correspondant à la somme de l'ensemble des rémunérations brutes effectivement perçues par Monsieur Philippe Goczol au cours des 12 derniers mois écoulés qui précèdent celui au cours duquel intervient l'un des cas d'attribution de l'indemnité de révocation, divisée par 12. On entend par rémunérations perçues les salaires fixes et variables hors stock option et/ou attribution gratuite d'actions. Pour calculer les rémunérations perçues au cours des 12 derniers mois, on se référera au « Salaire Brut » tel qu'il apparaît dans la fiche de paie de Monsieur Philippe Goczol.

P : correspond à la période entre la date de nomination à la fonction de Directeur Général Délégué et la date de sa révocation ou de non renouvellement de son mandat.

La période est exprimée en années et en fractions d'année, tout mois entamé étant considéré comme 1/12^{ème} d'année acquis pour l'ancienneté.

Le montant de l'indemnité due, le cas échéant, à Monsieur Philippe Goczol, serait égal à :

- 100 % de l'Indemnité calculée comme indiqué ci-dessus si le chiffre d'affaires consolidé « **B** » du Groupe JACQUET Metals est supérieur ou égal au chiffre d'affaires consolidé « **A** » du Groupe JACQUET Metals.
- 50 % de l'Indemnité calculée comme indiqué ci-dessus si le chiffre d'affaires consolidé « **B** » du Groupe JACQUET Metals est supérieur ou égal à 90 % et inférieur à 100 % du chiffre d'affaires consolidé « **A** » du Groupe JACQUET Metals.

13.2 / rémunération des administrateurs (hors dirigeants mandataires sociaux)

Hors dirigeants mandataires sociaux, la société compte en 2007 et 2008 deux autres administrateurs : Monsieur Jean Révérand et Monsieur Michel Perrin. Il est précisé que Monsieur Michel Perrin était rémunéré par la société JACQUET SAS, filiale de JACQUET Metals, jusqu'à son départ en retraite en juillet 2008.



A / rémunérations

Monsieur Jean Révérand :

en K€	2 008	2 007
Avantages à court terme	56	56
dont salaire fixe	46	44
dont salaire variable	5	10
dont avantages en nature	2	2
dont jetons de présence	3	–
dont autres	–	–
Avantages postérieurs à l'emploi	8	6
Autres avantages à long terme	Non applicable	Non applicable
Indemnités de fin de contrat de travail	Non applicable	Non applicable
Païement en actions	Non applicable	Non applicable
Total	64	62

Monsieur Michel Perrin :

en K€	2 008	2 007
Avantages à court terme	62	57
dont salaire fixe	32	55
dont salaire variable	–	–
dont avantages en nature	1	2
dont jetons de présence	3	–
dont autres (*)	27	–
Avantages postérieurs à l'emploi	–	21
Autres avantages à long terme	Non applicable	Non applicable
Indemnités de fin de contrat de travail	Non applicable	Non applicable
Païement en actions	Non applicable	Non applicable
Total	62	78

(*) Indemnité de départ en retraite perçue en 2008.

De même que les dirigeants mandataires sociaux, les administrateurs ne bénéficient pas de régimes de retraite spécifiques, ni de rémunérations sous forme de plans d'options portant sur des actions, ni de primes de départ. Les avantages en nature mentionnés correspondent à des véhicules de société. Les rémunérations variables sont principalement calculées sur des critères de rentabilité nette. Les avantages postérieurs à l'emploi mentionnés correspondent aux engagements de retraite provisionnés au 31 décembre 2008 (cf. note 12.4 de l'annexe aux comptes consolidés page 112). Il est précisé que ces montants ne tiennent pas compte des versements à la compagnie d'assurance car ceux-ci sont versés de manière globale par société.

B / actions gratuites

Le 13 juin 2008, le Conseil d'Administration a attribué 100 actions gratuites à Monsieur Jean Révérand. L'attribution de ces actions ne deviendra définitive qu'au terme d'une période d'acquisition minimale de deux ans. A la suite de cette période, le bénéficiaire devra conserver ces actions pendant une durée minimale de deux ans. Sur la base du dernier cours coté au 31 décembre 2008, la valorisation de ces actions s'élève à 2,9 K€. Au 31 décembre 2008, conformément aux modalités décrites dans la note 7 page 58, l'engagement de la société lié aux actions gratuites attribuées à Monsieur Jean Révérand est évalué à 2,4 K€ soit une provision de 0,6 K€ comptabilisée en « charges de personnel » après étalement.

14 / informations sociales

Les seuls mouvements de personnel de l'exercice 2008 concernent des contrats à durée indéterminée.



15 / liste des mandats exercés par les administrateurs dans toute société au cours des 5 derniers exercices

65

Nom	Mandat	Société	Année de fin de mandat
Éric Jacquet	Président du Conseil d'Administration ¹	JACQUET Metals S.A.	
	Président du Conseil d'Administration ¹	JACPOL Sp. zo.o.	
	Président du Conseil d'Administration ¹	JACQUET UK LTD	
	Président du Conseil d'Administration ¹	JACQUET Osiro AG	
	Président du Conseil d'Administration ¹	JACQUET Iberica S.A.	
	Président du Conseil d'Administration ¹	JACQUET Sverige AB	
	Président du Conseil d'Administration ¹	JACQUET Finland OY	
	Président du Conseil d'Administration	QUARTO Nordic AB	
	Président du Conseil d'Administration	JACFRIESLAND BV	
	Président du Conseil d'Administration	JACQUET Nederland BV	
	Président du Conseil d'Administration	JACQUET Romania Srl	2008
	Président du Conseil d'Administration	JACQUET Portugal LDA	
	Président du Conseil d'Administration	JACQUET Mid Atlantic Inc.	
	Président du Conseil d'Administration	JACQUET Houston Inc.	
	Président du Conseil d'Administration	JACQUET Midwest Inc.	
	Président du Conseil d'Administration	JACQUET West Inc.	
	Président du Conseil d'Administration	JACQUET Nordpol Sp. z o.o.	
	Président du Conseil d'Administration	JACQUET Italtaglio Srl	
	Président ²	JACQUET Shanghai Special Alloy Processing Co. Ltd.	
	Président ³	FFF HOLDING S.A.S.	
	Président ³	DETAIL INOX S.A.S.	
	Président ³	JACQUET S.A.S.	
	Président ³	FRANCE INOX S.A.S.	
	Président ³	3F S.A.S.	2006
	Président ³	FORME S.A.S.	2004
	Président ³	ALU ONE S.A.S.	2005
	Président ³	QUARTO Europe S.A.S.U.	
	Président ³	JACQUET Paris S.A.S.	
	Président ³	JACQUET Lyon S.A.S.U.	
	Président ³	JACQUET Export S.A.S.U.	
	Président ³	JACQUET Danmark ApS	
	Président ³	ERDBRUGGER Metallservice GmbH	
	Président ³	JACQUET s.r.o.	
	Président ³	JACQUET Berlin GmbH	
	Président ³	JACQUET Jesenice d.o.o.	
	Président ³	JACQUET Magyarorszag Kft.	
	Administrateur	JACQUET Danmark ApS	2007
	Administrateur	ATP S.A.	2004
	Administrateur	JACQUET Finland OY	2005
	Administrateur	JACQUET International S.A.	
	Administrateur	JACQUET Polska Sp z o.o.	
	Administrateur	JACQUET Nova Srl	
	Administrateur	JACQUET Norge AS	
	Administrateur délégué	JACQUET Benelux S.A.	
	Co-gérant	JACQUET Deutschland GmbH	
	Gérant	JESTION E.U.R.L.	
	Gérant	JWS S.A.R.L.	
Gérant	SCI DU CANAL		
Gérant	SCI LA FABRIQUE		
Gérant	SCI ROGNA BOUE		
Gérant	SCI QUEDE		
Gérant	SCI DE MIGENNES		
Gérant	JERIC S.A.R.L.		
Gérant	SCI DE BOURGOGNE		
Gérant	JACQUET Bâtiments E.U.R.L.		
Gérant	SCI DES BROSES		
Gérant	SCI DE MANTENAY		
Gérant	SCI CITE 44		



Nom	Mandat	Société	Année de fin de mandat
Jean Révérand	Administrateur	JACQUET Metalls S.A.	
	Administrateur	JACQUET Benelux S.A.	
	Administrateur	JACQUET Finland OY	
	Administrateur	JACQUET Iberica S.A.	
Philippe Goczol	Administrateur ⁴	JACQUET Metalls S.A.	
	Administrateur	JACQUET Sverige AB	
	Administrateur	QUARTO Nordic AB	
	Administrateur	JACQUET Norge AS	
	Administrateur	JACQUET Nova Srl	
	Administrateur	JACQUET Italtaglio Srl	
	Administrateur	JACQUET Mid Atlantic Inc.	
	Administrateur	JACQUET UK LTD	
	Administrateur	JACQUET Houston Inc.	
	Administrateur	JACQUET Midwest Inc.	
	Administrateur	JACQUET West Inc.	
	Administrateur	JACQUET Jesenice d.o.o.	
	Administrateur	JACPOL Sp. z o.o.	
	Administrateur	JACQUET Nordpol Sp. z o.o.	
	Administrateur	JACQUET Polska Sp. z o.o.	
		Gérant	JSP EURL
	Gérant	OSS SARL	
	Gérant	JACQUET Portugal LDA	
	Vice président	JACQUET Shanghai Co. Ltd.	
Michel Perrin	Administrateur	JACQUET Metalls S.A.	
	Administrateur	ATP S.A.	2004
	Administrateur	JACQUET Iberica S.A.	

¹ Président du Conseil d'Administration et Directeur Général

² Représentant de JWS S.A.R.L.

³ Représentant de JACQUET Metalls S.A.

⁴ Administrateur et Directeur Général Délégué

16 / conseil d'administration

Le fonctionnement du Conseil d'Administration est décrit dans le rapport du Président du Conseil d'Administration relatif aux conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil et aux procédures de contrôle interne page 138.

Par décision du Conseil d'Administration du 13 juin 2008, Monsieur Philippe Goczol a été nommé à la fonction d'administrateur, pour une durée de six années, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2014 sur les comptes de l'exercice 2013.

Monsieur Philippe Goczol a également été nommé Directeur Général Délégué par décision du Conseil d'Administration du 13 juin 2008. Jusqu'à cette date, Monsieur Philippe Goczol exerçait la fonction de Directeur Général salarié non administrateur de la société.

17 / informations sociales et environnementales

Ces informations sont données au paragraphe 5 du rapport de gestion dans les informations sur le Groupe.

18 / affectation et répartition des résultats 2008

Il est proposé d'affecter et de répartir le bénéfice de l'exercice tel qu'arrêté au 31 décembre 2008, soit 1 700 073 €, de la façon suivante :

- au compte « Réserve Légale », la somme de 85 004 €,
- et le solde du bénéfice après dotation à la réserve légale, soit la somme de 1 615 069 €, majorée d'un prélèvement d'une somme de 474 931 € sur le compte « Autres réserves », à titre de dividende aux actionnaires, soit 2 090 000 € représentant une somme de 1 € par action.

Au cas où lors de la mise en paiement du dividende, la société détiendrait certaines de ses propres actions, le bénéfice distribuable correspondant au dividende non versé en raison de la détention desdites actions, serait affecté au compte report à nouveau.

67

19 / charges non déductibles visées aux articles 39-4 et 223 du code général des impôts

Le montant des charges s'élève à 7 022 euros pour l'exercice 2008 et l'impôt correspondant à 2 341 euros.

20 / tableau des résultats des cinq derniers exercices

Voir Annexe 1.

21 / évènements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi

Néant.

22 / délégations octroyées par l'assemblée générale au conseil d'administration

Néant.

Eric JACQUET
Président du Conseil d'Administration

Annexes au rapport de gestion

sommaire



68

Annexe 1	tableau des résultats des cinq derniers exercices	69
Annexe 2	informations sur les filiales et participations	70

Annexe 1 : tableau des résultats des cinq derniers exercices

en €	2008	2007	2006	2005	2004
Capital en fin d'exercice					
Capital social	15 000 000	7 500 000	7 500 000	7 500 000	7 500 000
Nombre d'actions ordinaires	2 090 000	2 090 000	2 090 000	2 090 000	2 090 000
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	5 410 428	6 762 864	5 770 300	3 710 688	3 057 870
Résultat avant impôt, amortissements et provisions	20 923 662	20 121 719	13 212 264	6 693 763	3 960 862
Impôt sur les bénéfices	2 063 004	1 924 803	2 362 794	1 335 170	317 808
Participation des salariés	-	-	-	-	-
Résultat après impôt, amortissements et provisions	1 700 073	17 425 879	10 490 737	4 672 107	2 798 447
Résultat distribué ¹	2 090 000	4 702 500	5 643 000	2 821 500	2 090 000
Résultats par action					
Résultat après impôt, avant amortissements et provisions	9,02	8,71	5,19	2,56	1,74
Résultat après impôt, amortissements et provisions	0,81	8,34	5,02	2,24	1,34
Dividende attribué à chaque action ¹	1,00	2,25	2,70	1,35	1,00
Personnel					
Effectif moyen de l'exercice	10	11	10	11	9
Masse salariale de l'exercice	1 021 003	1 114 661	1 118 424	1 141 304	849 358
Charges sociales de l'exercice	479 686	456 886	452 321	464 343	365 576

¹ pour 2008, tel que proposé à l'Assemblée Générale.



Annexe 2 : informations sur les filiales et participations

Société en €	Capital social	Total des capitaux propres	Quote-part de capital détenue
JACQUET SAS	3 000 000	19 650 971	99,99 %
JACQUET Paris SAS	160 000	1 637 449	100,00%
FRANCE INOX SAS	300 000	1 714 189	99,99%
DETAIL INOX SAS	1 370 000	2 242 144	99,99%
JACPOL Sp. z o.o.	1 877 928	7 235 556	100,00%
JACQUET Finland OY	103 550	6 012 322	78,95%
JACQUET Metallservice GmbH	70 000	550 863	75,00%
JACQUET Iberica SA	402 000	1 317 815	70,00%
JACQUET Nova Srl	400 000	3 065 482	100,00%
JACQUET Sverige AB	460 000	2 423 733	100,00%
JACQUET Magyarország Kft.	121 875	96 185	100,00%
JACQUET s.r.o.	55 815	237 315	80,00%
QUARTO Nordic AB	920 000	(844)	100,00%
JACQUET Danmark ApS	33 568	52 385	100,00%
JACQUET International SA	625 000	4 686 267	99,96%
JACQUET Jesenice d.o.o.	490 319	1 909 794	100,00%
QUARTO Europe S.A.S.U.	100 000	304 112	100,00%
ERDBRÜGGER Metallservice GmbH	80 000	153 703	51,25%
JACQUET Berlin GmbH	112 500	326 157	66,66%
JACQUET Norge AS	102 560	(67 669)	51,20%
JACQUET Mid Atlantic Inc.	574 840	(3 094 402)	75,00%
JACQUET Lyon S.A.S.U.	50 000	1 445 241	100,00%
JACQUET Nederland BV	22 689	3 024 204	50,40%
JACQUET Export S.A.S.U.	50 000	245 376	100,00%
JACQUET UK LTD	892 390	2 729 294	76,00%
JACQUET Portugal LDA	30 000	173 578	51,00%
JACQUET Nordpol Sp. z o.o.	91 489	157 858	90,00%
JACQUET Italtaglio Srl	335 000	(13 188)	85,00%
FFF HOLDING SAS	2 000 000	1 151 669	99,98%
JSP EURL	300 000	565 545	100,00%
JESTION EURL	8 000	181 777	100,00%
JWS SARL	42 000	(800 104)	95,00%
SCI DU CANAL	800	93 783	98,00%
IMS International Metal Service SA	N/A	N/A	23,17%
OSS SARL *	1 000 000	2 858 155	99,94%
JACQUET Benelux SA *	500 000	4 478 236	99,92%
JACQUET Deutschland GmbH *	25 565	918 686	99,96%
JACQUET Steinau GmbH *	36 000	453 469	74,97%
JACQUET Polska Sp. z o.o. *	24 076	280 520	99,96%
JACQUET Osiro AG *	269 360	2 226 745	50,98%
JACFRIESLAND BV *	1 000 000	4 240 258	40,32%
JACQUET Shanghai Co. Ltd. *	9 782 409	7 273 446	95,00%
JACQUET Houston Inc. *	215 565	(1 452 685)	60,00%
JACQUET Midwest Inc. *	215 565	(938 955)	71,25%
JACQUET West Inc. *	359 275	(474 515)	60,00%

* participations indirectes



Valeur comptable des titres détenus valeur brute	valeur nette	Chiffre d'affaires H.T.	Résultat du dernier exercice
5 206 152	5 206 152	63 658 884	(885 430)
152 434	152 434	6 900 947	7 981
323 952	323 952	6 339 843	200 020
1 877 137	1 877 137	4 532 984	273 523
1 979 800	1 979 800	19 127 577	(103 651)
81 750	81 750	14 255 031	273 771
52 500	52 500	8 792 769	(213 963)
369 600	369 600	6 640 620	7 815
1 340 117	1 340 117	6 041 056	(107 022)
1 902 194	1 902 194	7 336 474	585 889
53 250	53 250	801 464	(27 322)
37 795	37 795	3 278 585	89 533
1 106 880	1 106 880	2 768 184	(1 271 537)
154 617	74 617	80 618	(22 741)
1 022 231	1 022 231	580 195	3 784 214
495 781	495 781	3 238 819	94 828
100 000	100 000	7 567 886	(1 152 761)
41 000	41 000	3 876 566	22 478
75 000	75 000	3 446 071	107 088
63 922	-	1 571 150	(147 181)
483 567	483 567	14 216 771	(2 833 653)
50 000	50 000	14 482 028	405 087
1 000 000	1 000 000	28 244 582	1 737 775
50 000	50 000	4 787 708	141 197
1 160 000	1 160 000	10 252 246	1 061 916
15 300	15 300	3 253 281	79 044
93 236	93 236	1 974 994	79 841
284 750	284 750	1 236 969	(348 404)
3 288 565	1 088 564	-	44 618
288 112	288 112	2 770 913	5 709
7 622	7 622	1 580 130	161 214
39 900	39 900	-	(374 434)
447 901	447 901	102 500	92 983
58 086 509	40 854 659	N/A	N/A
-	-	6 051 760	7 938
-	-	19 012 370	1 032 207
-	-	16 620 995	701 068
-	-	6 405 194	243 688
-	-	6 803 778	295 368
-	-	8 878 415	965 333
-	-	9 633 408	739 684
-	-	6 079 605	(1 939 041)
-	-	4 644 306	(1 324 446)
-	-	2 191 290	(986 978)
-	-	1 174 432	(787 352)

situation financière et résultats 2008

1 / comptes consolidés 2008

Bilan consolidé au 31.12.2008

72

en K€	Notes	Brut	Amort. Prov.	31.12.2008 Net	31.12.2007 Net
Ecart d'acquisition	7.1	1 779	-	1 779	1 779
Immobilisations incorporelles	7.1	1 231	619	613	491
Immobilisations corporelles	7.1	56 923	24 909	32 014	29 800
Titres disponibles à la vente	7.1	38 719	-	38 719	-
Autres actifs financiers	7.1	660	35	624	650
Impôts différés	7.5	1 056	-	1 056	1 372
Actif non courant		100 368	25 563	74 805	34 093
Stocks et en-cours	7.2	70 713	-	70 713	103 070
Créances clients	7.3	34 780	287	34 493	44 213
Actifs d'impôt exigible	7.3	5 750	-	5 750	3 123
Autres créances	7.3	5 418	-	5 418	3 944
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7.4	31 152	-	31 152	31 088
Actif courant		147 813	287	147 526	185 437
Total actif		248 181	25 850	222 331	219 530
Capital social	7.6.1			15 000	7 500
Réserves consolidées				56 693	89 555
Capitaux propres part du Groupe				71 693	97 055
Part des minoritaires				5 564	8 031
Capitaux propres				77 258	105 087
Impôts différés	7.5			5 490	6 200
Provisions	7.7			663	800
Dettes financières long terme	7.8			63 584	27 299
Passif non courant				69 737	34 299
Dettes financières court terme	7.8			32 210	22 955
Dettes fournisseurs	7.10			34 872	42 519
Passifs d'impôt exigible	7.10			982	5 091
Autres dettes	7.10			7 273	9 579
Passif courant				75 337	80 145
Total passif				222 331	219 530

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

**Compte de résultat consolidé au 31.12.2008**

en K€	Notes	31.12.2008	31.12.2007
Chiffre d'affaires	6.1 & 6.2.1	238 030	301 927
Coût des ventes	6.2.1	187 082	208 914
Charges opérationnelles		18 736	17 683
Impôts et taxes		1 384	1 558
Charges de personnel	6.2.2	20 435	19 816
Dotations nettes aux amortissements		4 450	3 637
Dotations (reprises) nettes aux provisions		(127)	(66)
Autres charges / (Autres Produits)	6.2.4	(471)	(32)
Résultat opérationnel courant	6.1	6 540	50 417
Résultat des cessions d'actifs immobilisés	6.2.5	44	70
Résultat opérationnel		6 583	50 488
% du chiffre d'affaires		2,8%	16,7%
Coût de l'endettement		2 795	2 477
Revenu des placements		(1 451)	(1 157)
Coût de l'endettement net		1 344	1 320
Autres produits financiers		(2 978)	(2 596)
Autres charges financières		2 835	3 587
Résultat financier	6.2.6	- 1 201	- 2 311
Résultat avant impôt		5 382	48 176
Impôt sur les résultats	6.2.7	4 872	14 402
Résultat net consolidé		510	33 774
% du chiffre d'affaires		0,2%	11,2%
Part des minoritaires		124	3 634
Résultat net part du Groupe		385	30 141
% du chiffre d'affaires		0,2%	10,0%
Résultat net par action (en euros)	6.2.8	0,18	14,42
Résultat net dilué par action (en euros)	6.2.8	0,18	14,42

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.



Tableau des flux de trésorerie consolidé au 31.12.2008

en K€	Notes	31.12.2008	31.12.2007
Résultat net		510	33 774
Dotations aux amortissements et provisions		4 323	3 606
Plus/moins values sur cessions d'actifs et divers		(44)	730
Variation des impôts différés		(393)	1 210
Capacité d'autofinancement		4 396	39 320
Coût de l'endettement		2 795	2 477
Intérêts payés		(2 566)	(2 499)
Charge d'impôts		5 305	13 223
Impôts payés		(11 301)	(20 608)
Trésorerie avant variation du fonds de roulement		(1 371)	31 913
Variation des stocks et en-cours		32 356	(26 122)
Variation des créances clients		9 716	7 102
Variation des dettes fournisseurs		(7 647)	(19 685)
Autres variations	8.2	(4 522)	2 943
Variation du besoin en fonds de roulement		29 904	(35 761)
Trésorerie résultant des opérations d'exploitation		28 533	(3 848)
Acquisitions d'immobilisations		(7 298)	(10 746)
Acquisitions de filiales	8.3	-	-
Acquisitions de titres disponibles à la vente	8.4	(58 087)	-
Cessions d'immobilisations		107	319
Cessions de filiales	8.3	90	365
Subventions d'investissement reçues		-	-
Autres variations		-	-
Trésorerie consacrée à des opérations d'investissements		(65 187)	(10 063)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	8.5	(4 703)	(5 643)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	8.5	(2 406)	(2 226)
Augmentation de capital des minoritaires	8.3	25	-
Nouveaux emprunts		48 282	17 392
Remboursements d'emprunts		(8 313)	(7 181)
Autres variations		(108)	(706)
Trésorerie consacrée à des opérations de financement		32 778	1 636
Incidence des variations des cours des devises		(1 714)	73
Variation de trésorerie		(5 590)	(12 201)
Trésorerie à l'ouverture	8.1	18 129	30 331
Trésorerie à la clôture	8.1	12 539	18 129

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

Variation des fonds propres consolidés au 31.12.2008

en K€	Notes	Nombre d'actions	Capital social	Réserves	Écarts de réévaluation	Écarts de conversion	Autres	Capitaux propres part du Groupe	Part des minoritaires	Capitaux propres
Au 1^{er} janvier 2007		2 090 000	7 500	62 975	1 759	1 056	(129)	73 161	5 913	79 074
Distribution de dividendes				(5 643)				(5 643)	(2 226)	(7 869)
Écarts de conversion	7.6.2					(234)		(234)	(32)	(266)
Autres	7.6.3						(369)	(369)	743	374
Résultat de la période				30 141				30 141	3 634	33 774
Au 31 décembre 2007		2 090 000	7 500	87 473	1 759	822	(498)	97 055	8 031	105 087
Distribution de dividendes				(4 703)				(4 703)	(2 406)	(7 108)
Écarts de conversion	7.6.2					(1 613)		(1 613)	(240)	(1 852)
Autres	7.6.3		7 500	(7 500)			(19 432)	(19 432)	54	(19 378)
Résultat de la période				385				385	124	510
Au 31 décembre 2008		2 090 000	15 000	75 655	1 759	(791)	(19 930)	71 693	5 564	77 258

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

Annexe aux comptes consolidés au 31.12.2008

1 / faits marquants de l'exercice

Les conditions de marché de l'exercice ont été difficiles et plus particulièrement au quatrième trimestre, caractérisé par une forte baisse des prix de vente et un ralentissement de la demande. La stratégie de développement en Amérique et en Asie a porté ses fruits avec des ventes qui ont représenté 12,5% de l'activité contre 6% en 2007 et a permis d'augmenter les volumes de tôles découpées, cœur de métier du Groupe, de 3% par rapport à 2007. Pris globalement et comparés à 2007, les volumes distribués sont inférieurs de 8% en raison de la faible activité dans les tôles vendues sans transformation.

Début 2009, les conditions de marché sont extrêmement dégradées et le Groupe n'anticipe pas d'amélioration avant le second semestre. En effet, alors qu'à l'achat les prix des métaux approchent leurs points bas, les prix de vente à la clientèle chutent dans un climat de concurrence exacerbée et des volumes très faibles. Prenant en compte ces éléments, le Groupe a déprécié ses stocks de 11,6 millions d'euros soit près de 14% de leur valeur brute. De même, le Groupe n'a pas enregistré pour les filiales les plus récemment créées certains produits d'impôts différés sur reports déficitaires pour un montant de 2,4 millions d'euros.

Au cours du second semestre 2008, JACQUET Metals a acquis une participation de 23,17 % dans la société IMS International Metal Service (FR0000033904). L'acquisition de cette participation représente un investissement de 58 millions d'euros. La baisse du cours de l'action IMS par rapport au prix moyen d'achat dégrade les capitaux propres du Groupe de 19 millions d'euros au 31 décembre 2008.



comptes consolidés 2008

76

L'endettement net du Groupe s'élève à 64,6 millions d'euros au 31 décembre 2008. Hors effet de la participation dans IMS, l'endettement net au 31 décembre 2008 s'élève à 6,6 millions d'euros et le ratio d'endettement net sur capitaux propres à 6,9%.

Les stocks s'élèvent à 71 millions d'euros au 31 décembre 2008 contre 103 millions d'euros un an auparavant, permettant au Groupe de générer une trésorerie d'exploitation positive de 28,5 millions d'euros dans un contexte de ralentissement économique.

Sur 2008, JACQUET Metals a poursuivi son développement à l'international et le montant des investissements (acquisitions d'immobilisations) s'est élevé à 7,3 millions d'euros. Deux nouveaux centres de distribution ont été lancés en 2008 :

- JACQUET West, quatrième franchise du Groupe aux Etats-Unis lancée en deux ans.
- JACQUET Italtaglio, deuxième centre de distribution en Italie.

2 / référentiel

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du Groupe JACQUET Metals publiés au titre de l'exercice 2008 et les comptes comparatifs au titre de l'exercice 2007 ont été préparés conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Les normes et interprétations retenues sont celles publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) avant le 31 décembre 2008 et qui sont d'application obligatoire à cette date. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm) et comprend les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (IASB), c'est-à-dire les normes IFRS, les normes comptables internationales (IAS) et les interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (SIC).

Les comptes consolidés n'intègrent pas les éventuels impacts des normes et interprétations publiées au 31 décembre 2008 mais non encore obligatoires dont l'application peut être anticipée. Ainsi, les comptes consolidés au 31 décembre 2008 n'intègrent pas les éventuels impacts de la norme IFRS 8 relative aux secteurs opérationnels, publiée le 30 juin 2008 et approuvée par l'Union Européenne, dont l'application n'est obligatoire qu'à compter de l'exercice 2009. La société ne s'attend pas à ce que cette nouvelle règle modifie de manière substantielle l'évaluation, le contenu ou la présentation de ses états financiers consolidés.

3 / périmètre et méthodes de consolidation

3.1 / méthode de consolidation

Toutes les sociétés étant contrôlées de façon exclusive par détention directe ou indirecte des droits de vote sont consolidées par intégration globale. Toutes les transactions entre les sociétés consolidées sont éliminées, de même que les résultats internes au Groupe (dividendes, plus values, marges en stock).

Les états financiers sont présentés en euros, arrondis au millier le plus proche.

Les états financiers des sociétés étrangères sont convertis en euro selon les principes suivants :

- Les postes de bilan sont convertis au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice,
- Les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen de l'exercice,
- Les écarts résultant de ces méthodes de conversion sont comptabilisés en capitaux propres.

Les dates de clôture retenues pour la consolidation sont celles des exercices sociaux c'est-à-dire le 31 décembre pour toutes les sociétés consolidées.

Taux de change utilisés en consolidation :

Pays	Devises/Sigles	Taux moyen 2008	Taux de clôture 2008
Angleterre	GBP	0,78	0,95
Suisse	CHF	1,60	1,49
Pologne	PLN	3,48	4,15
Suède	SEK	9,50	10,87
Hongrie	HUF	250,00	266,67
Etats-Unis	USD	1,47	1,39
République Tchèque	CZK	24,99	26,87
Norvège	NOK	8,10	9,75
Danemark	DKK	7,46	7,45
Chine	CNY	10,30	9,66

3.2 / date d'arrêté des comptes

Les comptes consolidés du Groupe JACQUET Metals ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 12 mars 2009. Le Président du Conseil d'Administration, qui a tous pouvoirs pour modifier les états financiers après leur publication, a autorisé la publication de ces derniers le 12 mars 2009.

Les comptes consolidés du Groupe JACQUET Metals seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire du 23 juin 2009.



3.3 / périmètre de consolidation

Sociétés	Pays	% Intérêts	% Contrôle
JACQUET Metals SA	France	Société Mère	Société Mère
DETAIL INOX SAS	France	99,99%	99,99%
FFF HOLDING SAS	France	99,98%	99,98%
FRANCE INOX SAS	France	99,99%	99,99%
JACQUET Export S.A.S.U.	France	100,00%	100,00%
JACQUET Lyon S.A.S.U.	France	100,00%	100,00%
JACQUET Paris SAS	France	100,00%	100,00%
JACQUET SAS	France	99,99%	99,99%
JESTION EURL	France	100,00%	100,00%
JSP EURL	France	100,00%	100,00%
JWS SARL	France	95,00%	95,00%
OSS SARL	France	99,94%	99,96%
QUARTO Europe S.A.S.U.	France	100,00%	100,00%
SCI DU CANAL	France	98,00%	98,00%
ERDBRÜGGER Metallservice GmbH	Allemagne	51,25%	51,25%
JACQUET Berlin GmbH	Allemagne	66,66%	66,66%
JACQUET Deutschland GmbH	Allemagne	99,96%	100,00%
JACQUET Steinau GmbH	Allemagne	74,97%	75,00%
JACQUET UK LTD	Angleterre	76,00%	76,00%
JACQUET Metallservice GmbH	Autriche	75,00%	75,00%
JACQUET Benelux SA	Belgique	99,92%	99,96%
JACQUET Shanghai Co. Ltd.	Chine	95,00%	100,00%
JACQUET Danmark ApS	Danemark	100,00%	100,00%
JACQUET Iberica SA	Espagne	70,00%	70,00%
JACQUET Houston Inc.	Etats-Unis	60,00%	80,00%
JACQUET Mid Atlantic Inc.	Etats-Unis	75,00%	75,00%
JACQUET Midwest Inc.	Etats-Unis	71,25%	95,00%
JACQUET West Inc.	Etats-Unis	60,00%	80,00%
JACQUET Finland OY	Finlande	78,95%	78,95%
JACQUET Nederland BV	Hollande	50,40%	50,40%
JACFRIESLAND BV	Hollande	40,32%	80,00%
JACQUET Magyarorszag Kft.	Hongrie	100,00%	100,00%
JACQUET Nova Srl	Italie	100,00%	100,00%
JACQUET Italtaglio Srl	Italie	85,00%	85,00%
JACQUET International SA	Luxembourg	99,96%	99,96%
JACQUET Norge AS	Norvège	51,20%	51,20%
JACPOL Sp. z o.o.	Pologne	100,00%	100,00%
JACQUET Polska Sp. z o.o.	Pologne	99,96%	100,00%
JACQUET Nordpol Sp. z o.o.	Pologne	90,00%	90,00%
JACQUET Portugal LDA	Portugal	51,00%	51,00%
JACQUET s.r.o.	République Tchèque	80,00%	80,00%
JACQUET Jesenice d.o.o.	Slovénie	100,00%	100,00%
JACQUET Sverige AB	Suède	100,00%	100,00%
QUARTO Nordic AB	Suède	100,00%	100,00%
JACQUET Osiro AG	Suisse	50,98%	51,00%

3.4 / variation du périmètre

Le tableau suivant indique les variations de pourcentage d'intérêts et de contrôle depuis le 31 décembre 2007 :

Variation du périmètre	2007		2008	
	% Intérêts	% Contrôle	% Intérêts	% Contrôle
JACQUET Berlin GmbH	75,00%	75,00%	66,66%	66,66%
JACQUET West Inc.	–	–	60,00%	80,00%
JACQUET Romania Srl	70,00%	70,00%	–	–

La participation de 70% détenue par JACQUET Metals dans la société JACQUET Romania a été cédée au manager de la filiale au cours du mois d'août 2008.

JACQUET West est la quatrième franchise du Groupe aux Etats-Unis lancée en deux ans.

La franchise allemande JACQUET Berlin a augmenté son capital de 25 K€. Cette augmentation de capital a été souscrite uniquement par le manager de la filiale : le pourcentage de détention de JACQUET Metals dans cette franchise passe de 75% à 66,66%.

4 / recours à des estimations

La préparation des comptes consolidés conformes aux règles IFRS nécessite la prise en compte par la direction d'hypothèses et d'estimations qui ont une incidence sur les actifs et passifs figurant au bilan et mentionnés dans les notes annexes ainsi que sur les charges et produits du compte de résultat. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Les principales estimations faites par la direction lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur les hypothèses retenues pour le calcul des dépréciations sur stocks, le test de dépréciation des écarts d'acquisition, l'évaluation de la provision pour régime de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi ainsi que l'évaluation de certaines provisions.

Les comptes consolidés de l'exercice ont été établis en tenant compte du contexte actuel de crise économique et financière et sur la base de paramètres financiers de marché disponibles à la date de clôture. Les effets immédiats de la crise ont été pris en compte, notamment dans la valorisation des actifs tels que les stocks et dans la position retenue par la direction de ne pas enregistrer pour les filiales les plus récemment créées certains produits d'impôts différés sur reports déficitaires. En ce qui concerne les actifs à plus long terme, tels que les actifs incorporels (écarts d'acquisition), il a été pris pour hypothèse que la crise serait limitée dans le temps. La valeur de ces actifs est appréciée à chaque exercice sur la base de perspectives économiques long terme et sur la base de la meilleure appréciation de la direction du Groupe dans un contexte de visibilité réduite en ce qui concerne les flux futurs de trésorerie.

5 / principes et méthodes comptables

La description des options significatives de première application prises lors de la transition aux IFRS est disponible dans la note 10 de l'annexe aux comptes consolidés dans le document de référence 2005 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 6 juin 2006 sous le n° D.06-0508.

5.1 / paiements fondés sur des actions

L'Assemblée Générale du 13 juin 2008 a autorisé le Conseil d'Administration à faire acheter par la société ses propres actions et à mettre en œuvre tout plan d'attribution gratuite d'actions au profit de salariés et/ou dirigeants sociaux de la société et/ou des sociétés de son Groupe.

Conformément à la norme IFRS 2 - Paiement fondé sur des actions, les actions gratuites attribuées aux salariés du Groupe sont évaluées à la juste valeur de l'avantage accordé à la date d'octroi.

Les évolutions de valeur postérieures à la date d'attribution sont sans effet sur cette évaluation. La charge ainsi calculée est comptabilisée en charges de personnel, en contrepartie des capitaux propres, linéairement sur la période d'acquisition des droits.

5.2 / actions en auto-contrôle

Les actions en auto-contrôle (actions propres) détenues par le Groupe sont comptabilisées en déduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les éventuels profits ou pertes liés à l'achat, la vente, l'émission ou l'annulation des actions en auto-contrôle sont comptabilisés directement en capitaux propres sans affecter le résultat.

5.3 / écarts d'acquisition

En application de la norme IFRS 3, lors d'un regroupement d'entreprise, les paiements effectués par le Groupe en prévision d'avantages économiques futurs générés par des actifs qui ne peuvent être identifiés individuellement et comptabilisés séparément sont comptabilisés comme écart d'acquisition à l'actif du bilan.

En l'absence de dispositions prévues par la norme actuelle IFRS 3 sur les regroupements d'entreprise et dans une logique de cohérence avec les dispositions de la nouvelle norme IFRS 3 révisée, les transactions d'acquisition ou de cession qui interviennent avec des actionnaires minoritaires sont désormais considérées comme des transactions entre actionnaires. Ainsi, à compter du 1^{er} janvier 2007, lors d'acquisitions ou de cessions d'actions auprès d'actionnaires minoritaires :

- les intérêts minoritaires sont diminués ou augmentés à hauteur de la quote-part de la valeur nette comptable acquise ou cédée,
- la différence entre le prix d'acquisition ou de cession et la valeur nette comptable des intérêts minoritaires acquis ou cédés est imputée sur les réserves consolidées.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36 - Dépréciation d'actifs, la valeur des écarts d'acquisition est testée au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur. Ce test, dont l'objectif est de prendre en compte des éléments ayant pu impacter la valeur recouvrable de ces actifs, est effectué à la clôture de chaque exercice. Ce test est réalisé par Unité Génératrice de Trésorerie (UGT). L'UGT correspond aux entités juridiques ou filiales, niveau auquel le Groupe organise ses activités et analyse ses résultats dans son reporting interne.

La valeur d'utilité est déterminée à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une durée de 4 ans et d'une valeur terminale évaluée sur la base d'une capitalisation à l'infini des flux de trésorerie. Lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée en résultat opérationnel courant. La valeur recouvrable de l'UGT est la valeur la plus élevée entre la juste valeur et la valeur d'utilité.

5.4 / frais de recherche et développement

Le Groupe n'a pas d'activité dans ce domaine.

5.5 / immobilisations incorporelles

Conformément à la norme IAS 38 – Immobilisations incorporelles, un actif est enregistré à l'actif du bilan s'il est probable que les avantages économiques futurs liés à l'actif iront au Groupe. Les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement des éléments amortissables tels que des logiciels et des concessions, amortis linéairement sur des durées d'utilité comprises entre 1 et 4 ans.

5.6 / immobilisations corporelles

Les biens acquis au moyen d'un contrat de location financement sont traités en conformité avec la norme IAS 17 - Contrats de location, soit par comptabilisation d'un actif amortissable et d'une dette financière (cf note 5.8).

Conformément à la norme IAS 16 - Immobilisations corporelles, les actifs sont décomposés si leurs composantes ont des durées d'utilité différentes ou qu'elles procurent des avantages à l'entreprise selon un rythme différent nécessitant l'utilisation de taux et de mode d'amortissement différents. Le coût d'une immobilisation corporelle est constitué :

- de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables,
- de tous les frais directement attribuables engagés pour mettre l'actif en état de marche en vue de l'utilisation prévue,
- de toutes les remises et rabais commerciaux déduits dans le calcul du prix d'achat.

Les méthodes et durées d'amortissement appliquées par le Groupe sont les suivantes :

- les terrains ne sont pas amortis,
- les bâtiments et leurs aménagements sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité estimée comprise entre 8 et 20 ans,
- les équipements industriels sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité estimée comprise entre 5 et 15 ans,
- les autres catégories d'immobilisations corporelles telles que les véhicules et le matériel informatique sont amorties linéairement sur des durées d'utilité estimées comprises entre 3 et 10 ans.

Le Groupe utilise ses actifs le plus longtemps possible et les cessions d'immobilisations restent très occasionnelles. Le Groupe exploite donc ses actifs sur leur durée d'utilité sans tenir compte de leur valeur résiduelle.

5.7 / tests de dépréciation effectués sur les actifs amortissables

Lorsque des événements ou des situations nouvelles indiquent que la valeur comptable de certains actifs corporels ou incorporels est susceptible de ne pas être recouvrable, cette valeur est comparée à la valeur recouvrable estimée à partir de la valeur d'utilité (calculée comme la somme actualisée des flux de trésorerie estimés futurs attendus de l'utilisation des actifs et de leur cession éventuelle) en l'absence de juste valeur estimable de manière fiable. Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de ces actifs, cette dernière est ramenée à la valeur recouvrable (définie comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur et la valeur d'utilité) par comptabilisation d'une perte de valeur d'actif en résultat opérationnel courant. La nouvelle valeur de l'actif est amortie prospectivement sur la nouvelle durée de vie résiduelle de l'actif.

5.8 / contrats de location

Location financement

Les contrats de location sont immobilisés lorsqu'ils sont qualifiés de location-financement, c'est à dire qu'ils ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des biens loués. La qualification d'un contrat s'apprécie au regard des critères définis par la norme IAS 17. Les contrats de location-financement sont retraités quand ils sont significatifs. Les contrats de location-financement sont constatés à l'actif et amortis selon les règles applicables à la nature du bien, la contrepartie étant constatée en dettes financières. Les charges de loyers sont ventilées entre la part liée au remboursement de l'emprunt, constatée en diminution de la dette, et la part liée aux frais financiers, reclassée en coût de l'endettement financier net.

Locations simples

Les loyers au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

5.9 / instruments financiers

5.9.1 / actifs financiers

- Actifs financiers constatés au coût amorti : cette rubrique comprend les actifs financiers non courants tel que les prêts, les dépôts et cautionnement et les actifs courants (créances clients, autres créances hors charges constatées d'avance).
- Actifs financiers désignés en tant que « juste valeur par le résultat » : cette rubrique comprend les actifs de trésorerie et équivalents ainsi que les instruments financiers dérivés.
- Actifs financiers désignés en tant que « juste valeur par le résultat sur option » : non applicable.
- Titres disponibles à la vente : les titres disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur ou juste valeur cotée à la date de clôture de l'exercice et sont des actifs financiers que la société a l'intention de conserver pour une période non déterminée. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres. En cas de cession ou de dépréciation, les variations de juste valeur accumulées en capitaux propres sont transférées au compte de résultat. Au 31 décembre 2008, cette rubrique est composée d'une participation minoritaire non consolidée dans une société cotée.

5.9.2 / passifs financiers

- Passifs financiers constatés au coût amorti : cette rubrique comprend les dettes financières non courantes et courantes (banques et organismes de location-financement, autres financements ainsi que les découverts bancaires) et les passifs courants (dettes fournisseurs, autres dettes hors produits constatés d'avance).
Conformément aux dispositions de la norme IAS 39- Instruments financiers, les emprunts et les découverts bancaires sont comptabilisés au coût amorti calculé sur la base du taux d'intérêt effectif. La part à moins d'un an est classée dans le poste « dettes financières courantes » et la part à plus d'un an est classée dans le poste « dettes financières non courantes ».
- Passifs financiers désignés en tant que « juste valeur par le résultat » : cette rubrique comprend les instruments financiers dérivés.
- Passifs financiers désignés en tant que « juste valeur par le résultat sur option » : non applicable.

5.9.3 / instruments financiers dérivés

Les valeurs comptables des instruments financiers dérivés sont ajustées sur les justes valeurs à la date de clôture. Le Groupe n'appliquant pas la comptabilité de couverture, les variations de juste valeur sont constatées en résultat.

5.10 / créances clients

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. La juste valeur des créances clients est assimilée à leur valeur nominale compte tenu des échéances de paiement généralement inférieures à 3 mois. Les créances clients peuvent, le cas échéant, faire l'objet d'une dépréciation. Une dépréciation est comptabilisée dès lors qu'il existe un risque de non recouvrement. La valeur d'inventaire est appréciée créance par créance en fonction de ce risque. Lorsque la créance est couverte par une police d'assurance-crédit, seule la partie non assurée fait l'objet d'une dépréciation.

83

5.11 / trésorerie et équivalents de trésorerie

Le poste est constitué des liquidités en banque, des fonds de caisse et des valeurs mobilières de placement, généralement des SICAV monétaires ou des Certificats de Dépôt Négociables, convertibles instantanément et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Les valeurs mobilières de placement sont évaluées en juste valeur et les pertes et profits latents sont comptabilisés au compte de résultat en produits ou charges financiers. Ces placements sont généralement détenus dans l'optique d'être cédés à court terme.

5.12 / stocks et travaux en cours

— marchandises et produits entiers

Les stocks sont valorisés au prix moyen pondéré, incluant les frais d'approche. Les frais d'approche comprennent les coûts de transport ainsi que d'éventuels frais de traitement, à l'exclusion des frais de stockage et des frais financiers.

— dépréciation des stocks

Le cas échéant, les stocks font l'objet de dépréciation :

- Quand la valeur d'écoulement probable est inférieure à la valeur comptable.
- Quand les stocks sont anciens ou à faible rotation. Les taux de dépréciation appliqués sont de 75 % pour des marchandises ne figurant plus au catalogue, de 50 % pour des articles présentant un risque de décote élevé (format, certificat qualité), de 20 % pour des rotations faibles supérieures à 2 ans et de 10 % pour des rotations faibles comprises entre 1 et 2 ans.

5.13 / provisions

Les obligations à l'égard des tiers résultant de faits générateurs passés, qu'elles soient légales, réglementaires, contractuelles ou implicites font l'objet d'une provision dès lors qu'il est probable qu'elles donneront lieu à une sortie de ressources.

Les actifs éventuels sont mentionnés en annexe, lorsque leur réalisation est probable et que le montant est significatif. Les passifs éventuels sont mentionnés en annexe, lorsque leur montant est significatif.



5.14 / régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le Groupe participe à des régimes de retraites, de pré-retraites et d'indemnités de départs.

Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les provisions sont déterminées de la façon suivante : la méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetées qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs.

La charge représentative de l'évolution des engagements nets au titre des pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi est comptabilisée dans le résultat opérationnel ou le résultat financier selon la nature du sous-jacent.

5.15 / impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts sur les bénéfices correspond à l'impôt exigible résultant notamment de l'application de la convention d'intégration fiscale mentionnée en note 12.1 pour les sociétés du Groupe faisant partie de ce régime, corrigée des impôts différés. Ceux-ci résultent de retraitements apportés aux comptes sociaux annuels, ainsi que de certains décalages d'imposition dans le temps qui existent entre le résultat comptable retraité et le résultat fiscal.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12- Impôts sur le résultat, les provisions pour impôts différés sont calculées selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable, pour toutes les différences temporelles résultant de l'écart entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs, ainsi que pour les pertes fiscales reportables. Les actifs et passifs d'impôts différés sont calculés en tenant compte des taux d'impôts votés ou quasi adoptés qui seront applicables lors du renversement des différences temporelles.

Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que si leur récupération est probable à court terme. Les actifs et passifs d'impôts différés ne font pas l'objet d'un calcul d'actualisation.

Aucun impôt différé n'a été calculé sur les différences temporaires résultant de la différence d'évaluation des participations dans les sociétés affiliées. Sauf si une distribution est prévue, aucune provision pour les impôts à la source ou d'autres taxes n'est constituée sur les bénéfices non distribués des sociétés affiliées car ces bénéfices sont, en règle générale, réinvestis.

5.16 / subventions publiques

Conformément à la norme IAS 20, les subventions d'investissement publiques reçues sont différées pour être comptabilisées en résultat opérationnel courant au prorata de l'amortissement des biens correspondants acquis.

5.17 / chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est composé de la valeur hors taxes des biens et services vendus par les sociétés intégrées dans le cadre normal de leur activité après élimination des ventes intra-Groupe.

Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date où la majorité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés (le plus souvent, à la date du transfert de propriétés des biens). Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, donc après déduction de remises et rabais commerciaux. Les coûts de transports facturés aux clients sont compris dans le chiffre d'affaires, ceux supportés par le Groupe sont inclus dans les charges opérationnelles.

5.18 / résultat opérationnel courant

Le Groupe utilise le résultat opérationnel courant comme principal indicateur de performances. Il correspond au résultat de l'ensemble consolidé avant prise en compte :

- du résultat des cessions d'actifs immobilisés,
- des produits ou charges financiers,
- des impôts,
- de la part des minoritaires.

5.19 / produits et charges financiers

Les produits et charges financiers se composent des éléments suivants :

- des charges et produits d'intérêts sur la dette nette consolidée, constituée des emprunts, de la trésorerie et des autres passifs financiers (y compris les dettes sur contrats de location financement),
- du résultat de change sur l'ensemble des opérations du Groupe,
- des profits et pertes sur instruments financiers.

5.20 / opérations en monnaies étrangères

Les opérations libellées en devises sont comptabilisées à leur contre valeur en euro à la date de l'opération. A la clôture de l'exercice, les actifs financiers et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis en euro au cours de clôture. Les pertes et gains de change en découlant sont reconnus dans la rubrique résultat de change et présentés en autres produits et charges financiers au compte de résultat.

5.21 / analyse sectorielle

Un secteur d'activité est une composante distincte d'une entreprise qui est engagée dans la fourniture d'un produit unique ou d'un groupe de produits liés, et qui est exposée à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs d'activité.

Les risques et les taux de rentabilité du Groupe JACQUET Metals sont affectés principalement par l'exercice de ces activités dans différentes zones géographiques, constituant ainsi le seul niveau d'information sectorielle au sens de la norme IAS 14.

L'activité du Groupe JACQUET Metals s'exerce autour d'un pôle principal, le commerce de métaux nobles, découpés à la demande ou revendus sans transformation (négoce). La découpe et le négoce font appel aux mêmes moyens logistiques et de stockage et les fournisseurs, clients, méthodes de distribution, environnement réglementaire, risques, potentiel de développement et marchés sont communs. Ils ne constituent donc pas au sens de la norme IAS 14 deux secteurs d'activités distincts.

**5.22 / résultat par action**

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, à l'exception des actions en auto-contrôle. Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, majoré de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives (options de souscription, bons de souscription,...), retraits des actions en auto-contrôle.

Un plan de souscription d'actions est considéré comme dilutif lorsqu'il a pour conséquence l'émission d'actions ordinaires à un cours inférieur au cours moyen de bourse pendant la période.

5.23 / actifs destinés à être cédés

Conformément à la norme IFRS 5 - Actifs non courants destinés à être cédés et abandons d'activités, les actifs disponibles immédiatement pour la cession, pour lesquelles un plan de cession ainsi que les actions nécessaires à trouver un client sont engagés et dont la vente à moins d'un an est très probable sont classées au bilan comme étant destinées à être cédées. Ces actifs sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur nette de frais de cession, au besoin par le biais d'une dépréciation.

6 / notes relatives au compte de résultat**6.1 / analyse sectorielle**

Comme indiqué au paragraphe 5.21, le métier de JACQUET Metals s'exerce autour d'un seul pôle, le commerce de métaux nobles principalement sous forme de tôles qui peuvent être revendues sans transformation ou découpées à la demande. Le Groupe est aujourd'hui présent en Europe dans 18 pays au travers d'un réseau de centres de distribution et de bureaux de vente, en Chine et aux Etats-Unis.

Les informations sélectionnées sur le chiffre d'affaires, le résultat, les actifs et les passifs du Groupe par zones géographiques se décomposent comme suit :

en K€	France	Europe	Reste du Monde	Éliminations	Total
Au 31.12.2008					
Chiffre d'affaires avant éliminations	124 186	194 331	28 306	-	346 824
Moins chiffre d'affaires inter-segment	(69 091)	(37 197)	(2 507)	-	(108 794)
Chiffre d'affaires consolidé	55 095	157 135	25 800	-	238 030
Résultat opérationnel courant consolidé	4 079	8 921	(6 460)	-	6 540
Charges non affectables					44
Résultat financier					(1 201)
Impôts sur les résultats					(4 872)
Résultat net consolidé					510
Actifs sectoriels	111 477	80 239	30 616	-	222 331
Passifs sectoriels	59 345	45 827	39 902	-	145 074
Investissements de la période	39 737	4 935	1 346	-	46 017
Dotations aux amortissements	1 220	2 608	622	-	4 450

en K€	France	Europe	Reste du Monde	Éliminations	Total
Au 31.12.2007					
Chiffre d'affaires avant éliminations	160 321	267 466	13 822	-	441 609
Moins chiffre d'affaires inter-segment	(80 107)	(58 977)	(597)	-	(139 681)
Chiffre d'affaires consolidé	80 214	208 488	13 224	-	301 927
Résultat opérationnel courant consolidé	21 697	29 077	(356)	-	50 417
Charges non affectables					70
Résultat financier					(2 311)
Impôts sur les résultats					(14 402)
Résultat net consolidé					33 774
Actifs sectoriels	85 097	103 065	31 368	-	219 530
Passifs sectoriels	23 372	57 933	33 139	-	114 443
Investissements de la période	1 170	7 468	2 108	-	10 746
Dotations aux amortissements	1 110	2 142	385	-	3 637

Les données ci-dessus concernent les zones d'implantation du Groupe et non de commercialisation.

Le chiffre d'affaires par zone de commercialisation est le suivant :

en K€	France	Europe	Reste du monde	Total
<u>Exercice 2008</u>				
Chiffre d'affaires avant éliminations	72 862	238 248	35 714	346 824
Moins chiffre d'affaires inter-segment	(32 811)	(72 474)	(3 510)	(108 794)
Chiffre d'affaires consolidé	40 051	165 775	32 204	238 030
<u>Exercice 2007</u>				
Chiffre d'affaires avant éliminations	90 740	328 661	22 207	441 609
Moins chiffre d'affaires inter-segment	(40 044)	(97 642)	(1 995)	(139 681)
Chiffre d'affaires consolidé	50 696	231 019	20 212	301 927

6.2 / notes sur les autres postes principaux du compte de résultat

6.2.1 / chiffre d'affaires et marge

A / incidences des variations de change sur le chiffre d'affaires

A taux de change constant, le chiffre d'affaires 2008 aurait été supérieur de 0,8 %.

B / élasticité

Elasticité du prix d'achat :

Les prix d'achat des tôles sont fixés entre le management de JACQUET Metals et les producteurs et sont généralement composés de deux éléments distincts : le prix de base qui est le résultat d'une négociation au moment de la commande avec chaque producteur et l'extra d'alliage qui est généralement fixé au moment de la livraison. L'extra d'alliage résulte d'une formule de calcul propre à chaque producteur qui intègre le prix du nickel, du chrome, du titane, du molybdène, de la ferraille, de la parité euro/dollar...

La fixation du prix des tôles dépendra également des systèmes conçus par JACQUET Metals et qui pourront faire l'objet d'accords individualisés avec les producteurs. Ces accords pourront être ponctuels, à durée déterminée ou à durée indéterminée.

Dans un métier où les extra d'alliages varient et s'appliquent identiquement pour tous les clients des producteurs, le délai de livraison est un paramètre important. Ils sont assez peu respectés et généralement compris entre 1 et 12 mois. C'est pourquoi les prix d'achat pourront faire l'objet de clauses d'ajustement en fonction du respect des délais de livraison. Certains accords pourront également prévoir que l'extra d'alliage sera ajusté en fonction de la date réelle de livraison plutôt qu'à la date théorique, au choix de JACQUET Metals, de même que le prix de base pourra être révisé à posteriori par le producteur etc.... Enfin, des remises annuelles peuvent être prévues en fonction des volumes achetés, de la performance globale du producteur.

Elasticité du chiffre d'affaires :

Dans la mesure du possible, la politique commerciale du Groupe vise à répercuter systématiquement les variations des prix d'achat sur les prix de vente. Les effets volumes et prix du chiffre d'affaires sont communiqués par le Groupe et ne sont normalement pas corrélés mais les clients auront tendance à reporter ou anticiper leurs commandes en fonction de la tendance à la baisse ou à la hausse des prix de ventes.

Elasticité de la marge brute :

Le taux de marge brute, exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires, évolue en fonction du mix produit (nuances, tôles découpées ou vendues sans transformation) et de l'évolution des prix sur l'écoulement des stocks. La marge brute exprimée en valeur évoluera également en fonction du niveau des prix de vente de l'innox.

C / coût des ventes

Le coût des ventes s'analyse comme suit :

en K€	31.12.2008	31.12.2007
Chiffre d'affaires	238 030	301 927
Achats consommés	178 876	205 636
Dépréciation des stocks	8 206	3 278
Coût des ventes	187 082	208 914
Marge brute	50 947	93 013
Taux de marge	21,4%	30,8%
Taux de marge hors dépréciation des stocks	24,9%	31,9%

6.2.2 / charges de personnel

en K€	2008	2007
Salaires	15 500	15 127
Charges sociales	4 532	4 544
Autres frais de personnel non soumis à charges	404	144
Charges de personnel	20 435	19 816
Taux de charges sociales	29,2%	30,0%

89

La juste valeur des actions gratuites attribuées est comptabilisée en charges de personnel pour 78 K€ (cf. note 7.6).

6.2.3 / effectif moyen

en nombre	2008	2007
Cadres	54	52
Employés	217	179
Ouvriers	179	149
Effectif moyen total	450	380
Dont France	125	128
Dont Etranger	325	252
Effectif ponctuel au 31 décembre	483	459

L'effectif moyen est de 450 personnes en 2008 contre 380 en 2007. La montée en puissance des franchises américaines et de JACQUET Shanghai explique l'essentiel de cette augmentation.

6.2.4 / autres charges et autres produits

Les autres charges et autres produits correspondent à des montants unitairement peu significatifs.

6.2.5 / résultat des cessions d'actifs immobilisés

Aucune cession d'actifs immobilisés significative n'a eu lieu sur l'exercice.

6.2.6 / résultat financier

Les taux d'intérêts moyen des emprunts pour les exercices 2007 et 2008 s'élèvent à 4,7%.

Le coût de l'endettement net est stable d'un exercice à l'autre.

Les autres produits financiers et les autres charges financières correspondent principalement au résultat de change.

L'analyse de la gestion des risques de change et de taux est exposée dans la note 11.3.

**6.2.7 / analyse du taux d'imposition**

Preuve de l'impôt	en K€	Taux
Résultat consolidé	510	
Charge d'impôt	4 872	
Résultat consolidé avant impôt	5 382	
Taux d'impôt applicable en France		33,33 %
Charge fiscale théorique	1 794	
Écart de taux sociétés étrangères	146	2,7%
Perte fiscale de la période non activée	1 766	32,8%
Perte fiscale des périodes antérieures désactivée	555	10,3%
Utilisation de déficits reportables non activés	–	0,0%
Impôt sur différences permanentes	138	2,6%
Contribution additionnelle	411	7,6%
Autres	62	1,2%
Charge d'impôt réelle	4 872	90,5%

La charge d'impôt de l'exercice s'élève à 4 872 K€ dont 5 304 K€ d'impôts sur les bénéfices et 432 K€ de produits d'impôts différés.

Le taux moyen d'imposition constaté en Europe passe de 31,5% (taux retraité des éléments non récurrents) à 33,8% principalement en raison du changement de mix des filiales y contribuant.

La très forte augmentation du taux d'imposition du Groupe est essentiellement liée à la position retenue par la direction du Groupe de ne pas enregistrer pour les filiales les plus récemment créées certains produits d'impôts différés sur reports déficitaires notamment pour les franchises américaines (reports déficitaires 2008 non activés pour 1,8 millions d'euros et reports déficitaires 2007 désactivés pour 0,6 millions d'euros). La dégradation des conditions de marché en 2009 est à l'origine de cette décision.

Compte tenu de la contribution de JACQUET Shanghai au résultat du Groupe, le non assujettissement de cette filiale à l'impôt sur les sociétés a également eu un impact significatif sur le taux d'imposition du Groupe au 31 décembre 2008.

6.2.8 / résultat par action

en K€	2008	2007
Nombre total d'actions	2 090 000	2 090 000
Nombre total d'actions hors actions en auto-contrôle	2 084 119	2 090 000
Résultat net part du Groupe	385	30 141
Résultat net par action non dilué	0,18	14,42
Nombre total d'actions	2 090 000	2 090 000
Nombre total d'actions hors actions en auto-contrôle	2 084 119	2 090 000
Nombre total d'actions après effet dilutif	2 084 119	2 090 000
Résultat net part du Groupe	385	30 141
Résultat net par action dilué	0,18	14,42

7 / notes relatives au bilan

7.1 / immobilisations

7.1.1 immobilisations et amortissements

Les immobilisations et les amortissements se décomposent comme suit :

Immobilisations en K€	31.12.2008	31.12.2007
Brevets, licences	792	625
Autres immobilisations incorporelles	439	401
Immobilisations incorporelles	1 231	1 027
Terrains et constructions	22 278	19 171
Installations techniques	23 938	21 739
Autres immobilisations corporelles	8 932	8 035
Immobilisations corporelles en cours et autres	1 775	2 552
Immobilisations corporelles	56 923	51 497
Titres disponibles à la vente	38 719	—
Autres actifs financiers	660	835
Total valeurs brutes	97 533	53 359

Amortissements et provisions en K€	31.12.2008	31.12.2007
Amortissements immobilisations incorporelles	(619)	(536)
Amortissements immobilisations corporelles	(24 909)	(21 697)
Provisions sur actifs financiers	(35)	(185)
Total amortissements et provisions	(25 563)	(22 418)
Total valeurs nettes	71 970	30 941

Sur une période de deux années, les variations des immobilisations se présentent comme suit :

Immobilisations nettes en K€	31.12.2008	31.12.2007
Au 1^{er} janvier	30 941	24 583
Variation de périmètre	(95)	—
Investissements de la période	7 298	10 746
Titres disponibles à la vente	38 719	—
Cessions	(168)	(260)
Dotations aux amortissements et provisions	(4 450)	(3 673)
Ecart de conversion et autres	(275)	(456)
Au 31 décembre	71 970	30 941



7.1.2 / variation des immobilisations et amortissements en 2008

	31.12.2007	Mouvt de périmètre	Augment.	Diminut.	Autres variations	Écart de conversion	31.12.2008
Immobilisations en K€							
Brevets, licences	625	(1)	157	(7)	21	(4)	792
Autres immobilisations incorporelles	401	(2)	6	(1)	4	30	439
Immobilisations incorporelles	1 027	(2)	164	(8)	25	27	1 231
Terrains	3 558	(52)	320	-	(19)	(160)	3 647
Constructions	15 613	-	1 990	-	1 310	(281)	18 632
Installations techniques	21 739	-	1 954	(123)	798	(431)	23 938
Autres immobilisations corporelles	8 035	(12)	1 087	(361)	300	(118)	8 932
Immobilisations corporelles en cours	2 148	(34)	1 691	-	(2 057)	7	1 755
Avances et acomptes	404	(1)	17	-	(399)	(1)	20
Immobilisations corporelles	51 497	(98)	7 059	(484)	(68)	(983)	56 923
Titres disponibles à la vente	-	-	38 719	-	-	-	38 719
Autres actifs financiers	835	-	74	(255)	-	5	660
Total valeurs brutes	53 359	(101)	46 017	(747)	(43)	(952)	97 533
Amortissements et provisions en K€							
Brevets, licences	466	(0)	78	(7)	-	(3)	534
Autres immobilisations incorporelles	69	(2)	15	(1)	-	3	85
Immobilisations incorporelles	536	(2)	93	(8)	-	(0)	619
Terrains	546	-	98	-	-	1	644
Constructions	5 475	-	910	-	-	(137)	6 248
Installations techniques	11 299	-	2 163	(111)	-	(504)	12 847
Autres immobilisations corporelles	4 377	(4)	1 186	(310)	-	(80)	5 170
Immobilisations corporelles	21 697	(4)	4 357	(421)	-	(720)	24 909
Titres disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers	185	-	-	(150)	-	-	35
Total amortissements et provisions	22 418	(6)	4 450	(579)	-	(721)	25 563
Valeurs nettes	30 941	(95)	41 567	(168)	(43)	(231)	71 970

Hors investissement dans la société IMS International Metal Service (titres disponibles à la vente), l'augmentation des immobilisations s'élève à 7,3 millions d'euros sur l'exercice 2008 contre 10,7 millions d'euros au cours de l'exercice précédent. Le lancement d'un second centre de distribution en Italie, les travaux d'agrandissement du centre de distribution hollandais et la création de JACQUET West représentent plus de la moitié des investissements de l'exercice.

Le Groupe est propriétaire de l'ensemble des marques nécessaires à son exploitation (JACQUET, QUARTO...). Ces marques ne sont pas activées au bilan.

7.1.3 / écarts d'acquisition

en K€	Valeurs brutes		Valeurs nettes	
	31.12.2008	31.12.2007	31.12.2008	31.12.2007
JACQUET International	81	81	81	81
JACQUET Benelux	333	333	333	333
JACQUET Deutschland	10	10	10	10
SCI DU CANAL	10	10	10	10
FRANCE INOX	217	217	217	217
JACQUET Sverige	871	871	871	871
DETAIL INOX	257	257	257	257
Total	1 779	1 779	1 779	1 779

93

Les tests de dépréciation réalisés pour déterminer la valeur d'utilité des actifs sont fondés sur la méthode des flux de trésorerie futurs et ont été réalisés au 31 décembre 2008 en retenant les hypothèses suivantes :

- Horizon des prévisions : 4 ans,
- Taux de croissance à l'infini de 2,5% utilisé pour extrapoler les projections de flux de trésorerie au-delà de la période couverte par les prévisions (en 2007, le taux utilisé était de 1%),
- Taux d'actualisation de 11% appliqué aux projections de flux de trésorerie (en 2007, le taux utilisé était de 9,5%),

Des tests de sensibilité ont été réalisés en faisant varier le taux de croissance à l'infini de 1% à 4% par pas de 0,5% et le taux d'actualisation de 11% à 14% par pas de 0,5%.

Ces analyses n'ont pas mis en évidence de dépréciations à constater sur l'exercice.

7.1.4 / contrats de location

A / locations financement

Les immobilisations acquises par voie de location financement concernent uniquement des installations techniques, matériels et outillages. Elles s'élèvent en valeur nette à 1 250 K€ au 31 décembre 2008 contre 1 812 K€ au 31 décembre 2007.

Les engagements de location financement se ventilent comme suit :

en K€	31.12.2008	31.12.2007
Valeurs d'origine	3 878	4 067
Amortissements	(2 050)	(1 782)
Dotations de la période	(579)	(474)
Valeurs nettes	1 250	1 812
Redevances payées		
Cumuls exercices antérieurs	3 020	2 502
Période	450	518
Total	3 470	3 020
Redevances restant à payer		
A moins d'1 an	253	442
Entre 1 et 5 ans	138	391
Total	391	833
Valeur résiduelle	81	96



comptes consolidés 2008

94

La dette correspondant aux actifs financés par location financement s'élève à 792 K€ au 31 décembre 2008 contre 1 230 K€ au 31 décembre 2007.

en K€	31.12.2008	31.12.2007
Dette financière au 1^{er} janvier	1 230	1 714
Augmentations	-	-
Diminutions	(438)	(484)
Mouvements de périmètre	-	-
Dette financière au 31 décembre	792	1 230
Dont courant	282	448
Dont non courant	510	782

B / locations simples

Les filiales du Groupe disposant d'un site de parachèvement sont généralement propriétaires de leurs terrains et bâtiments à l'exception des filiales mentionnées ci-dessous dont les principales caractéristiques des contrats de baux au 31 décembre 2008 se présentent comme suit :

Description	Option d'achat	Option de renouvellement	Date de signature du bail	Résiliation effective possible au	Engagements ¹ en K€			Loyers HT en K€		
					2009	2010	2011	2008	2007	2006
Site JACQUET Metals ³	N	Tacite	01.01.03	31.12.11	399	430	465	369	342	335
Site FRANCE INOX ³	N	Tacite	01.01.03	31.12.11	111	120	130	103	99	92
Site DETAIL INOX ³	N	Tacite	01.10.99	30.09.11	120 ²	130	105	77	63	63
Site JACQUET Osiro ⁴	N	Annuelle	01.12.02	01.12.09	80	-	-	87	85	90
Site JACQUET Nova ⁴	N	Tacite	01.01.02	sur demande préavis 6 mois	43	-	-	85	85	83
Site JACQUET Mid Atlantic ⁵	N	Tacite	30.06.06	30.06.09	69	-	-	139	131	58
Site JACQUET Midwest ⁵	N	Tacite	01.10.07	30.09.12	135	139	143	130	19	-
Site JACQUET Houston ⁵	N	Tacite	01.02.07	01.02.10	112	10	-	107	100	-
Site JACQUET West ⁵	N	Tacite	15.02.08	31.03.11	422	422	105	393	-	-

¹ les loyers des filiales françaises ont fait l'objet d'une réévaluation annuelle avec un indice du coût de la construction évalué à 8 %.

² le loyer de la société DETAIL INOX a été réévalué fin 2008 (à l'échéance du bail de 9 ans) sur la base des loyers des bâtiments contigus. Ce bail a été reconduit de manière tacite pour une durée de 3 ans.

³ baux commerciaux de 9 ans, résiliables tous les 3 ans avec un préavis de 6 mois.

⁴ les loyers futurs ne tiennent pas compte d'un coefficient de réévaluation.

⁵ les loyers futurs tiennent compte d'un coefficient de réévaluation contractuel.

7.1.5 / actifs financiers

A / titres disponibles à la vente

Les titres disponibles à la vente correspondent à la participation détenue dans la société cotée IMS International Metal Service (FR0000033904). Au 31 décembre 2008, la participation de JACQUET Metals dans cette société s'élève à 23,17 % du capital, pour un investissement de 58 millions d'euros.

En application de la norme IAS 39, les titres disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur cotée, la variation de valeur de ces actifs est enregistrée par capitaux propres. Au 31 décembre 2008, la participation dans IMS est valorisée 39 millions d'euros sur la base d'un cours de bourse de 9,25 € par action.

L'impact de l'évaluation des titres à la juste valeur est exposé en note 11.1.

B / autres actifs financiers

Les autres actifs financiers sont constitués essentiellement de dépôts et cautionnements. Leur variation n'est pas significative sur l'exercice 2008.

7.2 / stocks et en-cours

en K€	31.12.2008	31.12.2007
Valeurs brutes avant dépréciation	82 327	106 446
Dépréciation des stocks	(11 614)	(3 376)
Total	70 713	103 070

La diminution de la valeur des stocks avant dépréciation constatée entre 2007 et 2008 s'explique principalement par la diminution des volumes stockés.

La dépréciation des stocks se ventile comme suit :

en K€	31.12.2008	31.12.2007
Impact de l'évaluation des stocks à la valeur nette de réalisation	11 330	2 482
Rotations lentes	284	894
Total dépréciation	11 614	3 376

La nouvelle présentation des stocks au bilan adoptée pour l'exercice 2008 (ajustement des stocks à la valeur nette de réalisation et dépréciation des rotations lentes inclus dans la valeur brute des stocks) a impliqué une correction dans la présentation du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie de l'exercice 2007 afin que les informations soient cohérentes entre les deux exercices. Ainsi, la charge de 3,3 millions d'euros liée à l'ajustement des stocks au 31 décembre 2007 a été reclassée dans le «coût des ventes» du compte de résultat 2007 et incluse dans la «variation des stocks et en-cours» du tableau des flux de trésorerie de l'exercice 2007.

7.3 / créances clients et autres créances

en K€	31.12.2008	31.12.2007
Créances clients	34 780	44 496
Dépréciation sur créances douteuses	(287)	(283)
Créances clients nettes	34 493	44 213
Actifs d'impôt exigible	5 750	3 123
Créances fiscales	2 918	2 616
Avances et acomptes	63	102
Créances sociales	118	92
Autres créances	1 965	567
Charges constatées d'avance	355	567
Autres créances nettes	5 418	3 944
Total créances brutes	45 948	51 563
Total créances nettes	45 661	51 280

L'ensemble des créances est à échéance à moins d'un an.

L'analyse de la gestion des risques de crédit est exposée dans la note 11.3.



comptes consolidés 2008

La nouvelle présentation au bilan des créances fiscales hors impôt sur les sociétés adoptée pour l'exercice 2008 (présentées désormais en autres créances et non plus en actifs d'impôt exigible) a impliqué une correction dans la présentation du bilan de l'exercice 2007 afin que les informations soient cohérentes entre les deux exercices.

96 7.4 / trésorerie et équivalents de trésorerie

en K€	31.12.2008	31.12.2007
Valeurs mobilières de placement	14 145	10 219
Disponibilités	17 007	20 869
Trésorerie et équivalents de trésorerie	31 152	31 088

Les valeurs mobilières de placement s'analysent comme suit :

en K€	31.12.2008	31.12.2007
SICAV monétaires	14 139	10 214
Autres	6	5
Valeurs mobilières de placement	14 145	10 219

Au 31 décembre 2008, les placements de trésorerie du Groupe sont essentiellement des SICAV monétaires offrant une liquidité instantanée, dont la date d'échéance est généralement inférieure à 3 mois lors de leur acquisition, et présentant un risque très limité. Ces SICAV comprennent essentiellement des fonds monétaires en euros.

Le taux moyen de rémunération des SICAV s'élève à environ 4,3% sur l'exercice 2008. Au 31 décembre 2008, afin de valoriser les SICAV à leur valeur de marché, un produit latent de 329 K€ a été comptabilisé.

7.5 / analyse des impôts différés

en K€	31.12.2008	31.12.2007
Différences temporaires	955	579
Impôts différés comptes sociaux	100	793
Impôts différés actifs	1 056	1 372
Provision pour hausse des prix	5 293	5 202
Différences temporaires	(464)	271
Réévaluation d'actif	661	727
Impôts différés passifs	5 490	6 200

Au cours de l'exercice 2008, une provision pour hausse des prix d'un montant total de 384 K€ a été comptabilisée dans les comptes sociaux des sociétés françaises intégrées fiscalement.

La provision pour hausse des prix constatée au cours de l'exercice 2002 a été reprise intégralement pour 110 K€.

7.6 / capitaux propres

7.6.1 / capital social

Au 31 décembre 2008, le capital social d'un montant de 15 millions d'euros se compose de 2 090 000 actions non dénommées.

Le nombre d'actions autorisées et en circulation a évolué comme suit sur les deux derniers exercices :

	2008	2007
Nombre d'actions autorisées	2 090 000	2 090 000
Nombre d'actions émises et entièrement libérées	2 090 000	2 090 000
Nombre d'actions non encore libérées	–	–
Nombre d'actions en circulation à la fin de l'exercice	2 090 000	2 090 000
dont nombre d'actions bénéficiant d'un droit de vote double	1 139 604	1 137 418
dont nombre d'actions en auto-contrôle	5 881	–

Le Conseil d'Administration proposera à la prochaine Assemblée Générale la mise en distribution d'un dividende de 1 euro par action.

La société n'est soumise à aucune obligation spécifique d'ordre réglementaire ou contractuel en matière de capital social. Le Groupe n'a pas de politique de gestion spécifique en matière de capital. L'arbitrage entre financement externe et augmentation de capital est réalisé au cas par cas en fonction des opérations envisagées.

Il n'existe pas de politique de distribution de dividendes.

A / programme de rachat d'actions

L'Assemblée Générale du 13 juin 2008 a autorisé le Conseil d'Administration à faire acheter par la société ses propres actions en vue de :

- Permettre la mise en œuvre de tout plan d'attribution gratuite d'actions au profit de salariés et/ou dirigeants sociaux de la société et/ou des sociétés de son Groupe,
 - Permettre l'animation du marché ou la liquidité de l'action par un prestataire de services d'investissement intervenant dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers,
 - La conservation pour la remise d'actions à titre d'échange ou de paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe, conformément aux pratiques de marché reconnues et à la réglementation applicable.
- L'assemblée a fixé :
- Le prix maximum d'achat à 130 € par action,
 - Le nombre maximum d'actions à acquérir à 10 % du nombre total des actions composant le capital social au 31 décembre 2007 soit 209 000 actions, pour un montant maximal de 27 170 000 €, sous réserve des limites légales,
 - La durée de cette autorisation à dix-huit mois à compter du 13 juin 2008.

Au 31 décembre 2008, la société a procédé au rachat de 5 881 actions dont 4 750 ont été affectées à un plan d'attribution gratuite d'actions par le Conseil d'Administration du 13 juin 2008 (la méthode de valorisation de l'engagement lié à ces actions gratuites attribuées est exposée ci-après). Les 1 131 actions restantes sont disponibles pour une affectation ultérieure éventuelle. Au 31 décembre 2008, les 5 881 actions en auto-contrôle sont comptabilisées à leur valeur d'entrée en déduction des capitaux propres pour 141 K€ (cf. note 7.6.3).

B / valorisation du plan d'attribution gratuite d'actions dans les comptes consolidés

Au 31 décembre 2008, la juste valeur des actions gratuites attribuées est définie de la manière suivante :

- Nombre d'actions attribuées par le Conseil d'Administration du 13 juin 2008 : 4 750.
- Cours de l'action à la date d'attribution : 63,45 €.
- Période d'acquisition : 2 ans.
- Probabilité d'atteindre la condition de présence à l'issue de la période d'acquisition : 92,88%.

Au 31 décembre 2008, la juste valeur du plan s'élève à 289 K€. Cette juste valeur des actions attribuées tient compte de la probabilité d'atteindre la condition de présence à l'issue de la période d'acquisition, et est amortie sur une durée de 2 ans à partir de la date d'attribution. Elle sera éventuellement ajustée ultérieurement en fonction du taux de départ réel constaté des salariés concernés. Au 31 décembre 2008, l'impact sur le résultat opérationnel courant s'élève à 78 K€.

C / covenants

Description de la clause d'exigibilité	Montant de la dette sous covenant au 31.12.2008	Contrôle d'application en 2008
Groupe : ratio dette nette / fonds propres < 100%	8 644 K€	Non applicable Ratio= 84%

7.6.2 / écarts de conversion

Sur 2008, un écart de conversion de - 1 613 K€ est constaté dans les capitaux propres. La dépréciation du Zloty polonais (PLN) et de la Livre Sterling (GBP) ainsi que l'appréciation du Dollar américain (USD) et du Yuan chinois (CNY) par rapport à l'euro expliquent principalement cet écart.

Sur 2007, un écart de conversion de - 234 K€ était constaté dans les capitaux propres. L'appréciation du Zloty polonais (PLN) et la dépréciation du Yuan chinois (CNY) par rapport à l'euro expliquaient principalement cet écart.

7.6.3 / autres variations des capitaux propres

Sur 2008, la variation des capitaux propres de - 19 432 K€ correspond principalement à la variation de juste valeur cotée des titres disponibles à la vente (IMS) constatée en capitaux propres pour - 19 367 K€, aux actions en auto-contrôle pour - 141 K€ et à la charge IFRS 2 pour 78 K€.

Sur 2007, la variation des capitaux propres de - 369 K€ correspondait principalement à des mouvements de périmètre.

7.7 / provisions

en K€	31.12.2008	31.12.2007
Provisions pour litiges	475	394
Provisions pour pensions et assimilés	154	304
Autres provisions pour charges	34	103
Provisions	663	800
dont courant	71	103
dont non courant	592	697

Les provisions pour litiges correspondent principalement à des risques salariaux pour environ 115 K€ et à des contentieux en cours pour 360 K€. Le calcul des provisions pour pensions et assimilés est présenté au paragraphe 12.4.

L'évolution sur les deux dernières années est la suivante :

en K€	31.12.2008	31.12.2007
Au 1^{er} janvier	800	884
Variation de périmètre	-	-
Dotations aux provisions	83	382
Reprises de provisions - montants utilisés	(20)	(398)
Reprises de provisions - montants non utilisés	(197)	(65)
Autres	(3)	(3)
Au 31 décembre	663	800

Les reprises de provisions non utilisées correspondent essentiellement à la variation des provisions pour pensions et assimilés.

7.8 / dettes financières

Au 31 décembre 2008, l'échéancier des dettes financières présenté sur la base des flux contractuels non actualisés portant sur le nominal est le suivant :

en K€	31.12.2008	moins de 1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans
Dettes financières long terme > 1an	42 033	-	40 337	1 696
Concours bancaires non courants	21 551	-	21 551	-
Dettes financières long terme	63 584	-	61 888	1 696
Dettes financières court terme < 1an	13 597	13 597	-	-
Concours bancaires courants	18 613	18 613	-	-
Dettes financières court terme	32 210	32 210	-	-
Total des dettes financières	95 794	32 210	61 888	1 696

Les concours bancaires non courants correspondent à des lignes de découvert confirmées pour une durée supérieure à un an.



comptes consolidés 2008

100

Les dettes financières s'analysent comme suit :

en K€	31.12.2008	31.12.2007
Emprunts à taux fixe	6 199	4 162
Emprunts à taux variable	49 431	33 134
Concours bancaires non courants	21 551	-
Concours bancaires courants	18 613	12 958
Dettes financières	95 794	50 254
Dont EUR	87 091	38 147
Dont USD	453	2 019
Dont GBP	244	653
Dont PLN	3 508	4 712
Dont SEK	101	4 594
Dont CHF	249	129
Dont CNY	4 148	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	31 152	31 088
Endettement financier net	64 642	19 166

Les taux d'intérêts moyen des emprunts pour les exercices 2007 et 2008 s'élèvent à 4,7%.

L'endettement financier net passe de 19,2 millions d'euros au 31 décembre 2007 à 64,6 millions d'euros au 31 décembre 2008. Cette augmentation est principalement expliquée par la prise de participation du Groupe dans la société IMS pour un montant de 58 millions d'euros. Au 31 décembre 2008, cet investissement est financé au moyen de trois crédits amortissables, tirables par billets, pour un montant total de 32 millions d'euros (dont 30,4 millions d'euros utilisés au 31 décembre 2008).

Le 2 janvier 2009, un quatrième crédit amortissable a été mis en place pour un montant de 20 millions d'euros portant le financement de cette participation à 52 millions d'euros, soit 90% de l'investissement. Les remboursements de ces crédits amortissables s'échelonnent trimestriellement jusqu'en 2014.

Les dettes contractées en devises correspondent principalement à des concours bancaires courants chez JACQUET Metals utilisés pour financer des filiales étrangères à court terme.

L'analyse de la gestion des risques de liquidité et de taux est exposée dans la note 11.3.

7.9 / subventions d'investissement

Dans le cadre de ses investissements, le Groupe perçoit dans certains pays (notamment en Belgique et en Hollande) des subventions publiques liées à des actifs. Ces subventions sont comptabilisées lors de leurs versements par les organismes publics dans les dettes d'exploitation en autres produits différés et sont reprises en compte de résultat sur le même rythme que les amortissements des biens correspondants acquis. Ces subventions s'analysent comme suit sur les deux derniers exercices :

en K€	2008	2007
Subventions en produits différés au 31 décembre	457	574
Subventions virées au compte de résultat	117	117
Subventions reçues	-	-
Subventions à recevoir	98	98

La société JACQUET Iberica a comptabilisé une subvention à recevoir de 98 K€. Cette subvention a été accordée à la société pour financer une partie de ses investissements réalisés depuis deux ans dans la région de Saragosse.

7.10 / dettes fournisseurs et autres dettes

101

en K€	31.12.2008	31.12.2007
Dettes fournisseurs	34 872	42 519
Passifs d'impôt exigible	982	5 091
Dettes fiscales	2 230	2 955
Avances et acomptes	41	321
Dettes sociales	3 633	5 341
Produits constatés d'avance	605	810
Autres	764	152
Autres dettes	7 273	9 579
Total dettes d'exploitation	43 127	57 190

L'ensemble des dettes d'exploitation est à échéance à moins d'un an. Le délai de règlement généralement accordé par les fournisseurs est compris entre 30 et 90 jours.

La nouvelle présentation au bilan des dettes fiscales hors impôt sur les sociétés adoptée pour l'exercice 2008 (présentées désormais en autres dettes et non plus en passifs d'impôt exigible) a impliqué une correction dans la présentation du bilan de l'exercice 2007 afin que les informations soient cohérentes entre les deux exercices.

8 / notes relatives au tableau des flux de trésorerie

8.1 / position de trésorerie

en K€	31.12.2008	31.12.2007
Valeurs mobilières de placement	14 145	10 219
Disponibilités	17 007	20 869
Concours bancaires - partie courante	(18 613)	(12 958)
Trésorerie nette	12 539	18 129

8.2 / autres variations du besoin en fonds de roulement

Les autres variations du besoin en fonds de roulement correspondent aux variations des actifs et passifs d'impôt exigible, des autres créances et des autres dettes.

8.3 / incidence des variations de périmètre sur le tableau des flux de trésorerie

Les variations de périmètre constatées sur l'exercice 2008 ont un impact non significatif sur la trésorerie du Groupe.

8.4 / acquisition de titres disponibles à la vente

La participation de 23,17 % dans la société IMS (FR0000033904) représente un investissement de 58 millions d'euros sur l'exercice.

8.5 / dividendes versés

Les dividendes versés sur l'exercice 2008 ont un impact de 7,1 millions d'euros sur la trésorerie du Groupe.

9 / événements postérieurs à la clôture

Néant.

**10 / informations relatives aux parties liées**

Les informations relatives aux parties liées sont exposées en note 12.2.

11 / instruments financiers**11.1 / actifs financiers**

102

31.12.2008				Ventilation par catégorie d'instruments				
en K€	Total bilan	Courant	Non courant	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat sur option	Instruments dérivés à la juste valeur par résultat	Titres disponibles à la vente	Prêts et créances au coût amorti
Actifs financiers non courant	39 343	-	39 343	-	-	-	38 719	624
Créances clients	34 493	34 493	-	-	-	-	-	34 493
Autres créances	5 063	5 063	-	-	-	47	-	5 016
Trésorerie et équivalents de trésorerie	31 152	31 152	-	31 152	-	-	-	-
Total des actifs financiers	110 052	70 708	39 343	31 152	-	47	38 719	40 133

31.12.2007				Ventilation par catégorie d'instruments				
en K€	Total bilan	Courant	Non courant	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat sur option	Instruments dérivés à la juste valeur par résultat	Titres disponibles à la vente	Prêts et créances au coût amorti
Actifs financiers non courant	650	-	650	-	-	-	-	650
Créances clients	44 213	44 213	-	-	-	-	-	44 213
Autres créances	3 377	3 377	-	-	-	57	-	3 320
Trésorerie et équivalents de trésorerie	31 088	31 088	-	31 088	-	-	-	-
Total des actifs financiers	79 328	78 678	650	31 088	-	57	-	48 184

11.1.1 / titres disponibles à la vente

Les titres disponibles à la vente s'élèvent à 38 719 K€ au 31 décembre 2008 valorisés sur la base d'un cours de bourse de 9,25 euros par action et correspondent à la participation de 23,17 % dans la société cotée IMS International Metal Service.

Les profits et pertes enregistrés en capitaux propres et en résultat sur les titres disponibles à la vente sont les suivants :

en K€	Dividendes	Evaluation ultérieure			Résultat de cession
		Variation de juste valeur	Effet de change	Dépréciation	
Capitaux propres	-	19 367	-	-	-
Résultat	-	-	-	-	-
Total	-	19 367	-	-	-

L'évaluation des titres disponibles à la vente à la juste valeur n'a pas eu d'impact sur le résultat de l'exercice.

11.1.2 / prêts et créances au coût amorti

en K€	2008			2007		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Actifs financiers non courant	660	35	624	835	185	650
Créances clients	34 780	287	34 493	44 496	283	44 213
Autres créances	5 016	–	5 016	3 320	–	3 320
Total	40 456	322	40 133	48 652	468	48 184

Au 31 décembre 2008 un profit de 146 K€ a été enregistré en résultat sur les prêts et créances au coût amorti alors qu'une charge de 52 K€ avait été comptabilisée au cours de l'exercice précédent.

11.1.3 / actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat

en K€	2008		2007	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Instruments financiers dérivés	47	–	57	–
Trésorerie et équivalents de trésorerie	31 152	–	31 088	–
Total	31 199	–	31 145	–

Les instruments financiers dérivés actifs au 31 décembre 2008 correspondent à des achats et ventes spot et à terme de devises. Au 31 décembre 2007, les instruments financiers dérivés actifs correspondaient à un CAP de taux pour 32 K€ et à des achats et ventes spot et à terme de devises pour 25 K€.

Le Groupe n'applique pas la comptabilité de couverture et constate par le résultat l'intégralité des variations de juste valeur des instruments de couverture, ce qui a généré une charge de 10 K€ en 2008 contre un profit de 37 K€ au cours de l'exercice précédent.

L'analyse de la gestion des risques de change et de taux est exposée dans la note 11.3.

Les éléments constitutifs de la trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que les risques afférents sont exposés dans la note 7.4.

11.1.4 / juste valeur des actifs financiers

en K€	Prix coté	2008		Juste valeur	Bilan
		Modèles avec données observables	Modèles avec données inobservables		
Actifs financiers non courant	38 719	–	624	39 343	39 343
Créances clients	–	–	34 493	34 493	34 493
Autres créances	47	–	5 016	5 063	5 063
Trésorerie et équivalents de trésorerie	31 152	–	–	31 152	31 152
Total	69 918	–	40 133	110 052	110 052



en K€	2007			Juste valeur	Bilan
	Prix coté	Modèles avec données observables	Modèles avec données inobservables		
Actifs financiers non courant	-	-	650	650	650
Créances clients	-	-	44 213	44 213	44 213
Autres créances	57	-	3 320	3 377	3 377
Trésorerie et équivalents de trésorerie	31 088	-	-	31 088	31 088
Total	31 145	-	48 184	79 328	79 328

11.2 / passifs financiers

en K€	31.12.2008			Ventilation par catégorie d'instruments			
	Total bilan	Courant	Non courant	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat sur option	Instruments dérivés à la juste valeur par résultat	Dettes au coût amorti
Dettes financières	95 794	32 210	63 584	-	-	-	95 794
Dettes fournisseurs	34 872	34 872	-	-	-	-	34 872
Autres dettes	6 668	6 668	-	-	-	542	6 126
Total des passifs financiers	137 334	73 750	63 584	-	-	542	136 792

en K€	31.12.2007			Ventilation par catégorie d'instruments			
	Total bilan	Courant	Non courant	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat sur option	Instruments dérivés à la juste valeur par résultat	Dettes au coût amorti
Dettes financières	50 254	22 955	27 299	-	-	-	50 254
Dettes fournisseurs	42 519	42 519	-	-	-	-	42 519
Autres dettes	8 769	8 769	-	-	-	-	8 769
Total des passifs financiers	101 542	74 243	27 299	-	-	-	101 542

Tous les passifs du Groupe à l'exception des instruments financiers dérivés sont évalués en date d'arrêt au coût amorti.

11.2.1 / dettes financières

Les éléments constitutifs des dettes financières sont exposés dans la note 7.8. L'analyse de la gestion des risques de liquidité est exposée dans la note 11.3.

11.2.2 / instruments financiers dérivés

en K€	2008		2007	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Instruments financiers dérivés	542	-	-	-
Total	542	-	-	-

Les instruments financiers dérivés passifs correspondent à un SWAP de taux. Le Groupe n'applique pas la comptabilité de couverture et constate par le résultat l'intégralité des variations de juste valeur des instruments de couverture, ce qui a généré une charge de 542 K€ sur le résultat de l'exercice 2008.

L'analyse de la gestion des risques de taux ainsi que les caractéristiques de cet instrument financier sont exposés dans la note 11.3.

11.2.3 / fournisseurs et autres passifs financiers

Les éléments constitutifs des dettes fournisseurs et des autres dettes sont exposés dans la note 7.10.

11.2.4 / juste valeur des passifs financiers

en K€	2008			Juste valeur	Bilan
	Prix coté	Modèles avec données observables	Modèles avec données inobservables		
Dettes financières	95 794	-	-	95 794	95 794
Dettes fournisseurs	-	-	34 872	34 872	34 872
Autres dettes	542	-	6 126	6 668	6 668
Total	96 336	-	40 999	137 334	137 334

en K€	2007			Juste valeur	Bilan
	Prix coté	Modèles avec données observables	Modèles avec données inobservables		
Dettes financières	50 254	-	-	50 254	50 254
Dettes fournisseurs	-	-	42 519	42 519	42 519
Autres dettes	-	-	8 769	8 769	8 769
Total	50 254	-	51 288	101 542	101 542

11.3 / gestion des risques liés aux instruments financiers

11.3.1 / risques de crédit

L'ensemble des créances est à échéance à moins d'un an. Le délai de règlement généralement accordé aux clients et compris entre 30 et 90 jours selon les zones géographiques.

Les créances clients sont généralement assurées à hauteur de 70% à 90%. La politique d'assurance crédit est gérée au niveau de JACQUET Metals. Il n'existe pas de contrat d'affacturage mais des contrats d'assurance crédit. La propriété des créances assurées est transférée après un délai moyen de 6 mois (3 mois de crédit client et retard compris entre 90 et 120 jours). Les créances qui font l'objet d'une déclaration à l'assurance sont sorties du bilan dans leur intégralité. La part assurée des créances (70% ou 90%) est remboursée par l'assurance et la part non assurée est soit comptabilisée en perte, soit entièrement provisionnée.

11.3.2 / risques de liquidité

Sur la base des flux contractuels non actualisés portants à la fois sur le nominal et sur les intérêts, l'échéancier des dettes financières est le suivant :

en K€	31.12.2008	moins de 1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans
Dettes financières long terme > 1an	45 089	-	43 287	1 802
Concours bancaires non courants	21 551	-	21 551	-
Dettes financières long terme	66 640	-	64 838	1 802
Dettes financières court terme < 1an	15 446	15 446	-	-
Concours bancaires courants	18 613	18 613	-	-
Dettes financières court terme	34 059	34 059	-	-
Total des dettes financières	100 699	34 059	64 838	1 802



L'endettement net du Groupe s'élève à 64,6 millions d'euros soit un ratio d'endettement net sur capitaux propres de 84%. Hors effet de la participation dans IMS, l'endettement net au 31 décembre 2008 s'élève à 6,6 millions d'euros et le ratio d'endettement net sur capitaux propres à 6,9%.

Le Groupe est en mesure de faire face à ses obligations de remboursement de dettes à court terme. Au 31 décembre 2008, la trésorerie active s'élève à 31,2 millions d'euros.

11.3.3 / risques de change

Sauf exception, les achats de matières premières des filiales européennes sont réalisés en euros. L'exposition au risque de change concerne principalement les filiales anglaise, suédoises, suisse, polonaises, américaines et chinoise pour la partie des achats engagés en euro, les autres flux étant exprimés dans la monnaie fonctionnelle de chacune des filiales. Les filiales américaines et chinoise s'approvisionnent principalement en monnaie locale.

JACQUET Metals est exposée au risque de change lorsqu'elle consent des avances de trésorerie aux filiales hors zone euro en monnaie locale. Pour limiter les effets du risque de change, les emprunts moyen terme et les opérations de location financement contractés par les entités hors zone euro sont souscrits en monnaie locale.

La direction financière du Groupe analyse mensuellement les positions de change, devise par devise et filiale par filiale, puis définit et met en place les couvertures nécessaires. L'instrument de couverture utilisé étant le plus souvent l'achat ou la vente spot ou à terme de devises.

Au 31 décembre 2008, il n'y a pas de positions significatives en devises non couvertes chez JACQUET Metals à l'exception des avances de trésorerie libellées en USD couvertes à hauteur de 2%. Au niveau des filiales, il n'y a pas de positions significatives en devises non couvertes à l'exception de JACPOL qui dispose d'un solde débiteur en euro non couvert de 0,7 million d'euros et de QUARTO Nordic qui dispose d'un solde créditeur en euro non couvert de 1,9 millions d'euros.

Au 31 décembre 2008, la position de change du Groupe par devise se présente comme suit :

Montant de devises converties en K€	CHF	CZK	DKK	GBP	PLN	NOK	HUF	SEK	USD	CNY
Actifs	317	596	0	780	3 525	8	137	1 534	23 816	-
Passifs	408	333	3	1 193	4 455	155	82	3 123	550	76
Position nette avant gestion	(91)	263	(3)	(413)	(929)	(147)	55	(1 589)	23 266	(76)
Instruments Dérivés	125	(225)	-	456	1 168	-	(33)	(343)	-	-
Solde Net	34	38	(3)	43	239	(147)	22	(1 932)	23 266	(76)
% Couverture	137%	86%	0%	110%	126%	0%	60%	-22%	0%	0%

Une évolution uniforme de + 10% ou de - 10 % de la devise d'établissement des comptes (euro) contre les principales devises utilisées par le Groupe aurait les impacts suivants sur le résultat au 31 décembre 2008 :

en K€	Impact sur le résultat d'une baisse de l'euro de 10% (contre les devises ci-dessous)	Impact sur le résultat d'une hausse de l'euro de 10% (contre les devises ci-dessous)
USD	1 904	(1 558)
GBP	118	(97)
CNY	(215)	176
PLN	30	(25)
SEK	(76)	62
Total	1 761	(1 441)

A titre comparatif, les impacts étaient les suivants au 31 décembre 2007 :

en K€	Impact sur le résultat d'une baisse de l'euro de 10% (contre les devises ci-dessous)	Impact sur le résultat d'une hausse de l'euro de 10% (contre les devises ci-dessous)
USD	1 664	(1 362)
GBP	233	(190)
CNY	(2)	1
PLN	195	(159)
SEK	79	(65)
Total	2 169	(1 775)

11.3.4 / risques de taux

Au 31 décembre 2008, la dette à taux variable du Groupe est partiellement couverte par un SWAP de taux.

Nature du contrat	Montant en K€	Capital couvert au 31.12.2008 en K€	Capital couvert au 31.12.2007 en K€	Index Taux	Valeur de marché en K€	Durée
SWAP EURIBOR 3 MOIS	20 000	20 000	-	3,26%	(542)	du 16.10.2008 au 18.10.2010

L'impact d'une augmentation uniforme d'un point des taux d'intérêts aurait entraîné une charge financière supplémentaire en 2008 d'environ 200 K€ en tenant compte du SWAP. Hors instrument de couverture, cette charge supplémentaire se serait élevée à 350 K€.

Sur 2007, à titre comparatif, l'impact d'une augmentation d'un point des taux d'intérêts aurait entraîné une charge financière supplémentaire d'environ 250 K€.

11.3.5 / risques liés à l'évolution du cours des matières premières

Conformément aux éléments mentionnés dans la note 6.2.1, en raison des nombreux éléments qui rentrent en compte dans la fixation des prix d'achat et de vente ainsi que dans les marges brutes qui en résultent, le Groupe n'est pas en mesure de donner d'information chiffrée pertinente et fiable sur l'élasticité et la sensibilité des prix et des marges.



Le Groupe utilise dans sa gestion les tendances globales et générales de l'évolution des prix d'achat de l'inox, des délais des producteurs, des variations importantes du cours du nickel... qui peuvent avoir une influence sur les prix de l'inox et les volumes vendus. Ces tendances sont régulièrement communiquées par le Groupe.

108 12 / autres informations

12.1 / intégration fiscale en France

Le régime d'intégration fiscale concerne en 2008 toutes les sociétés françaises du Groupe.

Le régime d'intégration a été prorogé pour 5 ans à compter de l'exercice 2005. La société mère du Groupe est seule redevable vis-à-vis du Trésor Public de l'impôt sur les sociétés dû par l'ensemble des sociétés françaises. L'économie d'impôt réalisée dans le cadre de l'intégration fiscale s'élève à 643 K€ en 2008.

12.2 / rémunération des dirigeants mandataires sociaux et des administrateurs

12.2.1 / rémunération des dirigeants mandataires sociaux

En 2008, les dirigeants mandataires sociaux sont Monsieur Eric Jacquet en ses qualités de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général et Monsieur Philippe Goczol en sa qualité de Directeur Général Délégué. En 2007, Monsieur Philippe Goczol exerçait les fonctions de Directeur Général salarié non administrateur de la société.

A / rémunérations

en K€	2008	2007
Avantages à court terme	548	358
dont salaire fixe	320	182
dont salaire variable	218	176
dont avantages en nature	–	–
dont jetons de présence	10	–
dont autres	–	–
Avantages postérieurs à l'emploi	50	58
Autres avantages à long terme	Non applicable	Non applicable
Indemnités de fin de contrat de travail	Non applicable	Non applicable
Païement en actions	Non applicable	Non applicable
Total	598	416

Les dirigeants mandataires sociaux ne bénéficient pas de régimes de retraite spécifiques, ni de rémunérations sous forme de plans d'options portant sur des actions, ni de primes de départ. Les rémunérations variables sont principalement calculées sur des critères de rentabilité nette. Les avantages postérieurs à l'emploi mentionnés correspondent aux engagements de retraite provisionnés au 31 décembre 2008 (cf. note 12.4). Il est précisé que ces montants ne tiennent pas compte des versements à la compagnie d'assurance car ceux-ci sont versés de manière globale par société.

B / actions gratuites

Le 13 juin 2008, le Conseil d'Administration a attribué 3 450 actions gratuites aux dirigeants mandataires sociaux. L'attribution de ces actions ne deviendra définitive qu'au terme d'une période d'acquisition minimale de deux ans. A la suite de cette période, les bénéficiaires devront conserver ces actions pendant une durée minimale de deux ans. Sur la base du dernier cours coté au 31 décembre 2008, la valorisation des actions attribuées s'élève à 100 K€.

Au 31 décembre 2008, conformément aux modalités décrites dans la note 7.6, l'engagement lié aux actions gratuites attribuées aux dirigeants mandataires sociaux est évalué à 213 K€ soit une provision de 57 K€ comptabilisée en résultat opérationnel courant après étalement.

En application des dispositions de l'article L 225-197-1 II alinéa 4 du code de commerce, les bénéficiaires d'attribution gratuite d'actions qui exercent une fonction de président du conseil d'administration, de directeur général ou de directeur général délégué de la Société sont tenus de conserver au nominatif cinq pour cent (5 %) des actions issues de l'attribution gratuite d'actions jusqu'à la cessation de leurs fonctions.

C / actifs appartenant directement ou indirectement au Président du Conseil d'Administration et exploités dans le cadre de l'activité du Groupe

en K€	Sites	Loyers 2008 HT	Loyers 2007 HT	Locataires
JERIC SARL	Saint-Priest (69)	369	341	JACQUET METALS
	Villepinte (93)	103	99	FRANCE INOX
SCI Rogna Boue	Grésy sur Aix (73)	77	63	DETAIL INOX



12.2.2 / rémunération des administrateurs (hors dirigeants mandataires sociaux)

Hors dirigeants mandataires sociaux, la société compte en 2007 et 2008 deux autres administrateurs. Il est précisé qu'un des deux administrateurs était rémunéré par la société JACQUET SAS, filiale de JACQUET Metals, jusqu'à son départ en retraite en juillet 2008.

A / rémunérations

en K€	2 008	2 007
Avantages à court terme	118	113
dont salaire fixe	78	99
dont salaire variable	5	10
dont avantages en nature	3	4
dont jetons de présence	5	–
dont autres (*)	27	–
Avantages postérieurs à l'emploi	8	26
Autres avantages à long terme	Non applicable	Non applicable
Indemnités de fin de contrat de travail	Non applicable	Non applicable
Paieement en actions	Non applicable	Non applicable
Total	126	139

(*) Indemnité de départ en retraite perçue en 2008.

De même que les dirigeants mandataires sociaux, les administrateurs ne bénéficient pas de régimes de retraite spécifiques, ni de rémunérations sous forme de plans d'options portant sur des actions, ni de primes de départ. Les avantages en nature mentionnés correspondent à des véhicules de société. Les rémunérations variables sont principalement calculées sur des critères de rentabilité nette. Les avantages postérieurs à l'emploi mentionnés correspondent aux engagements de retraite provisionnés au 31 décembre 2008 (cf. note 12.4). Il est précisé que ces montants ne tiennent pas compte des versements à la compagnie d'assurance car ceux-ci sont versés de manière globale par société.

B / actions gratuites

Le 13 juin 2008, le Conseil d'Administration a attribué 100 actions gratuites à un des deux administrateurs. L'attribution de ces actions ne deviendra définitive qu'au terme d'une période d'acquisition minimale de deux ans. A la suite de cette période, le bénéficiaire devra conserver ces actions pendant une durée minimale de deux ans. Sur la base du dernier cours coté au 31 décembre 2008, la valorisation de ces actions s'élève à 2,9 K€. Au 31 décembre 2008, conformément aux modalités décrites dans la note 7.6, l'engagement lié aux actions gratuites attribuées à cet administrateur est évalué à 5,8 K€ soit une provision de 2 K€ comptabilisée en résultat opérationnel courant après étalement.

12.3 / engagements financiers hors bilan

Compte tenu de sa gestion financière centralisée, les principaux engagements hors bilan sont suivis depuis le siège. La direction financière du Groupe procède au sein de chaque filiale à une revue détaillée des engagements pour s'assurer qu'ils sont correctement recensés. Ces engagements se répartissent comme suit :

12.3.1 / engagements donnés dans le cadre de prêts / crédits moyen terme

en K€	31.12.2008	31.12.2007
Hypothèques sur bâtiments	3 018	3 207
Nantissements de fonds de commerce	2 272	3 478
Nantissements de titres	10 600	2 100
Nantissements de matériels	1 132	1 132
Cautions solidaires	2 652	4 528
Lettres de confort et / ou d'intention	3 318	100
Total	22 993	14 546
dont à moins de 1 an	5 861	1 658
dont de 1 à 5 ans	14 185	9 947
dont à plus de 5 ans	2 947	2 941

Les principaux nantissements et hypothèques donnés par JACQUET Metals s'analysent comme suit :

	Montant de l'actif nanti au 31.12.2008 en K€	Date de départ	Date d'échéance	Total poste du bilan au 31.12.2008 en K€	Actif nanti en % du poste du bilan
Hypothèques sur bâtiments					
JACFRIESLAND	800	01.07.2005	01.08.2015	833 ¹	96%
JACQUET Finland	800	03.02.2006	03.02.2013	1 005 ¹	80%
JACQUET Sverige	418	01.10.2004	01.10.2009	323 ¹	129%
JACQUET Metallservice	1 000	01.10.2007	30.09.2017	1 627 ¹	61%
Nantissements de fonds de commerce					
JACQUET Finland	500	25.04.2003	25.04.2009	N/A	N/A
JACQUET Finland	500	16.01.2007	16.01.2012	N/A	N/A
JACQUET Sverige	372	01.10.2004	01.10.2009	N/A	N/A
JACQUET SAS	900	17.10.2003	17.10.2010	N/A	N/A
Nantissements de titres					
DETAIL INOX	900	15.09.2002	15.09.2009	2 242 ²	40%
FRANCE INOX	1 200	28.11.2002	28.11.2012	1 714 ²	70%
IMS International Metal Service	8 500	30.09.2008	30.09.2013	77 277 ³	11%
Nantissements de matériels					
JACQUET Finland	548	21.03.2003	21.03.2009	1 676 ¹	33%
JACQUET Finland	243	15.08.2005	15.08.2010	1 676 ¹	14%
JACQUET Metallservice	341	01.10.2007	30.09.2017	507 ¹	67%
Total	17 022				

¹ total du poste du bilan dans les comptes sociaux.

² correspond à la quote-part de situation nette de la filiale détenue.

³ correspond à la quote-part de situation nette détenue dans le Groupe IMS International Metal Service.



12.3.2 / engagements donnés dans le cadre d'autorisations de découvert des filiales

en K€	31.12.2008	31.12.2007
Lettres de confort et/ou d'intention	482	857
Nantissement de SICAV	2 400	2 400
Total	2 882	3 257
dont à moins de 1 an	2 400	2 400
dont de 1 à 5 ans	-	300
dont à plus de 5 ans	482	557

12.3.3 / engagements donnés dans le cadre de l'approvisionnement des filiales

en K€	31.12.2008	31.12.2007
Garanties autonomes	12 606	7 610
Total	12 606	7 610
dont à moins de 1 an	12 606	7 610
dont de 1 à 5 ans	-	-
dont à plus de 5 ans	-	-

Le Conseil d'Administration du 13 juin 2008 a renouvelé l'autorisation accordée à JACQUET Metals de se porter garante et/ou caution des engagements pris par les filiales du Groupe à hauteur d'une enveloppe ne pouvant excéder la somme de 30 M€ pour une durée d'un an.

12.3.4 / engagements reçus dans le cadre de la mise en place de découverts autorisés

en K€	31.12.2008	31.12.2007
Autorisations de découverts confirmées	41 280	23 526
Facilités de caisse	2 391	3 168
Crédits amortissables	32 000	24 500
Total	75 672	51 194

12.4 / avantages au personnel - indemnités de fin de carrière

La couverture des indemnités de fin de carrière telle que prévue par la Convention Collective de la Métallurgie versées à l'occasion du départ à la retraite des salariés des sociétés françaises du Groupe est gérée auprès d'une compagnie d'assurance. Elle se traduit par le versement de primes destinées à couvrir ces engagements. Ceux-ci font l'objet d'une évaluation annuelle à partir des caractéristiques propres à l'entreprise et de facteurs d'évolution externes détaillés comme suit :

- âge de départ à la retraite : 65 ans
- taux de charges sociales : 0 % ou 45 % si départ après le 31 décembre 2014
- taux de croissance des salaires : 2 %
- mode de départ : mise à la retraite à l'initiative de l'employeur pour 15% des effectifs et départs volontaires pour 85% des effectifs
- rotation des effectifs : 5 % par an pour l'effectif âgé de moins de 50 ans et 0 % pour l'effectif âgé de plus de 50 ans
- table de mortalité : TVTD 88-90
- taux d'actualisation : 5,2 %

Au 31 décembre 2008, le taux d'actualisation retenu pour la valorisation des engagements de retraite des sociétés françaises est de 5,2% contre 4,5% au cours des exercices précédents. L'hypothèse retenue concernant le mode de départ a été ajustée au 31 décembre 2008 et les mises à la retraite à l'initiative de l'employeur représentent désormais 15% des effectifs contre 100% au cours des exercices précédents.

Dans l'hypothèse où les indemnités de fin de carrière après évaluation sont supérieures aux primes déjà payées, des versements complémentaires sont réalisés. Si les versements complémentaires n'ont pas pu être réalisés à la clôture de l'exercice, une provision est comptabilisée. Le montant des droits acquis s'élève à 454 K€ au 31 décembre 2008 contre 426 K€ l'année précédente. L'engagement au 31 décembre 2008 est couvert à hauteur de 427 K€ par le contrat d'assurance et une provision de 27 K€ est comptabilisée pour la différence.

Pour les filiales étrangères du Groupe, un recensement exhaustif des engagements de retraite est réalisé filiale par filiale sur la base des règles applicables à chaque pays.

La variation des engagements totaux (France et étranger) évolue comme suit au cours des cinq dernières années :

	31.12.2008	31.12.2007	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Total des droits acquis au 1^{er} janvier	669	564	389	328	356
Dotations nettes aux provisions	(151)	86	137	74	-
Versements aux compagnies d'assurance	83	-	53	6	22
Prestations remboursées par les compagnies d'assurance	(35)	-	(26)	(32)	(60)
Produits financiers non financés	15	19	11	13	10
Total des droits acquis au 31 décembre	581	669	564	389	328
Dont juste valeur des actifs du fonds d'assurance	427	365	350	311	284
Dont provisionnés	154	304	214	78	44

12.5 / droit individuel à la formation (DIF)

Au titre du droit individuel à la formation (DIF), les filiales françaises totalisent un droit ouvert à hauteur de 9 108 heures. Le Groupe, ne disposant pas des éléments statistiques nécessaires, n'est pas en mesure de chiffrer de manière fiable l'utilisation future qui sera faite de ce droit pour les salariés. Par conséquent, aucune charge au titre de cet engagement n'a été comptabilisée dans les états financiers 2008.

12.6 / garantie de passif donnée dans le cadre de la cession de Forme

Suite à la cession en décembre 2004 par FFF Holding de la totalité des actions qu'elle détenait dans la société FORME, une garantie d'actif et de passif a été consentie à la société acheteuse dont les principales caractéristiques sont détaillées ci-dessous :

- base de la garantie : Bilan clos au 31 décembre 2003,
- nature des garanties accordées : pertes dommages ou préjudices en raison de réclamations sociales ou fiscales,
- franchise : 150 000 euros,
- plafond de la garantie : 655 000 euros,
- durée de la garantie : suivant prescription de l'Administration fiscale et des organismes sociaux. Cette garantie n'a pas été mise en œuvre au cours de l'exercice 2008.



12.7 / garantie de passif donnée dans le cadre de la cession de 3F

Suite à la cession en avril 2006 par FFF Holding de la totalité des actions qu'elle détenait dans la société 3F, une garantie d'actif et de passif a été consentie à la société acheteuse dont les principales caractéristiques sont détaillées ci-dessous :

- base de la garantie : Bilan clos au 31 décembre 2005,
- nature des garanties accordées : pertes dommages ou préjudices en raison de réclamations sociales ou fiscales,
- franchise : 75 000 euros,
- plafond de la garantie : 300 000 euros,
- durée de la garantie : 31 mars 2009.

Cette garantie n'a pas été mise en œuvre au cours de l'exercice 2008.

12.8 / clauses de rachat de titres

Néant.

12.9 / honoraires d'audit

Les honoraires d'audit et de Commissariat aux Comptes se sont élevés à 539 K€ en 2008 et se ventilent comme suit :

en K€	Deloitte		Pin		Autres		Total	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
- Emetteur	73	67	30	25	-	-	102	93
- Filiales intégrées globalement	204	182	64	64	82	79	350	325
Autres diligences et prestations directement liées à la mission des Commissaires aux Comptes								
- Emetteur	70	8	16	-	-	-	86	8
- Filiales intégrées globalement	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	347	257	110	90	82	79	539	425
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
- Juridiques, fiscales, sociales	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-	-	-	-	-
	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Total	347	257	110	90	82	79	539	425

Les prestations d'audit auprès des filiales étrangères sont assurées par des réviseurs locaux qui, pour la plupart, sont affiliés aux réseaux des Commissaires aux Comptes du Groupe. Au titre de l'exercice 2008, aucune prestation non audit n'a été rendue par le collège des Commissaires aux Comptes.

2 / rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société JACQUET Metals, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I / opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II / justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2008 ont été réalisées dans un contexte de forte volatilité des marchés et d'une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. Ces conditions sont décrites dans la note 4 de l'annexe des comptes. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L.823.9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance :

Votre société constitue des provisions pour dépréciation des stocks, tels que décrit en note 5.12 de l'annexe. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations et à revoir, par sondages, les calculs effectués par la société. Nous avons, sur ces bases, procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III / vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Lyon et Villeurbanne, le 16 avril 2009

Les Commissaires aux Comptes

PIN ASSOCIES
Jean-François PIN

DELOITTE & ASSOCIES
Alain DESCOINS

3 / comptes sociaux 2008

Bilan au 31.12.2008

116

Actif en K€	Notes	Brut	Amort. Prov.	31.12.2008 Net	31.12.2007 Net
Immobilisations incorporelles	3.1	536	343	193	133
Immobilisations corporelles	3.1	2 120	974	1 147	855
Actifs financiers	3.2	121 442	19 643	101 800	48 905
Actif immobilisé		124 099	20 959	103 140	49 893
Stocks et en-cours		–	–	–	–
Créances clients	3.6	2 354	–	2 354	3 291
Autres créances	3.6	5 718	–	5 718	7 325
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.3	14 417	–	14 417	21 798
Actif circulant		22 489	–	22 489	32 415
Ecarts de conversion actif		1 246	–	1 246	1 592
Total actif		147 834	20 959	126 875	83 900
Passif en K€	Notes			31.12.2008	31.12.2007
Capital social				15 000	7 500
Réserve légale				750	750
Réserves réglementées				–	–
Autres réserves				20 138	14 915
Résultat				1 700	17 426
Capitaux propres	3.4			37 589	40 591
Provisions pour risques et charges	3.5			1 285	1 594
Dettes financières auprès des établissements de crédits				62 478	21 246
Concours bancaires courants				17 518	12 597
Comptes courants créditeurs				4 737	2 555
Dettes financières diverses				189	181
Dettes fournisseurs				1 210	585
Autres dettes				1 458	4 260
Dettes	3.6			87 589	41 424
Ecarts de conversion passif				413	291
Total passif				126 875	83 900

Les notes annexes font partie intégrante des comptes annuels.

Compte de résultat au 31.12.2008

en K€	Notes	31.12.2008	31.12.2007
Chiffre d'affaires net	4.1	5 410	6 763
Autres achats et charges externes		2 546	2 220
Impôts et taxes		292	319
Charges de personnel		1 526	1 572
Dotations nettes aux amortissements		265	173
Autres charges		58	21
Autres Produits	4.2	2 776	2 554
Résultat opérationnel		3 500	5 012
Produits financiers		21 394	18 457
Charges financières		(21 045)	(4 116)
Résultat financier	4.3	349	14 341
Résultat courant		3 850	19 353
Résultat exceptionnel	4.4	(87)	(2)
Résultat avant impôt		3 763	19 351
Impôt sur les résultats	4.5	2 063	1 925
Résultat net		1 700	17 426

Les notes annexes font partie intégrante des comptes annuels.

Tableau des flux de trésorerie au 31.12.2008

en K€	31.12.2008	31.12.2007
Résultat net	1 700	17 426
Dotations aux amortissements et provisions	17 288	771
Plus/moins values sur cessions d'actifs et divers	54	(1)
Capacité d'autofinancement	19 042	18 196
Variation des stocks et en-cours	-	-
Variation des créances clients	938	17
Variation des dettes fournisseurs	624	184
Autres variations	(728)	(3 301)
Variation du besoin en fonds de roulement	834	(3 101)
Trésorerie résultant des opérations d'exploitation	19 876	15 095
Acquisitions d'immobilisations	(58 707)	(3 312)
Cessions d'immobilisations	91	10
Trésorerie consacrée à des opérations d'investissements	(58 617)	(3 302)
Dividendes versés aux actionnaires	(4 703)	(5 643)
Nouveaux emprunts	44 460	9 500
Remboursements d'emprunts	(3 220)	(3 253)
Variations des comptes courants et avances aux filiales	(10 099)	(18 434)
Trésorerie consacrée à des opérations de financement	26 439	(17 829)
Variation de trésorerie	(12 302)	(6 036)
Trésorerie à l'ouverture	9 201	15 237
Trésorerie à la clôture	(3 101)	9 201

Les notes annexes font partie intégrante des comptes annuels.



Annexe aux comptes sociaux au 31.12.2008

1 / faits caractéristiques de l'exercice

Conformément à la délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 juin 2008 le capital social de JACQUET Metals a été augmenté de 7,5 millions d'euros pour être porté à 15 millions d'euros par voie de capitalisation à due concurrence de pareille somme prélevée sur le compte « autres réserves ».

Au cours du second semestre 2008, JACQUET Metals a acquis une participation de 23,17 % dans la société IMS International Metal Service (FR0000033904) pour un investissement total de 58 millions d'euros.

Les comptes sociaux de l'exercice ont été établis en tenant compte du contexte actuel de crise économique et financière et sur la base de paramètres financiers de marché disponibles à la date de clôture. Les effets immédiats de la crise ont été pris en compte, notamment dans la valorisation des actifs tels que les créances clients et des passifs. En ce qui concerne les actifs à plus long terme, tels que les titres de participation, il a été pris pour hypothèse que la crise serait limitée dans le temps. La valeur de ces actifs est appréciée à chaque exercice sur la base de perspectives économiques long terme et sur la base de la meilleure appréciation de la Direction du Groupe dans un contexte de visibilité réduite.

2 / principes, règles et méthodes comptables

2.1 / principes généraux

Les comptes sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises.

2.2 / immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement des logiciels amortis linéairement sur leur durée d'utilité estimée entre 1 à 4 ans selon leur nature.

2.3 / immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées selon la méthode du coût historique.

Les actifs sont décomposés si leurs composantes ont des durées d'utilité différentes ou qu'elles procurent des avantages à l'entreprise selon un rythme différent nécessitant l'utilisation de taux et de mode d'amortissement différents.

Le coût d'une immobilisation corporelle est constitué :

- de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables,
- de tous les frais directement attribuables engagés pour mettre l'actif en état de marche en vue de l'utilisation prévue,
- de toutes les remises et rabais commerciaux déduits dans le calcul du prix d'achat.

Les méthodes et durées d'amortissement appliquées sont les suivantes :

- les terrains ne sont pas amortis,
- les bâtiments et leurs aménagements sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité estimée comprise entre 8 et 20 ans,

- les autres catégories d'immobilisations corporelles telles que les véhicules, les fournitures et le matériel informatique sont amortis linéairement sur des durées d'utilité estimées comprises entre de 3 et 10 ans.

La société utilise ses actifs le plus longtemps possible et les cessions d'immobilisations restent très occasionnelles. La société exploite donc ses actifs sur leur durée d'utilité sans tenir compte de leur valeur résiduelle.

2.4 / tests de dépréciation effectués sur les actifs amortissables

Lorsque des événements ou des situations nouvelles indiquent que la valeur comptable de certains actifs corporels ou incorporels est susceptible de ne pas être recouvrable, cette valeur est comparée à la valeur recouvrable estimée à partir de la valeur d'utilité (calculée comme la somme actualisée des flux de trésorerie estimés futurs attendus de l'utilisation des actifs et de leur cession éventuelle) en l'absence de juste valeur estimable de manière fiable. Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de ces actifs, cette dernière est ramenée à la valeur recouvrable (définie comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur et la valeur d'utilité) par comptabilisation d'une perte de valeur d'actif en résultat opérationnel. La nouvelle valeur de l'actif est amortie prospectivement sur la nouvelle durée de vie résiduelle de l'actif.

2.5 / actifs financiers

La valeur brute des titres de participation correspond au coût historique d'acquisition des titres augmenté des frais d'acquisition, c'est-à-dire de tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des titres à l'exception des coûts d'emprunts.

L'évaluation de la juste valeur des titres de participation détenus dans des sociétés cotées est réalisée en comparant le coût historique d'acquisition des titres (valeur comptable) avec leur valeur recouvrable, calculée sur la base du cours moyen coté du mois précédant la clôture. Si la valeur recouvrable des titres est inférieure à leur valeur comptable, une dépréciation est alors comptabilisée.

L'évaluation de la juste valeur des titres de participation détenus dans des sociétés non cotées est réalisée sur la base des flux futurs de trésorerie attendus augmentée de la valeur résiduelle de l'entreprise et plus précisément selon les éléments suivants :

Les flux futurs de trésorerie sont déterminés sur la base des prévisions établies par la direction du Groupe sur les 4 exercices suivant la date à laquelle est réalisée l'évaluation, compte tenu d'une appréciation de l'ensemble des conditions économiques qui prévaudront pendant la durée d'utilité des actifs. Les flux futurs de trésorerie sont calculés à partir du résultat d'exploitation issu des budgets prévisionnels, ajusté de la variation du besoin en fonds de roulement, des amortissements et des dépenses d'investissements, avant incidence des éléments financiers et après prise en compte de l'impôt sur les résultats. Les flux futurs de trésorerie sont actualisés sur la base du coût moyen des ressources financières du Groupe. La valeur résiduelle correspond au flux de trésorerie actualisé à l'infini, cette valeur étant augmentée de la trésorerie disponible et diminuée des dettes financières.

Même en l'absence d'un indice de perte de valeur, un test de dépréciation sur l'évaluation de la valeur des titres de participation est réalisé annuellement à la clôture de l'exercice pour constater si la valeur recouvrable des titres n'est pas inférieure à leur valeur comptable. Si la valeur comptable des titres est supérieure au montant le plus élevé entre leur valeur d'utilité et leur prix de vente net anticipé, une perte de valeur portant sur la différence est alors enregistrée.



2.6 / créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances clients peuvent, le cas échéant, faire l'objet d'une dépréciation. Une dépréciation est comptabilisée dès lors qu'il existe un risque de non recouvrement. La valeur d'inventaire est appréciée créance par créance en fonction de ce risque. Lorsque la créance est couverte par une police d'assurance-crédit, seule la partie non assurée fait l'objet d'une dépréciation.

2.7 / opérations en monnaies étrangères

Les opérations libellées en devises sont comptabilisées à leur contre valeur en euro à la date de l'opération. A la clôture de l'exercice, les actifs financiers et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis en euro au cours de clôture. Les différences résultant de cette actualisation sont portées au bilan en écart de conversion. Les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risques.

3 / notes sur les principaux postes de bilan

3.1 / immobilisations

La variation des immobilisations, amortissements et provisions s'analyse comme suit sur l'exercice :

Immobilisations en K€	31.12.2007	Augmentation	Diminution	31.12.2008
Immobilisations incorporelles	443	100	(7)	536
Terrains	680	25	-	705
Installations générales	141	323	-	464
Matériel de transport	133	-	-	133
Matériel de bureau	678	93	(32)	739
Immobilisations corporelles en cours	-	79	-	79
Avances et acomptes	4	-	(4)	-
Immobilisations corporelles	1 635	521	(36)	2 120
Titres de participations	23 785	-	(140)	23 645
Titres de participations non consolidés	-	58 087	-	58 087
Créances rattachées à des participations	26 935	22 559	(10 218)	39 276
Prêts aux filiales	-	-	-	-
Prêts et autres immobilisations financières	495	44	(104)	435
Actifs financiers	51 215	80 689	(10 462)	121 442
Total valeurs brutes	53 293	81 310	(10 504)	124 099



Amortissements et provisions en K€	31.12.2007	Augmentation	Diminution	31.12.2008
Immobilisations incorporelles	310	39	(7)	343
Terrains	287	74	-	361
Installations générales	56	31	-	87
Matériel de transport	87	23	-	109
Matériel de bureau	350	97	(31)	416
Immobilisations corporelles	779	225	(31)	974
Titres de participations	2 310	64	(30)	2 344
Titres de participations non consolidés	-	17 232	-	17 232
Créances rattachées à des participations	-	67	-	67
Actifs financiers	2 310	17 363	(30)	19 643
Total amortissements et provisions	3 400	17 627	(68)	20 959
Valeurs nettes	49 893	63 682	(10 436)	103 140

3.2 / actifs financiers

Les créances rattachées à des participations s'élèvent à 39 276 K€ au 31 décembre 2008 contre 26 935 K€ au 31 décembre 2007. Cette augmentation est principalement expliquée par les avances de trésorerie consenties aux filiales américaines lancées en 2006, 2007 et 2008.

La variation des titres de participations en valeur brute s'élève à 57 947 K€ pour l'exercice clos au 31 décembre 2008 et s'analyse comme suit :

en K€	Variation des participations
Cession d'une filiale en Roumanie détenue à 70 %, JACQUET Romania Srl	-140
Acquisition d'une participation de 23,17% dans la société IMS International Metal Service	58 087
Total	57 947

La variation des titres de participations est principalement liée à l'acquisition de 23,17 % dans IMS International Metal Service (FR0000033904) pour un investissement total de 58 millions d'euros sur l'exercice. La baisse du cours de l'action de IMS par rapport au prix moyen d'achat a conduit JACQUET Metals à comptabiliser une dépréciation sur titres de 17 232 K€ au 31 décembre 2008. Ces titres sont ainsi valorisés au bilan pour une valeur nette de 40 855 K€ au 31 décembre 2008.

Les informations sur les filiales et participations détenues directement et indirectement sont détaillées ci-dessous :

	Total des capitaux propres	Quote-Part de capital détenue	Valeur comptable des titres détenus valeur brute	Valeur comptable des titres détenus valeur nette	Prêts et avances aux filiales montant brut	Comptes courants des filiales montant brut	Cautions et avals donnés	Chiffre d'affaires HT	Résultat du dernier exercice	Dividendes versés au Groupe durant l'exercice
Filiales et participations directes en K€										
JACQUET SAS	19 651	99,99%	5 206	5 206	-	4	2 189	63 659	(885)	3 004
JACQUET Paris SAS	1 637	100,00%	152	152	-	-	-	6 901	8	60
FRANCE INOX SAS	1 714	99,99%	324	324	-	-	-	6 340	200	150
DETAIL INOX SAS	2 242	99,99%	1 877	1 877	-	-	-	4 533	274	100
JACPOL Sp. z o.o.	7 236	100,00%	1 980	1 980	2 889	-	54	19 128	(104)	893
JACQUET Finland OY	6 012	78,95%	82	82	-	-	100	14 255	274	789
JACQUET Metallservice GmbH	551	75,00%	53	53	1 000	-	-	8 793	(214)	-
JACQUET Iberica SA	1 318	70,00%	370	370	330	-	1 957	6 641	8	-
JACQUET Nova Srl	3 065	100,00%	1 340	1 340	-	-	-	6 041	(107)	200
JACQUET Sverige AB	2 424	100,00%	1 902	1 902	-	-	-	7 336	586	638
JACQUET Magyarorszag Kft.	96	100,00%	53	53	81	-	-	801	(27)	-
JACQUET s.r.o.	237	80,00%	38	38	-	-	-	3 279	90	197
QUARTO Nordic AB	(1)	100,00%	1 107	1 107	665	256	-	2 768	(1 272)	-
JACQUET Danmark ApS	52	100,00%	155	75	-	-	-	81	(23)	-
JACQUET International SA	4 686	99,96%	1 022	1 022	-	3 007	49	580	3 784	2 949
JACQUET Jesenice d.o.o.	1 910	100,00%	496	496	-	845	-	3 239	95	3 500
QUARTO Europe S.A.S.U.	304	100,00%	100	100	-	-	-	7 568	(1 153)	100
ERDBRÜGGER Metallservice GmbH	154	51,25%	41	41	-	-	-	3 877	22	103
JACQUET Berlin GmbH	326	66,66%	75	75	50	-	-	3 446	107	-
JACQUET Norge AS	(68)	51,20%	64	-	67	-	-	1 571	(147)	-
JACQUET Mid Atlantic Inc.	(3 094)	75,00%	484	484	13 478	-	-	14 217	(2 834)	-
JACQUET Lyon S.A.S.U.	1 445	100,00%	50	50	-	-	-	14 482	405	180
JACQUET Nederland BV	3 024	50,40%	1 000	1 000	-	-	-	28 245	1 738	1 008
JACQUET Export S.A.S.U.	245	100,00%	50	50	-	-	-	4 788	141	-
JACQUET UK LTD	2 729	76,00%	1 160	1 160	-	550	195	10 252	1 062	1 439
JACQUET Portugal LDA	174	51,00%	15	15	165	-	-	3 253	79	-
JACQUET Nordpol Sp. z o.o.	158	90,00%	93	93	29	-	-	1 975	80	-
JACQUET Italtaglio Srl	(13)	85,00%	285	285	930	-	1 262	1 237	(348)	-
FFF Holding SAS	1 152	99,98%	3 289	1 089	74	-	-	-	45	-
JSP EURL	566	100,00%	288	288	-	-	165	2 771	6	-
JESTION EURL	182	100,00%	8	8	-	-	-	1 580	161	580
JWS SARL	(800)	95,00%	40	40	9 926	-	-	-	(374)	-
SCI DU CANAL	94	98,00%	448	448	-	74	-	103	93	84
IMS International Metal Service SA	N/A	23,17%	58 087	40 855	-	-	-	N/A	N/A	-
Total des filiales et participations directes			81 732	62 156	29 683	4 737	5 971			15 975
Filiales et participations indirectes en K€										
OSS SARL	2 858	99,94%	-	-	-	-	-	6 052	8	50
JACQUET Benelux SA	4 478	99,92%	-	-	-	-	-	19 012	1 032	1 500
JACQUET Deutschland GmbH	919	99,96%	-	-	-	-	-	16 621	701	1 100
JACQUET Steinau GmbH	453	74,97%	-	-	-	-	-	6 405	244	450
JACQUET Polska Sp. z o.o.	281	99,96%	-	-	-	-	-	6 804	295	264
JACQUET Osiro AG	2 227	50,98%	-	-	-	-	-	8 878	965	502
JACFRIESLAND BV	4 240	40,32%	-	-	-	-	-	9 633	740	-
JACQUET Shanghai Co. Ltd.	7 273	95,00%	-	-	-	-	-	6 080	(1 939)	-
JACQUET Houston Inc.	(1 453)	60,00%	-	-	5 174	-	-	4 644	(1 324)	-
JACQUET Midwest Inc.	(939)	71,25%	-	-	2 838	-	-	2 191	(987)	-
JACQUET West Inc.	(475)	60,00%	-	-	1 581	-	-	1 174	(787)	-
Total des filiales et participations indirectes			-	-	9 593	-	-			3 866
Total général			81 732	62 156	39 276	4 737	5 971			19 842

3.3 / trésorerie et équivalents de trésorerie

en K€	31.12.2008	31.12.2007
Valeurs Mobilières de Placement	13 924	10 041
Disponibilités	494	11 757
Total	14 417	21 798

– Les valeurs mobilières de placement s’analysent comme suit :

en K€	Valeur brute au 31.12.2008	Valeur nette au 31.12.2008	Valeur de marché au 31.12.2008
Actions propres ¹	113	113	126 ²
SICAV monétaires	13 811	13 811	14 139
Total	13 924	13 924	14 265

¹ cf note 5.3

² 4 750 actions JACQUET Metals valorisées au cours moyen de bourse du dernier mois de l’exercice. Sur la base du cours de clôture, la valeur de marché des actions propres est de 138 K€.

en K€	31.12.2008	31.12.2007
Actions propres	113	–
SICAV monétaires	13 811	9 985
Actions Alstom	–	56
Total	13 924	10 041

– Le poste disponibilités s’analyse comme suit à la clôture de l’exercice :

en K€	31.12.2008	Dont Groupe
Comptes reflète débiteurs	12 723	2 860
Comptes reflète créditeurs	(7 507)	(7 507)
Compte centralisateur	(5 215)	–
Solde net "Centralisation de trésorerie"	–	(4 647)

Une convention de centralisation de trésorerie a été mise en place en 2004 entre JACQUET Metals et les filiales françaises du Groupe. Cette dernière se traduit par une remontée automatique et quotidienne des soldes de trésorerie des filiales vers JACQUET Metals par compensation des soldes débiteurs et créditeurs et permet ainsi d’optimiser la gestion de trésorerie du Groupe.

– La trésorerie nette de JACQUET Metals est la suivante :

en K€	31.12.2008	31.12.2007
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14 417	21 798
Concours bancaires courants	(17 518)	(12 597)
Trésorerie nette	(3 101)	9 201



comptes sociaux 2008

124

3.4 / variation des capitaux propres

Le capital social est composé de 2 090 000 actions représentant un total de 15 000 000 €.

La variation de l'exercice s'analyse comme suit :

en K€	31.12.2007	Augmentation	Diminution	31.12.2008
Capital social	7 500	7 500	-	15 000
Réserve légale	750	-	-	750
Réserve spéciale	-	-	-	-
Autres réserves	14 915	17 426	(12 203)	20 138
Résultat 2007	17 426	-	(17 426)	-
Résultat 2008	-	1 700	-	1 700
Capitaux propres	40 591	26 626	(29 628)	37 589

en K€	31.12.2008
Capitaux propres au 31.12.2007	40 591
Dividendes versés sur l'exercice	(4 703)
Résultat 2008	1 700
Capitaux propres au 31.12.2008	37 589

Le capital de JACQUET Metals a été augmenté d'une somme de 7 500 000 € pour être porté de 7 500 000 € à 15 000 000 € par voie de capitalisation à due concurrence de pareille somme prélevée sur le compte « autres réserves ».

3.5 / provisions pour risques et charges

en K€	31.12.2007	Augmentation	Diminution	31.12.2008
Provisions pour pertes de change	1 592	1 246	1 592	1 246
Autres	2	36	-	38
Total	1 594	1 283	1 592	1 285

La provision pour pertes de change au 31 décembre 2008 correspond principalement à des pertes latentes sur les avances de trésorerie consenties aux filiales américaines et polonaises.

3.6 / état des créances et des dettes

État des créances en K€	Montant total	À moins d'1 an	À plus d'1 an et à moins de 5 ans	À plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations	39 276	-	39 276	-
Prêts et autres immobilisations financières	435	73	195	166
Immobilisations financières	39 711	73	39 472	166
Créances clients	2 354	2 354	-	-
Autres créances	5 718	5 714	-	5
Créances	8 072	8 067	-	5
Total	47 783	8 141	39 472	171

État des dettes en K€	Montant total	À moins d'1 an	À plus d'1 an et à moins de 5 ans	À plus de 5 ans
Dettes financières auprès des établissements de crédits	62 478	9 703	52 775	-
Concours bancaires courants	17 518	17 518	-	-
Comptes courants créditeurs	4 737	4 737	-	-
Dettes financières diverses	189	14	-	175
Dettes fournisseurs	1 210	1 210	-	-
Autres dettes	1 458	1 458	-	-
Total	87 589	34 639	52 775	175

Les dettes financières auprès des établissements de crédits et les concours bancaires s'élèvent à 79 996 K€ au 31 décembre 2008 contre 33 843 K€ au 31 décembre 2007.

Cette augmentation est principalement expliquée par la prise de participation de JACQUET Metals dans la société IMS International Metal Service pour un montant de 58 millions d'euros. Au 31 décembre 2008, cet investissement est financé au moyen de trois crédits amortissables, tirables par billets, pour un montant total de 32 millions d'euros (dont 30,4 millions d'euros utilisés au 31 décembre 2008). Le 2 janvier 2009, un quatrième crédit amortissable a été mis en place pour un montant de 20 millions d'euros portant le financement de cette participation à 52 millions d'euros, soit 90% de l'investissement. Les remboursements de ces crédits amortissables s'échelonnent trimestriellement jusqu'en 2014.

JACQUET Metals dispose d'une trésorerie active disponible de 14,4 millions d'euros au 31 décembre 2008.

4 / notes sur le compte de résultat

4.1 / ventilation du chiffre d'affaires

en K€	2008	2007
Chiffre d'affaires	5 410	6 763
France	1 974	2 491
Etranger	3 437	4 272

Le chiffre d'affaires est constitué de prestations de service facturées aux filiales. Son évolution est directement liée à l'activité du Groupe.

4.2 / autres produits d'exploitation

en K€	2008	Dont Groupe
Loyers ¹	806	551
Produits d'activités annexes	1 970	104
Total	2 776	655

¹ refacturation de loyers : La société JERIC, société patrimoniale d'Eric Jacquet, facture à JACQUET Metals les loyers de certaines filiales françaises du Groupe. Ces loyers sont intégralement refacturés par JACQUET Metals et sont donc sans incidence sur le résultat de la société.

**4.3 / résultat financier**

en K€	31.12.2008	31.12.2007
Produits financiers de participations	15 975	13 987
Intérêts et produits assimilés	1 936	2 139
Différences positives de change	1 246	848
Reprises de provisions et transfert de charges	1 750	1 106
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	487	377
Total des produits financiers	21 394	18 457
Dotations financières aux provisions	18 609	1 702
Intérêts et charges assimilées	2 051	1 832
Différences négatives de change	249	583
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	136	–
Total des charges financières	21 045	4 116
Résultat financier	349	14 341

La fraction des charges et produits financiers de l'exercice 2008 relative aux entreprises liées s'analyse comme suit :

en K€	31.12.2008
Produits financiers de participations	15 975
Intérêts et produits assimilés	1 782
Reprises de provisions	30
Total des produits financiers	17 787
Intérêts et charges assimilées	487
Dotations aux provisions	17 363
Total des charges financières	17 850
Résultat financier	(63)

4.4 / résultat exceptionnel

en K€	31.12.2008
Produits de cessions d'éléments d'actifs	91
Total des produits exceptionnels	91
VNC d'éléments d'actifs cédés	141
Autres charges exceptionnelles	36
Total des charges exceptionnelles	177
Résultat exceptionnel	(87)

4.5 / ventilation de l'impôt sur les sociétés par niveau de résultat

en K€	31.12.2008
Opérationnel	1 217
Financier	875
Exceptionnel	(29)
Total	2 063

5 / autres informations

5.1 / informations concernant les entreprises liées

Etat des créances en K€	31.12.2008	Dont entreprises liées
Créances rattachées à des participations	39 276	39 276
Prêts et autres immobilisations financières	435	166
Immobilisations financières	39 711	39 442
Créances clients	2 354	2 326
Autres créances	5 718	775
Créances	8 072	3 101
Total Actif	47 783	42 543
Etat des dettes en K€		
Comptes courants créditeurs	4 737	4 737
Dettes financières diverses	189	120
Dettes fournisseurs	1 210	69
Autres dettes	1 458	730
Total Passif	7 593	5 656

Les produits et charges de l'exercice relatifs aux entreprises liées sont détaillés dans la note 4.

5.2 / engagements financiers

— Engagements financiers donnés et reçus dans le cadre d'opérations de financement :

en K€	31.12.2008
Nantissements de titres	10 600
Cautions solidaires	2 652
Lettres de confort et/ou d'intention	3 318
Total des engagements donnés sur moyen terme	16 571
Lettres de confort et/ou d'intention	482
Nantissement de SICAV	2 400
Total des engagements donnés sur découverts autorisés	2 882
Total des engagements donnés	19 453



comptes sociaux 2008

128

en K€	31.12.2008
Facilités de caisse	1 000
Crédits amortissables	32 000
Autorisations de découverts confirmées	36 000
Total des engagements reçus	69 000

— Engagements donnés dans le cadre de l’approvisionnement des filiales :

en K€	31.12.2008	31.12.2007
Garanties autonomes	12 606	7 610
Total	12 606	7 610
dont à moins de 1 an	12 606	7 610
dont de 1 à 5 ans	—	—
dont à plus de 5 ans	—	—

— Engagements contractés pour couvrir le risque de change :

JACQUET Metals est principalement exposée au risque de change lorsqu’elle consent des avances de trésorerie aux filiales hors zone euro en monnaie locale.

Au 31 décembre 2008, il n’y a pas de positions significatives en devises non couvertes chez JACQUET Metals à l’exception des avances de trésorerie libellées en USD couvertes à hauteur de 2%.

— Engagements reçus dans le cadre d’opérations de couverture de taux :

Nature du contrat	Montant en K€	Capital couvert au 31.12.2008 en K€	Capital couvert au 31.12.2007 en K€	Index taux	Valeur de marché en K€	Durée
SWAP EURIBOR 3 MOIS	20 000	20 000	—	3,26%	(542)	du 16.10.2008 au 18.10.2010

5.3 / actions propres

A / programme de rachat d’actions

L’Assemblée Générale du 13 juin 2008 a autorisé le Conseil d’Administration à faire acheter par la société ses propres actions en vue de :

- Permettre la mise en œuvre de tout plan d’attribution gratuite d’actions au profit de salariés et/ou dirigeants sociaux de la société et/ou des sociétés de son Groupe,
- Permettre l’animation du marché ou la liquidité de l’action par un prestataire de services d’investissement intervenant dans le cadre d’un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l’Autorité des Marchés Financiers,
- La conservation pour la remise d’actions à titre d’échange ou de paiement dans le cadre d’opérations de croissance externe, conformément aux pratiques de marché reconnues et à la réglementation applicable.

L'assemblée a fixé :

- Le prix maximum d'achat à 130 € par action,
- Le nombre maximum d'actions à acquérir à 10 % du nombre total des actions composant le capital social au 31 décembre 2007 soit 209 000 actions, pour un montant maximal de 27 170 000 €, sous réserve des limites légales,
- La durée de cette autorisation à dix-huit mois à compter du 13 juin 2008.

Au 31 décembre 2008, la société a procédé au rachat de 5 881 actions dont 4 750 ont été affectées à un plan d'attribution gratuite d'actions par le Conseil d'Administration du 13 juin 2008.

B / valorisation des actions propres au bilan

- 1 131 actions propres ne sont pas affectées au 31 décembre 2008 et sont enregistrées en « autres immobilisations financières » pour une valeur d'entrée de 28 313 €. La valeur d'entrée de ces actions propres étant inférieure au cours moyen de bourse du dernier mois de l'exercice, aucune provision pour dépréciation n'a été constatée.
- 4 750 actions propres ont été affectées au plan d'attribution gratuite d'actions par le Conseil d'Administration du 13 juin 2008 et sont enregistrées en « valeurs mobilières de placement » pour une valeur d'entrée de 113 073 €. La méthode de valorisation de l'engagement de la société lié au plan d'attribution gratuite d'actions est exposée ci-après.

C / valorisation du plan d'attribution gratuite d'actions dans les comptes sociaux de JACQUET Metals

Au 31 décembre 2008, l'engagement de la société lié aux actions propres affectées au plan d'attribution gratuite d'actions est évalué à 109 K€. Cet engagement est calculé en fonction du cours de bourse constaté à la date d'achat et de la probabilité d'attribution des actions constatée à la date de clôture. Cet engagement est matérialisé par une provision de 29 K€, après amortissement sur une durée de 2 ans à partir de la date d'attribution des actions, constatée en « charges de personnel ».

5.4 / personnel

L'effectif de JACQUET Metals est composé de 11 cadres au 31 décembre 2008.

A / rémunération des dirigeants mandataires sociaux

En 2008, la société compte deux dirigeants mandataires sociaux dont les rémunérations et avantages de toute nature, directs et indirects se sont élevés à 598 K€ dont 10 K€ de jetons de présence.

Sur 2007, la société ne comptait qu'un seul dirigeant mandataire social dont les rémunérations et avantages de toute nature, directs et indirects s'élevaient à 416 K€. Aucun jeton de présence n'avait été alloué au titre de l'exercice 2007.

Le 13 juin 2008, le Conseil d'Administration a attribué 3 450 actions gratuites aux dirigeants mandataires sociaux. L'attribution de ces actions ne deviendra définitive qu'au terme d'une période d'acquisition minimale de deux ans. A la suite de cette période, les bénéficiaires devront conserver ces actions pendant une durée minimale de deux ans. Sur la base du dernier cours coté au 31 décembre 2008, la valorisation de ces actions s'élève à 100 K€. Conformément aux modalités décrites dans la note 5.3, l'engagement de la société lié aux actions gratuites attribuées aux dirigeants mandataires sociaux est évalué à 78 K€ au 31 décembre 2008 soit une provision de 21 K€ comptabilisée en « charges de personnel » après étalement.



En application des dispositions de l'article L 225-197-1 II alinéa 4 du code de commerce, les bénéficiaires d'attribution gratuite d'actions qui exercent une fonction de président du conseil d'administration, de directeur général ou de directeur général délégué de la Société sont tenus de conserver au nominatif cinq pour cent (5 %) des actions issues de l'attribution gratuite d'actions jusqu'à la cessation de leurs fonctions.

Les dirigeants mandataires sociaux ne bénéficient pas de régimes de retraite spécifiques, ni de rémunérations sous forme de plans d'options portant sur des actions, ni de primes de départ.

La décision du conseil d'administration du 13 juin 2008 a fixé les conditions et modalités de versement d'une indemnité de révocation ou de non renouvellement de mandat du Directeur Général Délégué. Ces conditions et modalités sont détaillées en note 13 des informations sur la société mère dans le Rapport de Gestion page 60.

B / rémunération des administrateurs (hors dirigeants mandataires sociaux)

Hors dirigeants mandataires sociaux, la société compte en 2007 et 2008 deux autres administrateurs dont les rémunérations et avantages de toute nature, directs et indirects se sont élevés à 126 K€ en 2008 (dont 5 K€ de jetons de présence) contre 139 K€ en 2007 (aucun jeton de présence n'avait été alloué au titre de l'exercice 2007). Il est précisé qu'un des deux administrateurs était rémunéré par la société JACQUET SAS, filiale de JACQUET Metals, jusqu'à son départ en retraite en juillet 2008.

Le 13 juin 2008, le Conseil d'Administration a attribué 100 actions gratuites à un des deux administrateurs de la société. L'attribution de ces actions ne deviendra définitive qu'au terme d'une période d'acquisition minimale de deux ans. A la suite de cette période, le bénéficiaire devra conserver ces actions pendant une durée minimale de deux ans. Sur la base du dernier cours coté au 31 décembre 2008, la valorisation de ces actions s'élève à 2,9 K€. Conformément aux modalités décrites dans la note 5.3, l'engagement de la société lié aux actions gratuites attribuées à cet administrateur est évalué à 2,4 K€ au 31 décembre 2008 soit une provision de 0,6 K€ comptabilisée en « charges de personnel » après étalement.

De même que les dirigeants mandataires sociaux, les administrateurs ne bénéficient pas de régimes de retraite spécifiques, ni de rémunérations sous forme de plans d'options portant sur des actions, ni de primes de départ.

C / personnes les mieux rémunérés

Les salaires et avantages de toute nature versés en 2008 aux cinq personnes les mieux rémunérées de la société s'élèvent à 879 K€ contre 836 K€ au cours de l'exercice précédent.

5.5 / impôt sur les bénéfices

- Allègement de la dette future d'impôt (en base)

en K€	31.12.2008
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation	17 311
Ecart de conversion passif	413
Résultat 2008 de la SCI du CANAL	91
Plus values latentes sur valeurs mobilières de placement	329
Total	18 144

— Intégration fiscale

Le régime d'intégration fiscale a été prorogé pour 5 ans à compter de l'exercice 2005.

La société mère du Groupe, JACQUET Metals, est seule redevable vis-à-vis du Trésor Public de l'impôt sur les sociétés dû par l'ensemble des sociétés françaises. Les principales dispositions ci-après ont été adoptées pour le traitement comptable des impositions relevant de ce régime particulier :

- chaque filiale intégrée, bien que non tenue de verser l'impôt au Trésor, constate néanmoins en charge celui dont elle serait redevable dans le régime de droit commun et en acquitte le montant à JACQUET Metals.
- l'éventuel allègement d'impôt constaté au niveau de la déclaration fiscale d'ensemble et résultant de l'imputation de la perte d'une société déficitaire constitue un profit qui appartient à la filiale et dont le montant lui reste acquis.
- les économies réalisées par le Groupe non liées aux déficits (correctifs, avoirs fiscaux et crédit d'impôt des sociétés déficitaires) sont conservées chez la société mère et sont constatées en produits ou en charges.

L'économie d'impôt réalisée dans le cadre de l'intégration fiscale s'élève à 643 K€ en 2008.

5.6 / indemnités de fin de carrière

La couverture des indemnités de fin de carrière telle que prévue par la Convention Collective de la Métallurgie versées à l'occasion du départ à la retraite des salariés des sociétés françaises du Groupe est gérée auprès d'une compagnie d'assurance. Elle se traduit par le versement de primes destinées à couvrir ces engagements. Ceux-ci font l'objet d'une évaluation annuelle à partir des caractéristiques propres à l'entreprise et de facteurs d'évolution externes détaillés comme suit :

- âge de départ à la retraite : 65 ans
- taux de charges sociales : 0 % ou 45 % si départ après le 31 décembre 2014
- taux de croissance des salaires : 2 %
- mode de départ : mise à la retraite à l'initiative de l'employeur pour 15% des effectifs et départs volontaires pour 85% des effectifs
- rotation des effectifs : 5 % par an pour l'effectif âgé de moins de 50 ans et 0 % pour l'effectif âgé de plus de 50 ans
- table de mortalité : TVTD 88-90
- taux d'actualisation : 5,2 %

Dans l'hypothèse où les indemnités de fin de carrière après évaluation sont supérieures aux primes déjà payées, des versements complémentaires sont réalisés. Si les versements complémentaires n'ont pas pu être réalisés à la clôture de l'exercice, une provision pour risques et charges est comptabilisée.

Au 31 décembre 2008, le montant des droits acquis s'élève à 82 K€ pour un montant versé et capitalisé de 73 K€. Afin de couvrir l'ensemble des droits acquis un complément de versement sera effectué sur l'exercice 2009.

5.7 / droit individuel de formation

Le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis et n'ayant pas jusqu'à présent donné lieu à demande de la part des salariés s'élève à 760 heures.

5.8 / évènements survenus après la clôture de l'exercice

Néant.



4 / rapport général et spécial des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2008

1 / rapport général

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société JACQUET Metals, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I / opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II / justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2008 ont été réalisées dans un contexte de forte volatilité des marchés et d'une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. Ces conditions sont décrites dans la note 1 de l'annexe des comptes. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L.823.9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance :

Le point 2.5 de l'annexe, intitulé "Actifs financiers", expose les règles et méthodes comptables relatives à la dépréciation des immobilisations financières et, notamment, des titres immobilisés. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations retenues, à vérifier les calculs effectués et à contrôler les informations fournies dans les notes aux états financiers. Nous avons, sur ces bases, procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III / vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,

- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, du changement, de la cessation de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

133

Lyon et Villeurbanne, le 16 avril 2009

Les Commissaires aux Comptes

PIN ASSOCIES
Jean-François PIN

DELOITTE & ASSOCIES
Alain DESCOINS

2 / rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Aux actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice

En application de l'article L.225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimés nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Ces conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice sont présentés ci-après.

I / convention d'avances réciproques de trésorerie avec la société JSA :

Lors de sa séance du 28 août 2008, votre Conseil d'Administration a autorisé votre société à conclure une convention d'avances réciproques de trésorerie avec la société JSA aux conditions et selon les modalités suivantes :

- les avances de trésorerie consenties par votre société à la société JSA sont plafonnées à 10 000 000 euros ;
- les avances réciproques de trésorerie sont rémunérées au taux mensuel Euribor 3 mois + 1 %
- les intérêts sont facturés, chaque trimestre et payables à réception de la facture d'intérêts.

Produit de l'exercice au titre de la rémunération des avances = 3 694 €



II / avance consentie à Quarto Nordic :

Lors de la séance du 26 novembre 2008, votre Conseil d'Administration a autorisé le versement d'une avance non rémunérée d'un montant maximal de 15 000 000 SEK à QUARTO Nordic, destinée à renforcer les capitaux permanents de cette dernière.

Au 31 décembre 2008, l'avance versée s'élève à 7 000 000 SEK soit 664 515 euros.

III / Indemnité de révocation ou de non renouvellement de mandat de Monsieur Philippe Goczol :

Votre Conseil d'Administration dans sa séance du 13 juin 2008 a fixé les conditions et les modalités de l'indemnité de révocation ou de non renouvellement de mandat de Directeur Général Délégué de Monsieur Philippe Goczol, telles que décrites ci-après :

Cas d'attribution de l'indemnité :

Sous réserve de la constatation par le Conseil d'Administration de la réalisation des conditions de performances, Monsieur Philippe Goczol bénéficiera d'une indemnité de révocation dans les hypothèses suivantes :

- Décision du Conseil d'Administration de révoquer Monsieur Philippe Goczol de ses fonctions de Directeur Général Délégué,
- Décision du Conseil d'Administration de ne pas renouveler le mandat de Directeur Général Délégué de Monsieur Philippe Goczol, à moins qu'il lui soit proposé d'exercer d'autres fonctions, salariées ou non, au sein de la société JACQUET Metals et/ou de toutes sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L 225-197-2 du code de commerce, moyennant une rémunération annuelle correspondant à la somme de l'ensemble des rémunérations brutes effectivement perçues par Monsieur Philippe Goczol au cours des 24 derniers mois écoulés qui précèdent celui au cours duquel intervient l'un des cas d'attribution de l'indemnité de révocation, divisée par deux. On entend par rémunérations perçues, les salaires fixes et variables hors stock option et/ou attribution gratuite d'actions. Pour calculer les rémunérations perçues au cours des 24 derniers mois, il sera fait référence au « Salaire Brut » tel qu'il apparaît dans la fiche de paie de Monsieur Philippe Goczol.

Enfin, le Conseil d'Administration a décidé qu'aucune indemnité de révocation ne sera due au Directeur Général Délégué si sa révocation ou le non renouvellement de son mandat intervient postérieurement à la date à laquelle ce dernier aura fait valoir ou aura été mis à la retraite.

Détermination des conditions cumulatives de performance du Directeur Général Délégué et de la société :

- Conditions liées aux performances du Directeur Général Délégué : l'acquisition dans le cadre d'opérations de croissance externe et/ou la création selon le modèle de franchise JACQUET Metals, d'au moins trois nouvelles sociétés filiales à compter du 1^{er} janvier 2009 et sur la durée d'exercice des fonctions du Directeur Général Délégué.
- Conditions liées aux performances de la société : le chiffre d'affaires consolidé « B » du Groupe JACQUET Metals devra être supérieur ou égal à 90 % du chiffre d'affaires consolidé « A » du Groupe JACQUET Metals.

Où :

A : correspond à la moyenne des chiffres d'affaires consolidés du Groupe JACQUET Metals à la clôture des cinq exercices qui précèdent celui au cours duquel intervient l'un des cas d'attribution de l'indemnité de révocation ;

B : correspond à la moitié de la somme des chiffres d'affaires consolidés du Groupe JACQUET Metals des huit trimestres civils qui précèdent celui au cours duquel intervient l'un des cas d'attribution de l'indemnité de révocation.

Le recours à des moyennes de chiffres d'affaires est justifié pour éviter les effets pervers que les variations de cours des matières premières pourraient exercer sur le chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

Les valeurs A et B s'entendent à périmètre au moins égal à celui existant au moment de la nomination du Directeur Général Délégué. Si au moment de la révocation, le périmètre du Groupe est moindre que celui existant au moment de la nomination, alors la valeur A sera ajustée au pro rata du chiffre d'affaires consolidé du Groupe correspondant à la réduction du périmètre. Par périmètre, il faut entendre :

- L'ensemble des filiales du Groupe intégrées dans les comptes consolidés.
- L'ensemble des produits et services vendus.

Calcul du montant de l'indemnité :

Le montant de l'indemnité est calculé comme suit :

$$\text{Indemnité} = (4 \times \text{FM}) + (1,4 \times \text{RM}) + (0,6 \times \text{RM} \times \text{P})$$

Où :

FM : correspond à la rémunération fixe mensuelle brute versée au Directeur Général Délégué au titre du mois qui précède celui au cours duquel intervient l'un des cas d'attribution de l'indemnité de révocation.

RM : s'entend de la Rémunération Mensualisée, correspondant à la somme de l'ensemble des rémunérations brutes effectivement perçues par Monsieur Philippe Goczol au cours des 12 derniers mois écoulés qui précèdent celui au cours duquel intervient l'un des cas d'attribution de l'indemnité de révocation, divisée par 12. On entend par rémunérations perçues, les salaires fixes et variables hors stock option et/ou attribution gratuite d'actions. Pour calculer les rémunérations perçues au cours des 12 derniers mois, il sera fait référence au « Salaire Brut » tel qu'il apparaît dans la fiche de paie de Monsieur Philippe Goczol.

P : correspond à la période entre la date de nomination à la fonction de Directeur Général Délégué et la date de sa révocation ou de non renouvellement de son mandat. La période est exprimée en années et en fractions d'année, tout mois entamé étant considéré comme 1/12ème d'année acquis pour l'ancienneté.

Le montant de l'indemnité due, le cas échéant, à Monsieur Philippe GOCZOL, sera égal à :

- 100 % de l'indemnité calculée comme indiqué ci-dessus si le chiffre d'affaires consolidé « B » du Groupe JACQUET Metals est supérieur ou égal au chiffre d'affaires consolidé « A » du Groupe JACQUET Metals.
- 50 % de l'indemnité calculée comme indiqué ci-dessus si le chiffre d'affaires consolidé « B » du Groupe JACQUET Metals est supérieur ou égal à 90 % et inférieur à 100 % du chiffre d'affaires consolidé « A » du Groupe JACQUET Metals.



Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

I / avance consentie à JACQUET Magyarország

Lors de sa séance du 26 septembre 2005, votre Conseil d'Administration avait autorisé le versement d'une avance non rémunérée de 20 000 000 HUF (81 356 euros) à JACQUET Magyarország, destinée à renforcer les capitaux permanents de cette dernière.

Au 31 décembre 2008, l'avance versée s'élève toujours à 81 356 euros.

II / baux commerciaux

Bailleur	Locataire	Prise d'effet	Locaux	Loyers <charges> en €	Taxe foncière <charges> en €
JERIC	JACQUET Metals	01.09.2002	Terrain de 2442 m ² à St Priest (69)	<5 169>	
JERIC	JACQUET Metals	01.01.2003	Terrain à usage de stockage à St Priest (69)	<41 759>	
JERIC	JACQUET Metals	01.01.2003	Ensemble immobilier situé rue Michel Jacquet à St Priest (69)	<321 286>	<31 517>
JERIC	JACQUET Metals	01.01.2003	Ensemble industriel sur la commune de Villepinte (93)	<103 411>	<39 664>
SCI MIGENNES	JACQUET Metals	01.01.2003	Ensemble industriel sur la commune de Migennes (89)	<183 775>	<31 403>
JERIC	JACQUET Metals	01.01.2004	Appartement dit "Flexovit" situé rue du Mâconnais à St Priest (69)	<5 404>	<1 836>
JERIC	JACQUET Metals	01.01.2004	Local à archives de 95 m ² situé rue du Mâconnais à St Priest (69)	<716>	
JERIC	JACQUET Metals	23.03.2004	Maison dite "Torres" située rue du Lyonnais à St Priest (69)	<5 313>	<375>
JERIC	JACQUET Metals	01.01.2005	Maison dite "Garcia" située rue du Lyonnais à St Priest (69)	<4 943>	<856>
Total				<671 776>	<105 651>

Personnes concernées par les conventions et engagements relevant de l'article L.225-38 :

Nom	Mandats	Sociétés
Éric Jacquet	Président du Conseil d'Administration	JACQUET Metals SA
	Président	JSA
	Gérant	JERIC SARL
	Gérant	SCI DE MIGENNES
	Représentant permanent de l'actionnaire détenant plus de 10 % des droits de vote	JACQUET Magyarország Kft
Philippe Goczol	Président du Conseil d'Administration	QUARTO Nordic AB
	Directeur Général Délégué	JACQUET Metals SA
	Administrateur	QUARTO Nordic AB

137

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Fait à Villeurbanne et Lyon, le 16 avril 2009

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES
Alain DESCOINS

PIN ASSOCIES
Jean-François PIN

5 / rapport du Président du Conseil d'Administration relatif aux conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil et aux procédures de contrôle interne mises en place par le Groupe JACQUET Metals

Ce rapport a été établi sous la responsabilité du Président du Conseil d'Administration conformément aux dispositions de l'article L 225-37 modifié du Code de Commerce. Le Groupe JACQUET Metals se compose de 38 filiales, toutes contrôlées majoritairement, réparties dans 20 pays. Ce rapport couvre l'ensemble des filiales entrant dans le périmètre de consolidation du Groupe et a pour objet de rendre compte :

- des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration de la société JACQUET Metals,
- des conditions dans lesquelles s'effectue la mission du Directeur Général et du Directeur Général Délégué et des limitations apportées par le Conseil d'Administration à leurs pouvoirs,
- des principes et règles arrêtés par le Conseil d'Administration pour déterminer les rémunérations des dirigeants mandataires sociaux et des administrateurs,
- des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par le Groupe,
- des modalités relatives à la participation des actionnaires aux Assemblées Générales,
- des informations prévues par l'article L.225-100-3 du code de commerce.

1 / conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration A / déroulement et missions du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité du Groupe et veille à leur mise en œuvre sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées Générales et dans la limite de l'objet social.

Le Conseil d'Administration examine régulièrement la situation du Groupe sous ses aspects les plus variés :

— comptables et fiscaux :

Le Conseil d'Administration arrête les comptes trimestriels du Groupe après s'être assuré auprès des Commissaires aux Comptes de la pertinence et de la permanence des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes sociaux et consolidés ainsi que du traitement adéquat des opérations importantes. Les changements significatifs dans les pratiques comptables du Groupe sont systématiquement approuvés par le Conseil après révision par les Commissaires aux Comptes. Le Conseil d'Administration est également informé des principales estimations de la direction du Groupe et de leurs impacts sur les états financiers. Le Conseil d'Administration reçoit également l'assurance des Commissaires aux Comptes qu'ils ont eu accès à l'ensemble des informations nécessaires à l'exercice de leurs responsabilités, s'agissant notamment des filiales consolidées, et que leurs travaux sont suffisamment avancés au moment de l'arrêt des comptes pour être en mesure de communiquer toute remarque significative.

— évaluation des risques :

La direction expose au Conseil tous les risques dont elle a eu connaissance de quelque nature que ce soit (juridiques, comptables, commerciaux, environnementaux, financiers...). Si certains sont significatifs, le Conseil d'Administration décide des actions correctives à mettre en place. Le cas échéant, la direction financière tient à la disposition du Conseil une synthèse décrivant l'exposition aux risques (change, taux,...) et les engagements hors bilan du Groupe.

— financements :

Le Conseil est informé de l'état de la situation financière du Groupe, notamment le niveau d'endettement et les couvertures de change mises en place, des méthodes et techniques utilisées pour définir la politique financière et des grandes lignes de la stratégie financière à venir.

— communication :

Le Conseil examine les projets de rapports d'activité et de résultats ainsi que tous les communiqués du Groupe avant leur publication.

— vie du Groupe et stratégie :

Le Conseil est informé du déroulement des projets de développement et des investissements en cours et à venir (nouvelles franchises...).

— contrôle interne :

Le Conseil est informé des procédures internes de collecte et de contrôle des informations financières. Le Conseil entend les Commissaires aux Comptes sur le descriptif de leur intervention ainsi que le Directeur Financier sur les travaux de contrôle financier menés, les difficultés rencontrées et les actions d'amélioration à venir.

B / composition du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration de la société est composé de quatre membres, Monsieur Eric Jacquet, Monsieur Jean Révérand, Monsieur Michel Perrin et Monsieur Philippe Goczol. Il n'y a pas d'administrateur pouvant être qualifié d'indépendant c'est-à-dire n'entretenant directement ou indirectement aucune relation de quelque nature que ce soit avec la société, le Groupe ou sa direction.

Le Directeur Financier et les Commissaires aux Comptes de la société assistent à l'ensemble des séances du Conseil d'Administration.

C / invitations

En fonction des sujets inscrits à l'ordre du jour, le Président peut décider de convier un ou plusieurs collaborateurs de la société, à présenter un dossier ou participer aux discussions préparatoires aux délibérations du Conseil.

D / fréquence du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration s'est réuni 4 fois au cours de l'année 2008 aux dates suivantes : 26 mars, 13 juin, 28 août et 26 novembre en présence de l'ensemble de ses membres. La durée moyenne des réunions est de 3 heures. Pour chaque réunion, le registre de présence a été signé par les membres du Conseil participant à la séance.

E / charte des administrateurs et règlement intérieur du Conseil d'Administration

Il n'existe pas de règle formelle et écrite précisant les obligations de chaque administrateur et le fonctionnement interne du Conseil. En préambule aux différentes séances, le Président du Conseil d'Administration rappelle les responsabilités de chaque administrateur, en particulier :

- engagement d'indépendance,
- présence régulière aux séances du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales,
- information du Président du Conseil d'Administration de toute situation de conflit d'intérêts,
- libre opposition éventuelle aux projets discutés au sein du Conseil d'Administration.

F / ordres du jour du Conseil d'Administration

Chaque membre du Conseil a la liberté de demander au Président l'inscription au projet d'ordre du jour de sujets qu'il estime relever des compétences du Conseil d'Administration, les administrateurs n'ayant pas fait usage de cette faculté au cours du dernier exercice clos. Le projet d'ordre du jour est remis aux membres du Conseil d'Administration et aux Commissaires aux Comptes de la société soit par lettre, soit par messagerie électronique.



rapport du Président du Conseil d'Administration

140

G / information du Conseil

Lors de l'exercice 2008, les administrateurs ont reçu les informations nécessaires à l'accomplissement de leur mission et ont pu se faire communiquer préalablement à toute réunion, les documents qu'ils ont estimés utiles. Le droit des administrateurs à l'information a été organisé selon les modalités suivantes :

— information préalable aux réunions du Conseil : les dossiers, travaux ou documents dont les membres du Conseil d'Administration doivent prendre connaissance sont adressés aux administrateurs avant la date de la réunion.

En outre, lors des séances du Conseil, les principaux points à l'ordre du jour font l'objet d'une information soit sous la forme d'une note écrite ou d'un rapport transmis aux participants du Conseil, soit sous la forme d'une présentation électronique.

— information permanente du Conseil : le Conseil est informé de manière permanente et par tous moyens, de la situation financière, de la trésorerie, des engagements de la société ainsi que de tous événements et opérations significatifs relatifs à la société. Les communiqués de presse sur les résultats de la société sont adressés aux administrateurs et aux Commissaires aux Comptes et font l'objet d'une discussion préalable avant diffusion aux organes de presse. Les demandes d'information éventuelles portant sur des sujets spécifiques sont adressées au Président du Conseil.

— confidentialité des informations : l'ensemble des participants aux réunions du Conseil est tenu à une obligation de confidentialité et de discrétion s'agissant des informations et documents qui sont communiqués.

H / procès-verbaux

Chaque réunion du Conseil fait l'objet d'un procès-verbal adressé aux membres du Conseil et approuvé ou amendé à l'occasion de la réunion suivante. Les procès-verbaux sont couchés sur le registre des délibérations du Conseil.

I / comités du Conseil d'Administration

Il n'existe pas de comité formel du type comité d'audit, comité des rémunérations ou comité du gouvernement d'entreprise, agissant sous l'autorité du Conseil d'Administration. Le Groupe est piloté par une équipe de direction restreinte composée de cinq membres, sous l'autorité du Président du Conseil d'Administration et représentant les directions du Groupe : direction générale, direction administrative et financière, direction informatique, direction opérationnelle et direction des achats.

Ce comité se réunit régulièrement et à la demande, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige.

2 / limitations apportées par le Conseil d'Administration aux pouvoirs du directeur général

Monsieur Eric Jacquet, en plus de sa fonction de Président du Conseil d'Administration, assume également les fonctions de Directeur Général. En sa qualité de Directeur Général, Monsieur Eric Jacquet jouit des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration. Il représente la société dans ses rapports avec les tiers. Par ailleurs, Monsieur Eric Jacquet est secondé dans sa tâche par Monsieur Philippe Goczol qui a été nommé Directeur Général Délégué par décision du Conseil d'Administration du 13 juin 2008. Jusqu'à cette date, Monsieur Philippe Goczol exerçait la fonction de Directeur Général salarié non administrateur de la société.

3 / principes et règles arrêtés par le Conseil d'Administration pour déterminer les rémunérations et avantages de toute nature accordés aux dirigeants mandataires sociaux et aux administrateurs

Nous vous rappelons que la société, par un communiqué en date du 31 décembre 2008, a rappelé que, lors de sa réunion du 26 novembre 2008, le Conseil d'Administration a pris connaissance des recommandations AFEP – MEDEF du 6 octobre 2008 sur la rémunération des dirigeants mandataires sociaux des sociétés cotées. Le Conseil d'Administration a déclaré adhérer à ces recommandations dont il a constaté que la plupart étaient déjà mises en œuvre à l'exception de certaines conditions d'attributions des actions gratuites dont l'attribution a été décidée antérieurement à la publication de ces recommandations.

La rémunération des dirigeants mandataires sociaux et des administrateurs, détaillée au paragraphe 13 des informations sur la société mère dans le Rapport de Gestion page 60, est fixée par le Conseil d'Administration et comprend le plus souvent une part fixe et une part variable calculée sur des critères de rentabilité nette. Comme il est précisé au paragraphe 1. I), la société n'est pas dotée d'un comité des rémunérations.

Les autres modes de rémunération, tel que les avantages en nature et les jetons de présence, sont également fixés par le Conseil d'Administration.

Les dirigeants mandataires sociaux et les administrateurs ne bénéficient pas de régimes de retraite spécifiques, ni de rémunérations sous forme de plans d'options portant sur des actions, ni de primes de départ.

Par décision de l'Assemblée Générale du 13 juin 2008, le Conseil d'Administration est autorisé à faire acheter par la société ses propres actions en vue de permettre la mise en œuvre de tout plan d'attribution gratuite d'actions au profit de salariés et/ou dirigeants sociaux de la société et/ou des sociétés de son Groupe.

Le Conseil d'Administration du 13 juin 2008, à l'occasion duquel Monsieur Philippe Goczol a été nommé à la fonction de Directeur Général Délégué, a décidé d'allouer à ce dernier une indemnité de révocation ou de non-renouvellement de son mandat et a fixé les conditions et les modalités de versement qui sont détaillées au paragraphe 13 des informations sur la société mère dans le Rapport de Gestion page 60. Il est également rappelé que préalablement à sa désignation, il a été mis fin au contrat de travail de Monsieur Philippe Goczol.

4 / procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par le Groupe

Le présent rapport sur les procédures de contrôle interne mises en place par le Groupe s'appuie sur le guide de mise en œuvre par les valeurs moyennes et petites du cadre de référence sur le contrôle interne publié par l'Autorité des Marchés Financiers le 9 janvier 2008. L'analyse de la gestion des risques auxquels le Groupe est exposé est développée au paragraphe 7 des informations sur le Groupe dans le Rapport de Gestion page 52.

A / définition et objectifs du contrôle interne

Le contrôle interne est un dispositif défini et mis en œuvre sous la responsabilité du Conseil d'Administration qui vise à assurer :

- La conformité aux lois et règlements,
- L'application des instructions et des orientations fixées par la direction générale,
- Le bon fonctionnement des processus internes de la société, notamment ceux concourant à la sauvegarde de ses actifs,
- La fiabilité des informations financières et comptables,
- Et d'une façon générale, contribue à la maîtrise de ses activités, à l'efficacité de ses opérations et à l'utilisation efficiente de ses ressources.



Le contrôle interne s'inscrit ainsi dans le cadre d'un processus d'amélioration continue, mais malgré sa fiabilité, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que les risques soient totalement éliminés.

En préambule, il est rappelé que le Groupe comprend 38 filiales réparties dans 20 pays. Par conséquent, le Groupe attache une importance toute particulière à la mise en place et au respect de procédures de contrôle interne homogènes dans l'ensemble de ses structures.

Les procédures de contrôle interne en vigueur dans le Groupe ont pour objet :

- de veiller à ce que les opérations et les comportements des personnels respectent les organes sociaux, les lois et règlements applicables, et les valeurs, orientations et règles internes au Groupe,
- de garantir une application et une interprétation à l'identique des règles édictées par la direction générale du Groupe indépendamment de la zone géographique où s'exerce l'activité de la société,
- de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux et à l'extérieur reflètent avec sincérité l'activité et la situation des filiales et du Groupe,
- de s'assurer de la sauvegarde des actifs,
- de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité, les risques d'erreurs ou de fraudes.

B / environnement et organisation générale du contrôle interne

Les filiales disposent de l'autonomie de gestion qui leur est nécessaire pour atteindre les objectifs commerciaux et de rentabilité fixés par la direction générale du Groupe. La direction des filiales est assurée par un manager, souvent actionnaire de la filiale, sous la supervision de la direction opérationnelle du Groupe.

Le système informatique est commun à l'ensemble des filiales du Groupe. Il permet la gestion en temps réel des stocks, des commandes client et fournisseur ainsi que le suivi des bons de travail et des expéditions. Il est placé sous la responsabilité de la direction informatique qui veille à son bon fonctionnement en proposant régulièrement des améliorations. Les modifications des programmes et la mise à jour des bases de données ne peuvent être effectuées que par le personnel informatique qualifié au siège du Groupe. Les procédures concernant l'utilisation du système sont décrites et mises à jour dans un manuel utilisateur rédigé en français et en anglais. Pour la bonne compréhension des procédures, le personnel opérationnel dans les filiales est régulièrement formé à l'utilisation du système. Une revue informatique du système qui a porté notamment sur les contrôles généraux informatiques a été réalisée par un cabinet indépendant dans ce domaine en 2008.

Le logiciel de comptabilité est également commun à la quasi-totalité des filiales du Groupe. Des adaptations ont été réalisées afin de rendre le logiciel compatible avec les règles en vigueur dans certains pays. Il assure, depuis le siège du Groupe, un accès fiable aux informations comptables de chaque société utilisant ce logiciel. Le suivi de la maintenance et les demandes de développements spécifiques sont centralisés au siège du Groupe, seul habilité à contracter avec le prestataire. Pour ses applications clients et ventes, le logiciel est directement interfacé avec le système de gestion décrit ci-dessus. Des développements sont prévus pour interfacé la gestion des achats avec le logiciel comptable. Les filiales conservent une autonomie quant à la gestion des opérations de paie directement traitées en interne à partir de logiciels standardisés ou confiées à des sociétés spécialisées.

Les créances clients sont couvertes par une police d'assurance crédit applicable à l'ensemble des filiales du Groupe et sont généralement assurées à hauteur de 70% à 90%. La politique d'assurance crédit est gérée au niveau de JACQUET Metals. Des autorisations de couverture en fonction des encours de crédit sont systématiquement recherchées avant de procéder aux livraisons, ce qui réduit fortement le risque d'impayé. Quelle que soit la société, dans la mesure où les créances ne seraient pas couvertes par l'assurance crédit, seule une autorisation délivrée par la direction générale du Groupe ou un paiement avant expédition est susceptible de débloquent les livraisons en attente.

Le Groupe s'approvisionne auprès de producteurs d'aciers et d'alliages de nickel. Les conditions d'achats sont négociées par la direction des achats et la direction générale du Groupe et sont ensuite régulièrement communiquées à l'ensemble des filiales qui gèrent directement leurs approvisionnements en fonction de leurs besoins. La gestion centralisée des conditions d'achats réduit considérablement le risque de dérapage des prix et de détérioration des marges brutes.

C / procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information financière et comptable

Comme en matière d'organisation générale du contrôle interne, un accent particulier est mis sur les procédures de contrôle utiles à l'élaboration et au traitement de l'information financière et comptable destinée à la communauté financière et plus particulièrement aux actionnaires, et sur les procédures visant à en assurer la conformité aux principes comptables généraux et aux référentiels et méthodes retenus. Le Groupe considère que des progrès qualitatifs et quantitatifs importants ont été accomplis dans la mise en œuvre des procédures de contrôle interne afin de garantir une transcription fidèle dans les états financiers des activités du Groupe, de prévenir et de maîtriser les risques d'erreurs ou de fraude.

1 / procédure d'élaboration de la consolidation des comptes

Il est rappelé que les états financiers consolidés du Groupe sont préparés conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Les procédures d'élaboration de la consolidation des comptes sont décrites ci-dessous :

— cadre général, arrêté de comptes et audit :

La consolidation des comptes du Groupe est réalisée à partir des remontées de liasses de reporting préparées par les filiales selon un calendrier diffusé à l'ensemble des responsables financiers et comptables. La direction financière du Groupe communique aux filiales des directives précises avant chaque clôture trimestrielle en indiquant, le cas échéant, les évolutions des normes, règles et principes comptables qui deviennent applicables.

La consolidation est réalisée trimestriellement. Les arrêtés de mars et de septembre sont réalisés de manière plus simplifiée, les consolidations annuelles et semestrielles sont réalisées de manière exhaustive. Les états financiers annuels et semestriels sont arrêtés à l'issue d'un Conseil d'Administration statuant sur les comptes sociaux et consolidés, après que les Commissaires aux Comptes ont finalisé leurs travaux de révision.



rapport du Président du Conseil d'Administration

144

— arrêté des comptes dans les filiales :

Les responsables comptables de chaque filiale procèdent à l'arrêté des comptes sociaux, leur travail étant formalisé dans un dossier de révision comprenant les principaux documents et états de contrôle.

Ils préparent également la liasse de reporting de leur entité conformément au référentiel IAS/IFRS puis la transmettent au siège du Groupe pour contrôle et consolidation. Les responsables comptables sont le plus souvent conseillés par des experts comptables pour les questions d'ordre social et fiscal. Les ajustements de consolidation rendus nécessaires par l'utilisation du référentiel comptable Groupe sont clairement identifiés et documentés dans un dossier de révision.

Les responsables comptables reçoivent à leur embauche, au siège du Groupe, une formation sur les procédures et les règles comptables et financières en vigueur dans le Groupe. Ils sont ensuite informés régulièrement des nouvelles règles et procédures à appliquer : cette formation continue se fait le plus souvent lors des revues et audits internes qui ont lieu tous les ans dans chaque filiale. Le cas échéant, si les besoins de formation sont significatifs, des sessions collectives sont organisées au siège du Groupe.

Des efforts particuliers ont été réalisés en matière de formation puisque la direction financière est maintenant pourvue de personnel qualifié dédié à la formation des personnels comptables et à la mise à jour des procédures.

— consolidation :

Les liasses de reporting établies conformément aux normes IFRS sont envoyées à la direction financière du Groupe pour consolidation selon un calendrier prédéfini avant chaque clôture. La consolidation proprement dite est réalisée à partir du logiciel Equilibre développé par la société AS. Après saisie de l'ensemble des liasses de reporting des filiales, les principaux retraitements de consolidation sont comptabilisés. A l'issue de ces opérations, un dossier complet de consolidation est constitué. Après vérification, le dossier de consolidation est transmis aux Commissaires aux Comptes.

2 / contrôle de la qualité des informations financières et comptables

La direction financière du Groupe s'assure trimestriellement par une revue limitée ou exhaustive de la cohérence des liasses de reporting transmises par les filiales. Un dossier de revue est systématiquement formalisé.

De plus, un audit exhaustif des comptes et des procédures est effectué par des contrôleurs de gestion du Groupe dans les filiales au moins une fois par an. Ce contrôle est formalisé par un dossier de travail qui donne lieu à rédaction d'une note de synthèse mettant en avant les principaux points d'audit relevés. Afin de mener à bien leur mission d'audit, les contrôleurs de gestion ont accès à l'ensemble des informations financières des filiales.

Les opérations comptables inhabituelles (estimations, transactions, écritures comptables) font l'objet d'une consultation et/ou d'une demande d'autorisation préalable auprès de la direction financière du Groupe. Le dossier de travail et la note de synthèse sont mis à disposition des Commissaires aux Comptes du Groupe.

La direction financière du Groupe renforce ses effectifs de contrôleurs de gestion régulièrement afin de maintenir un niveau de contrôle interne financier élevé dans un contexte de développement soutenu.

Depuis 2007, un effort particulier a été mis en œuvre sur l'actualisation et la formalisation des procédures financières. Cette formalisation a commencé dès 2006 avec les procédures de contrôle interne financier et de tenue des dossiers de travail qui doivent être respectées par les contrôleurs de gestion. Depuis 2006, un membre de la direction financière du Groupe est affecté spécifiquement à la mise en place et la formalisation des procédures ainsi qu'à la formation du personnel comptable.

D'une manière générale, les informations financières et comptables communiquées par les filiales et qui servent à la préparation des informations Groupe à destination de la communauté financière, des Commissaires aux Comptes ou des utilisateurs internes, font l'objet d'une vérification approfondie par la direction financière.

3 / recensement et suivi des engagements hors bilan

Compte tenu de sa gestion financière centralisée, les principaux engagements hors bilan sont suivis depuis le siège. La direction financière du Groupe procède au sein de chaque filiale à une revue détaillée des engagements pour s'assurer qu'ils sont correctement recensés.

5 / modalités relatives à la participation des actionnaires aux Assemblées Générales

Les Assemblées Générales sont convoquées dans les conditions fixées par la loi. Les articles 30 à 32 des statuts de JACQUET Metals, résumés au paragraphe 1 des Renseignements Généraux page 27, sont relatifs aux assemblées d'actionnaires.

6 / informations prévues par l'article L.225-100-3 du code de commerce

Conformément aux dispositions de l'article L.225-37 alinéa 9 du code de commerce, les informations visées par l'article L.225-100-3 du code de commerce figurent ci-dessous.

- Les informations suivantes sont disponibles aux paragraphes 1 et 2 des Renseignements Généraux page 26 à page 31 :
 - structure du capital de la société,
 - restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions,
 - participations directes ou indirectes dans le capital de la société,
 - liste des détenteurs de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux,
 - pouvoirs du conseil d'administration, en particulier l'émission ou le rachat d'actions.
- Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du conseil d'administration ainsi qu'à la modification des statuts de la société : la société applique les règles figurant dans le code de commerce.
- Accord prévoyant des indemnités pour les membres du conseil d'administration s'ils démissionnent ou sont licenciés : cette information est exposée au paragraphe 13 des informations sur la société mère dans le Rapport de Gestion page 60.
- Les informations suivantes ne sont pas applicables à JACQUET Metals :
 - mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel,
 - accords entre actionnaires dont la société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote,
 - accords conclus par la société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la société.



6 / rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du Président du Conseil d'Administration

Aux actionnaires,

146

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société JACQUET Metals et en application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société donnant les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce, relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.



Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce.

Autres informations

147

Nous attestons que le rapport du président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L.225-37 du Code de commerce.

Lyon et Villeurbanne, le 16 avril 2009

Les Commissaires aux Comptes

PIN ASSOCIES
Jean-François PIN

DELOITTE & ASSOCIES
Alain DESCOINS

document d'information annuel

En application de l'article L 451-1-1 du Code Monétaire et Financier et de l'article 222-7 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, ce document présente la liste de toutes les informations publiées ou rendues publiques par JACQUET Metals du 1^{er} janvier 2008 au 20 mars 2009 pour satisfaire aux obligations législatives ou réglementaires en vigueur.

148

Publications au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires (BALO) :

<http://www.journal-officiel.gouv.fr>

Désignation de teneurs de comptes de titres nominatifs	21.11.2008	N°affaire 0814437
Approbation des comptes sociaux et consolidés 2007	01.09.2008	N°affaire 0812349
Chiffre d'affaires du 1 ^{er} semestre 2008	30.07.2008	N°affaire 0810738
Convocation à l'assemblée générale du 13.06.2008	02.05.2008	N°affaire 0805078
Comptes sociaux et comptes consolidés 2007	02.05.2008	N°affaire 0805077
Chiffre d'affaires du 1 ^{er} trimestre 2008	02.05.2008	N°affaire 0805076
Chiffre d'affaires 2007	11.02.2008	N°affaire 0801039

Publications au Greffe du Tribunal de Commerce :

Dépôt des comptes consolidés 2007	04.07.2008	N° dépôt 12511
Dépôt des comptes sociaux 2007	03.07.2008	N° dépôt 12293
Statuts mis à jour	30.06.2008	N° dépôt 14267

Communiqués AMF : <http://www.amf-france.org>

Franchissement de seuil	10.03.2009	209C0386
Déclaration des achats et cessions par les sociétés de leurs propres actions	30.01.2009	209C0155
Déclaration des achats et cessions par les sociétés de leurs propres actions	12.12.2008	208C2240
Déclaration des dirigeants	24.10.2008	208D7063
Franchissement de seuil	23.10.2008	208C1928
Déclaration des achats et cessions par les sociétés de leurs propres actions	30.09.2008	208C1777
Déclaration des achats et cessions par les sociétés de leurs propres actions	27.08.2008	208C1587
Déclaration des achats et cessions par les sociétés de leurs propres actions	31.07.2008	208C1466
Déclaration des achats et cessions par les sociétés de leurs propres actions	30.06.2008	208C1231
Déclaration des achats et cessions par les sociétés de leurs propres actions	26.05.2008	208C1003
Déclaration des achats et cessions par les sociétés de leurs propres actions	29.04.2008	208C0796
Document de référence	23.04.2008	D.08-0283
Déclaration des achats et cessions par les sociétés de leurs propres actions	21.01.2008	208C0131

Communication et information financière : <http://www.jacquetmetals.com>**Résultats**

Résultats 2008	12.03.2009
Résultats au 30.09.2008 et participation IMS	27.11.2008
Résultats du 1 ^{er} semestre 2008	29.08.2008
Résultats du 1 ^{er} trimestre 2008	16.06.2008
Résultats 2007	27.03.2008

Chiffres d'affaires

Chiffre d'affaires 2008	15.01.2009
Chiffre d'affaires du 3 ^{ème} trimestre 2008	09.10.2008
Chiffre d'affaires du 2 ^{ème} trimestre 2008	10.07.2008
Chiffre d'affaires du 1 ^{er} trimestre 2008	10.04.2008
Chiffre d'affaires 2007	09.01.2008

Rapports

Rapport semestriel S1 2008	29.08.2008
Document de référence 2007	23.04.2008
Rapport annuel 2007	23.04.2008

Contrats de liquidité

Contrats de liquidité de janvier 2007 à décembre 2008

Bilans semestriels du contrat de liquidité

Bilan semestriel du contrat de liquidité au 31.12.2008	30.01.2009
Bilan semestriel du contrat de liquidité au 30.06.2008	22.07.2008
Bilan semestriel du contrat de liquidité au 31.12.2007	06.02.2008

Droits de vote

22.07.2008

Rachats d'actions

Déclaration mensuelle de rachat d'actions (février)	19.03.2009
Déclaration de rachat d'actions	26.02.2009
Déclaration mensuelle de rachat d'actions (novembre)	01.12.2008
Déclaration de rachat d'actions	19.11.2008
Déclaration mensuelle de rachat d'actions (octobre)	03.11.2008
Déclaration de rachat d'actions	03.11.2008
Déclaration de rachat d'actions	27.10.2008
Déclaration de rachat d'actions	22.10.2008
Descriptif du programme de rachat d'actions	13.07.2008

Autres informations réglementées

Cessation d'un contrat de liquidité	08.03.2009
Participation dans IMS	10.02.2009
Jetons de présence	02.02.2009
Participation dans IMS	06.01.2009
Rémunération des dirigeants mandataires sociaux	31.12.2008
Participation dans IMS	12.11.2008
Déclaration d'intention IMS	30.10.2008
Participation dans IMS	20.10.2008
Franchissement de seuil	19.09.2008
Mise à disposition du rapport semestriel S1 2008	29.08.2008
Nomination Directeur Général Délégué	18.06.2008
Décision du Conseil d'Administration du 13.06.2008	17.06.2008
Modalités de consultation des documents préparatoires à l'AG du 13.06.2008	02.05.2008
Convocation à l'AG du 13.06.2008	02.05.2008
Mise à disposition du Document de Référence 2007	25.04.2008

responsabilités

1 / responsable du document de référence et du rapport financier annuel

Éric Jacquet

Président Directeur Général

Attestation du responsable du document de référence et du rapport financier annuel

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport de gestion (ci-joint figurant en pages 36 à 71) présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans le présent document ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document. Cette lettre ne contient aucune observation.

Les informations financières historiques présentées dans ce document ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant en pages 115 et 132. Ces rapports ne mentionnent pas d'observation ni de réserve.

Éric Jacquet

2 / responsables du contrôle des comptes

Commissaires aux comptes titulaires

— DELOITTE & ASSOCIES

Immeuble «Park Avenue» – 81, boulevard Stalingrad – BP1284 – F 69608, VILLEURBANNE Cedex. Renouvelé par l'Assemblée Générale du 23 juin 2006 pour un mandat s'achevant lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes clos au 31 décembre 2011.

— PIN ASSOCIES

170, boulevard Stalingrad – F 69006, LYON. Représenté par M. Jean François PIN. Renouvelé par l'Assemblée Générale du 23 juin 2006 pour un mandat s'achevant lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes clos au 31 décembre 2011.

Commissaires aux comptes suppléants

— BEAS

7-9, Villa-Haissay – F 92524, NEUILLY-SUR-SEINE. Renouvelé par l'Assemblée Générale du 23 juin 2006 pour un mandat s'achevant lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes clos au 31 décembre 2011.

— Hervé GAY

170, boulevard Stalingrad – F 69006, LYON. Nommé par l'Assemblée Générale du 23 juin 2006 pour un mandat s'achevant lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes clos au 31 décembre 2011.

3 / responsable de l'information financière

Thierry Philippe

Directeur Financier

Tel. +33 (0)4 72 23 23 50 - comfi@jacquetmetals.com

table de concordance du document de référence

informations	N° page	
1 / Personnes responsables		
1.1 Nom et fonction des responsables du document de référence	150	
1.2 Déclaration des personnes responsables	150	
2 / Contrôleurs légaux		
2.1 Noms et adresses	150	151
2.2 Démissions / non renouvellement	N/A	
3 / Informations financières sélectionnées		
3.1 Informations financières historiques	3, 37 et 38	
3.2 Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	N/A	
4 / Facteurs de risque		52 et 105
5 / Informations concernant l'émetteur		
5.1 Histoire et évolution de la société		
5.1.1 Raison sociale et nom commercial	26	
5.1.2 Lieu et numéro d'enregistrement	26	
5.1.3 Date de constitution et durée de vie	26	
5.1.4 Siège social et forme juridique, législation régissant ses activités, pays d'origine, adresse et numéro de téléphone du siège statutaire	26	
5.1.5 Événements importants dans le développement des activités	20 et 36	
5.2 Investissements		
5.2.1 Principaux investissements réalisés	31 et 38	
5.2.2 Principaux investissements en cours, distribution géographique et méthode de financement de ces investissements	31, 38 et 39	
5.2.3 Principaux investissements envisagés à l'avenir et engagements pris par les organes de direction concernant ces investissements	N/A	
6 / Aperçu des activités		
6.1 Principales activités	4	
6.2 Principaux marchés	4	
6.3 Événements exceptionnels	N/A	
6.4 Dépendance à l'égard de brevets, licences ou contrats	19 et 52	
6.5 Position concurrentielle	4 et 10	
7 / Organigramme		
7.1 Description du Groupe	14	
7.2 Liste des filiales	14, 70 et 78	
8 / Propriétés immobilières, usines et équipements		
8.1 Immobilisations corporelles importantes	17 et 18	
8.2 Questions environnementales pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	18	
9 / Examen de la situation financière et du résultat		
9.1 Situation financière	37 et 38	
9.2 Résultat d'exploitation		
9.2.1 Facteurs importants influant sensiblement sur le revenu d'exploitation	24 et 37	
9.2.2 Raisons des changements importants du chiffre d'affaires net ou des produits nets	24 et 37	
9.2.3 Stratégie ou autres facteurs ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement sur les opérations de l'émetteur	N/A	



table de concordance du document de référence

152

10 / Trésorerie et capitaux	
10.1 Capitaux de l'émetteur	75 et 124
10.2 Flux de trésorerie	39, 74 et 117
10.3 Conditions d'emprunt et structure de financement	99 et 111
10.4 Restriction à l'utilisation de capitaux	98
10.5 Sources de financement nécessaires pour honorer les engagements relatifs aux décisions d'investissement	111
11 / Recherche et développement, brevets et licences	51
12 / Informations sur les tendances	
12.1 Principales tendances	24 et 39
12.2 Evénements susceptibles d'influencer les tendances	36 et 52
13 / Prévisions ou estimations du bénéfice	
13.1 Principales hypothèses	N/A
13.2 Rapport d'expertises de ces estimations	N/A
13.3 Prévision en accord avec les données historiques	N/A
13.4 Validité de la prévision	N/A
14 / Organes d'administration et direction générale	
14.1 Informations concernant les membres des organes d'administration et de direction	21, 22 et 65
14.2 Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration et de la direction générale	65
15 / Rémunération et avantages	
15.1 Montant de la rémunération versée et avantages en nature	60, 108 et 129
15.2 Montant total des sommes provisionnées ou constatées aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	60, 112 et 131
16 / Fonctionnement des organes d'administration et de direction	
16.1 Date d'expiration des mandats actuels	21
16.2 Contrats de service liant les membres des organes d'administration	23 et 133
16.3 Informations sur le comité d'audit et le comité de rémunération	N/A
16.4 Déclaration de conformité au régime de gouvernement d'entreprise	138
17 / Salariés	
17.1 Nombre de salariés en fin de période, nombre moyen	19, 50 et 89
17.2 Participations et stock-options	N/A
17.3 Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital	N/A
18 / Principaux actionnaires	
18.1 Franchissements de seuil	58
18.2 Existence de droits de vote différents	29
18.3 Contrôle de l'émetteur	29 et 58
18.4 Accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de contrôle	30
19 / Opérations avec des apparentés	16, 62 et 109

20 / Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière**et les résultats de l'émetteur**

20.1 Informations financières historiques	72 et 116
20.2 Informations financières pro forma	N/A
20.3 Etats financiers annuels	72 et 116
20.4 Vérification des informations financières historiques annuelles	
20.4.1 Déclaration de vérification des informations financières historiques	115 et 132
20.4.2 Autres informations vérifiées par les contrôleurs légaux	133 et 146
20.4.3 Informations financières non vérifiées	N/A
20.5 Date des dernières informations financières	
20.5.1 Date des dernières informations financières vérifiées	148
20.6 Informations financières intermédiaires et autres	
20.6.1 Informations financières trimestrielles ou semestrielles vérifiées	148
20.6.2 Informations financières intermédiaires non vérifiées	148
20.7 Politique de distribution des dividendes	
20.7.1 Montant du dividende par action	31 et 58
20.8 Procédures judiciaires et d'arbitrage	N/A
20.9 Changement significatif de la situation financière ou commerciale	53 et 67

21 / Informations complémentaires

21.1 Capital social	
21.1.1 Montant du capital souscrit	28
21.1.2 Actions non représentatives du capital	N/A
21.1.3 Actions en auto-contrôle	29, 30 et 56
21.1.4 Valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription	N/A
21.1.5 Conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attaché(e) au capital souscrit mais non libéré	N/A
21.1.6 Information sur le capital de tout membre du groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord prévoyant de le placer sous option	N/A
21.1.7 Historique du capital social	29
21.2 Acte constitutif et statuts	
21.2.1 Objet social	26
21.2.2 Membres des organes d'administration et de direction	21
21.2.3 Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions	28
21.2.4 Actions nécessaires pour modifier les droits des actionnaires	N/A
21.2.5 Conditions de convocations aux assemblées générales annuelles et extraordinaires	27
21.2.6 Changement de contrôle	N/A
21.2.7 Seuil de franchissement de participation	28
21.2.8 Conditions régissant les modifications du capital	28

22 / Contrats importants

52

23 / Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts

23.1 Déclaration ou rapport d'expert, informations concernant l'expert et déclaration de consentement	N/A
23.2 Attestation de reproduction fidèle des informations provenant d'une tierce partie	N/A

24 / Documents accessibles au public

148

25 / Informations sur les participations

40 et 70

table de concordance du rapport financier annuel

	N° page
informations	
1 / Comptes consolidés annuels	72
2 / Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés	115
3 / Comptes sociaux annuels	116
4 / Rapport général et spécial des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux	132
154 5 / Rapport de gestion	36
6 / Personnes responsables	
6.1 Nom et fonction des responsables du rapport financier annuel	150
6.2 Déclaration des personnes responsables	150

